

La « journée mondiale » et les prévisions de l'OMS

Le nombre des malades du SIDA dépassera le million à la fin de 1991

Mobilisation

Comme il paraît lointain, le temps où le SIDA ne suscitait que haussements d'épaules ou ricanements ! Nul ne peut douter aujourd'hui de la gravité d'une épidémie qui menace tout le monde, et plus seulement les « personnes à risque ».

Officiellement, cent vingt-cinq mille cas de SIDA ont été notifiés à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) par cent quarante-deux pays. En réalité, de l'aveu même des spécialistes, le nombre des malades serait au moins deux fois plus important. Et, selon le docteur Jonathan Mann, directeur du programme mondial de l'OMS de lutte contre le SIDA, on comptera « probablement de quatre à dix fois plus de cas de SIDA qu'il n'y en a eu jusqu'à maintenant » au cours des cinq prochaines années. Quant au nombre de personnes séropositives, c'est-à-dire infectées par le virus mais non encore malades, il serait compris entre 5 et 10 millions.

On a souvent observé que d'autres maladies — comme la malaria, la bilharziose ou même la rougeole, sans parler du cancer ou des affections cardio-vasculaires — sont responsables de beaucoup plus de morts que le SIDA. Mais cette nouvelle maladie a la particularité d'être à la fois mortelle et transmissible par voie sexuelle. C'est donc du comportement de chacun que dépend, en grande partie, sa vitesse de propagation.

D'ores et déjà, dans certaines grandes villes d'Afrique noire, près de 10 % de la population est séropositive. Les capacités d'accueil des hôpitaux y sont depuis longtemps dépassées. A New-York, le SIDA est devenu la première cause de mortalité chez les adultes jeunes. Au Brésil, dans certaines grandes villes, la proportion des femmes enceintes séropositives serait supérieure à 5 %. Et tout porte à croire que ce phénomène va s'accroître. Chez les toxicomanes, la maladie ne cesse de gagner du terrain : en France, plus d'un héroïnomanes sur deux est séropositif, et il est à craindre que l'Asie à son tour ne soit frappée de plein fouet. Aux Etats-Unis, c'est dans les couches sociales les plus défavorisées — les Noirs et les Hispaniques en particulier — que l'épidémie s'étend le plus vite.

Que peut faire la communauté internationale ? D'abord, bien sûr, accentuer l'effort de recherche, avec l'espoir, encore timide aujourd'hui, d'arriver à mettre au point un vaccin et un traitement. Ensuite, informer et prévenir. Qu'on le veuille ou non, le seul « vaccin » aujourd'hui efficace contre la propagation du SIDA, c'est le préservatif.

Les Etats sauront-ils faire face à ce fléau sans porter atteinte à des libertés fondamentales ? Déjà, dans certains pays, le levée du secret médical, la création de fichiers informatisés, des exclusions professionnelles et l'isolement des malades dans de véritables « sidériums » menacent les fondements démocratiques de la société.

Plus l'épidémie progressera, plus il faudra être vigilant sur les moyens utilisés pour l'enrayer. Si la victoire contre le SIDA est malheureusement peu probable à très court terme, on ne saurait l'envisager que dans le respect des droits de l'homme : le directeur général de l'OMS montra pourquoi dans son entretien au « Monde ».

M 0147 - 1201 0 - 4,50 F
3790147004500 12010

La journée mondiale sur le SIDA organisée le 1^{er} décembre témoigne d'une inquiétude croissante devant l'ampleur de l'épidémie, comme le souligne, dans l'entretien qu'il nous accordé, M. Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Selon l'OMS, le nombre des malades sera supérieur à un million à la fin de 1991. Pour sa part, M. Hubert Curien, ministre français de la recherche, se déclare prêt à débiter tous les crédits que demanderont les chercheurs.

« Quel est votre diagnostic sur l'épidémie de SIDA dans le monde ? Quels sont, selon vous, les scénarios envisageables pour les années à venir ? Peut-on réellement craquer une hécatombe ?

— Pour répondre à votre question concernant la possibilité d'une hécatombe, il suffit de dire que, si l'on ne prend pas les mesures pour arrêter la transmission du virus du SIDA, on peut effectivement avoir beaucoup de craintes pour les années à venir. A l'heure actuelle, on peut raisonnablement estimer que, en 1987, le nombre total des personnes séro-

positives infectées par le virus du SIDA s'élevait à environ cinq millions. On peut donc envisager que le nombre total des malades atteints de SIDA, à la fin de l'année 1991, sera supérieur à un million.

« J'insiste sur le fait que ces données sont indépendantes du nombre des nouvelles infections, qui surviendront soit au cours de l'année 1988, soit plus tard.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI.
(Lire la suite page 10.)

Le scandale Koskotas et les critiques contre M. Papandréou

Les socialistes grecs à la dérive

L'autonomie est dur pour le premier ministre grec, M. Andreas Papandréou. Après l'opération qu'il a subie à Londres pour un rétrécissement de l'aorte, les révélations sur les escroqueries du banquier Georges Koskotas secouent le Parti socialiste et le gouvernement. Démissions et limogements de ministres se succèdent.

ATHÈNES
de notre envoyé spécial

« Qu'on les mette en prison, sous ces voleurs qui sont au pouvoir ! » Devant les kiosques à journaux d'Athènes, les atterissements sont nombreux par ces temps agités. Les passants s'arrêtent et commentent à brûlo-pourpoint les toutes dernières péripéties de l'affaire Koskotas qui

ébranle le gouvernement socialiste. Et chacun de donner son avis sur cette gigantesque escroquerie qui a plongé la Grèce dans la confusion, politique et morale. Le premier ministre, M. Andreas Papandréou, ne semble plus maîtriser la situation et le « plus gros scandale financier du siècle » entraînera probablement sa chute aux élections de juin prochain. Peut-être avant, qui sait ?

Rusé lascar, ce Georges Koskotas qu'on n'hésite pas ici à comparer à Staviski. Venant des Etats-Unis, il apparaît en Grèce en 1979. Il a vingt-cinq ans et trouve un emploi presque subalterne à la Banque de Crète, la troisième du pays. Cinq ans plus tard, le voilà détenteur de 89 % des actions de l'établissement !

ALAIN DEBOVE.
(Lire la suite page 5.)

Restructuration pour devenir « numéro un européen »

Accord Thomson-Aérospatiale dans l'électronique d'aviation

Les groupes français Thomson et Aérospatiale ont annoncé, mercredi 30 novembre, qu'ils ont entamé des négociations en vue de rapprocher leurs fabrications d'équipements électroniques embarqués dans les avions civils et militaires. Le nouvel ensemble serait au premier rang européen. Il constitue une réponse à la restructuration qui s'est engagée dans l'aéronautique mondiale. Les ministères de la défense et de l'industrie se sont félicités de ce projet.

Les conversations engagées entre Thomson et Aérospatiale portent sur les équipements d'électronique de vol. Ils sont fabriqués chez Thomson, dans la division avionique, où ils représentent un chiffre d'affaires de 1,57 milliard de francs, et dans le groupe Aérospatiale, au sein de ses filiales SFENA, Crouzet et EAS (Electronique Aérospatiale) pour un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs.

Le rapprochement devrait s'effectuer à partir, les deux groupes considérant ce secteur comme stratégique pour leur avenir. L'ensemble constitué, avec

3,6 milliards de francs de chiffre d'affaires, se placera au quatrième rang mondial derrière trois américains et au premier rang en Europe.

L'opération marque le début de la restructuration en France du secteur des équipements aéronautiques civils et militaires, encore beaucoup trop dispersés au sein de sociétés d'une taille insuffisante pour rester dans la course technologique face à des concurrents dans le monde qui resserrent les rangs.

(Lire page 36 l'article de CLAIRE BLANDIN.)

M. Barre et Lyon

L'ancien premier ministre prêt à s'engager dans la bataille municipale, à certaines conditions.
PAGE 9

La réforme constitutionnelle en URSS

M. Gorbatchev annonce une nouvelle étape de la « perestroïka ».
PAGE 4

Fidel Castro au Mexique

Il assistera à l'investiture du président Salinas.
PAGE 3

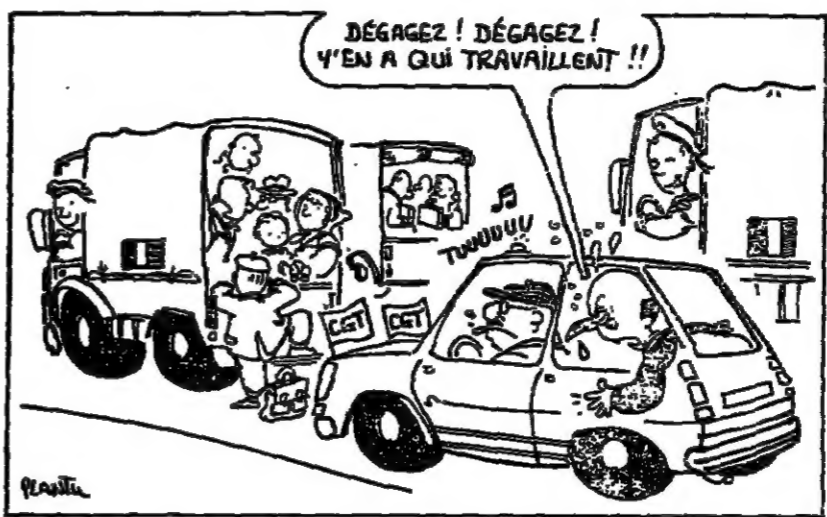
La Bourse aux stades

Bulletin-réponse.
PAGES 19 et 20

Le sommaire complet se trouve en page 40.

La poursuite de la grève du RER

L'armée au secours des banlieusards



Lire pages 36 et 40 les reportages de GUY HERZLICH et CORINE LESNES.

Par l'auteur du Sorgho Rouge (plus de 100 000 exemplaires vendus)

LE NOUVEAU YA DING

YA DING
LES HERITIERS DES SEPT ROYAUMES
Par l'auteur du SORGHO ROUGE
PRIX PEN CLUB DE LA DÉCOUVERTE
Stock

Pour mieux comprendre la jeunesse chinoise d'aujourd'hui, le roman d'une éducation sentimentale à Pékin dans une Université contestataire.
204 p. 89 F.

ENQUÊTE : une grande bibliothèque informatisée à Paris

La « TGB » sur les rails

L'ancienne gare de Tolbiac pourrait accueillir la future « Très Grande Bibliothèque » (TGB) rêvée par le président de la République. Celle-ci commence à prendre forme. Patrice Cahart et Michel Melot en ont défini les contours dans un rapport qui devait être remis le 30 novembre au premier ministre. A partir du 1^{er} décembre, Dominique Jamet est chargé d'une mission d'étude, préfiguration de l'établissement public à venir.

De Babel à Alexandrie, la bibliothèque est un mythe qui traverse l'histoire. Alain Resnais a consacré un film aux coulisses de cette « mémoire du monde ». Elle est la figure emblématique du Nom de la rose, le roman d'Umberto Eco. Quant à Borges, il y voyait tout simplement le reflet de l'univers. Aussi l'écrivain argentin accepta-t-il d'être le directeur de la Bibliothèque nationale de Buenos-Aires, alors même qu'il était devenu aveugle. Emmanuel Le Roy Ladurie, historien, professeur au Collège de France, voulut bien occuper le fauteuil d'administrateur général de celle de Paris, un poste ingrat, plein de chausse-trappes. Mais ce vieil habitué des catalogues et des cotes bibliographiques peut savourer le plaisir de se trouver

au cœur du système. Et quand le président de la République, amoureux des livres, souhaite lier son second septennat à une grande œuvre, il pense, tout naturellement, à une bibliothèque.

Certes, l'idée était dans l'air. François Léotard avait parlé d'une « BN bis ». Il fallait bien désengorger la rue de Richelieu.

François Mitterrand voit plus grand. Peut-être rêve-t-il d'y attacher son nom. Il annonce en tout cas que cette « Très Grande Bibliothèque » doit couvrir tous les champs de la connaissance. Elle sera à la disposition de tous et pourra être consultée à distance. Elle devra utiliser les plus sophistiqués pour dialoguer avec ses homologues françaises et européennes. Un programme dont l'ambition un peu floue mérite d'être précisée. Deux hommes, Patrice Cahart et Michel Melot, sont chargés d'en définir les contours.

Le premier, inspecteur des finances, est directeur de la Monnaie, mais aussi président du conseil d'administration de la Bibliothèque nationale. Le second, chartiste, est responsable de la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou. Le rapport qu'ils devaient remettre au premier ministre le 30 novembre n'a pas la prétention d'être une bible,

mais une base de réflexion. Et les avis ne manquent pas : outre l'Elysée et Matignon, les ministères concernés sont nombreux, la culture et son secrétariat aux grands travaux, mais aussi l'éducation nationale, la recherche et les finances. D'autant que les interrogations posées par la mise en œuvre de cette « Très Grande Bibliothèque » sont innombrables.

EMMANUEL DE ROUX.
(Lire la suite page 28.)

Le Monde

- L'American Indian Dance Theater.
- Alliance photo, Izis, Robert Doisneau.
- « Le Misanthrope » à Budapest.

Pages 21 à 23

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 33 à 35

مكتبة من الأصل



Europe

URSS : la réforme constitutionnelle devant le Soviet suprême

M. Gorbatchev annonce une nouvelle étape de la « perestroïka »

MOSCOU
de notre correspondant

C'était le paradoxe complet. Du matin au soir, la plupart des orateurs qui sont intervenus, mardi 29 novembre, à l'ouverture de cette session extraordinaire du Soviet suprême consacrée aux projets d'amendements constitutionnels étaient des conservateurs.

desparé. C'est maintenant qu'on entre vraiment dans la zone des tempêtes et que l'on va voir si le parti de M. Gorbatchev peut tenir l'épreuve des faits.

Simple, ce parti est que l'on pourrait, sans changement de régime ni révolution, transformer l'Union soviétique en un pays économiquement développé. Cet objectif passe d'abord, selon M. Gorbatchev, par l'institution d'un « Etat socialiste de droit » dans lequel la suppression de l'arbitraire inciterait les citoyens à redevenir, d'objets de leur histoire, sujets.

Toute une série de lois sont en préparation en ce domaine et, parallèlement, M. Gorbatchev veut recréer un appareil d'Etat afin que le parti ne soit pas, en période de crise, en première ligne ; que les villages, les villes, les régions et les Républiques n'attendent plus tout de Moscou et n'imputent plus tous leurs maux à la capitale et à son balayer surtout l'actuelle bureaucratie du parti-Etat.

Ajoutée à la réforme de l'entreprise et à celle de l'agriculture, la décentralisation est parfaitement cohérente, mais dès lors qu'on reconnaît que l'arbitraire régnait, que la souveraineté des Républiques n'était que théorique et les députés des figurants, dès lors qu'on appelle à sortir de l'inertie, il faut aussi convaincre de la nécessité de ne pas aller trop vite.

Or non seulement beaucoup veulent aller plus vite, mais beaucoup d'autres

de nombreux problèmes urgents et même douloureux ».

Ces débats ne vont que s'approfondir avec la campagne pour l'élection, au printemps prochain, des députés au Congrès. Bien sûr, les audaces estoniennes sembleront, sans doute, bien tempérées, et ce n'est que dans un an, quand les lois sur les libertés civiles, la privatisation des terres et la réforme des liens fédéraux seront entrées en vigueur qu'on pourra juger des chances de réussite du pari.

« Nous passons, disait encore mardi M. Gorbatchev, de la phase de la conception (...) à celle de l'action pratique. »

BERNARD GUETTA.

ITALIE : la crise des syndicats

M. Trentin succède à M. Pizzinato à la tête de la CGIL

ROME
de notre correspondant

Exit l'ancien ouvrier hissé à la force du poignet dans son fauteuil, mâchoire et idées carrées, formé à Moscou au temps de la guerre froide. Bienvenu l'intellectuel blanc, sportif et polyglotte, juriste et fils de juriste, né en France, éduqué en Italie en passant par Harvard, Minée par des querelles intestines, victime, entre autres, du vieillissement de sa rhétorique et de l'archaïsme de sa stratégie, la CGIL, première confédération syndicale d'Italie avec ses 4,7 millions d'adhérents (1), s'est donné mardi 29 novembre un nouveau secrétaire général, Bruno Trentin.

Un seul point commun avec M. Antonio Pizzinato, élu en mars 1986 pour quatre ans et poussé dehors il y a moins de deux semaines, l'ancien et le nouveau « numero uno » du syndicalisme italien sont tous deux communistes. Normal, dira-t-on, puisque le PCI contrôle la majorité des 166 sièges du comité directeur de la centrale. En fait, ce sont les communistes eux-mêmes, rejoints plus tard par les socialistes — qui contrôlent 35 % environ des postes de responsabilité dans la centrale, — qui ont donné le signal de la rébellion contre M. Pizzinato. Mais, au-delà des querelles de personnes et de factions, il y a deux crises.

La première, générale en Europe occidentale, c'est, avec la montée des individualismes et la désaffection des salariés pour un syndicalisme de masse et la multiplication des luttes corporatistes, conduites par des comités de base, les fameux *cobas*, qui ne reçoivent d'ordre de personne et surtout pas des syndicats.

La crise dans le Caucase

Les exactions se poursuivent, sous les portraits de Khomeiny

MOSCOU
de notre correspondant

Les *vestigia* viennent de révéler que certains des manifestants regroupés depuis dix jours dans le centre de Bakou brandissent des portraits de l'imam Khomeiny et des drapeaux aux couleurs de l'Islam.

Le reportage publié, lundi soir, par le quotidien du gouvernement ne donne pas une idée exacte de l'ampleur du phénomène mais, dans son édition de mercredi 30 novembre, les *Nouvelles de Moscou* illustrent leur article sur Bakou d'une photo qu'on croirait prise à Téhéran. Poings dressés, de jeunes gens moustachus scandent à tue-tête et agitent bel et bien des drapeaux frappés de l'étoile et du croissant. Ni ce reportage ni cette photo n'ont naturellement été publiés par hasard et cette dimension khomeïniste de la crise caucasienne semble assez marquée pour préoccuper les autorités soviétiques.

Ces révélations donnent en tout cas raison aux porte-parole arméniens, qui soulignent, depuis le début de l'affaire du Haut-Karabakh, la montée d'un fanatisme religieux en Azerbaïdjan. C'est ce fanatisme qui expliquerait, selon beaucoup d'Arméniens, les violences dont ils sont victimes de la part d'Azeris qui ne trouveraient pas moralement condamnable de s'attaquer à des impiés.

Largement répandue en Arménie, l'explication fait cependant bon marché d'un aspect on ne peut plus rationnel des pogroms. De violents meurtres et de saccages d'apparte-

ments en licenciements, les Azeris sont en train de se débarrasser de leurs minorités arméniennes. Sauf dans le Haut-Karabakh, où ils sont majoritaires, les Arméniens fuient en effet maintenant l'Azerbaïdjan en masse.

Craignant, de leur côté, qu'on ne finisse un jour par se venger sur eux, les Azeris d'Arménie ont entrepris le mouvement inverse. Les uns vont à pied, d'autres en autobus, et cet exode croisé est en train de prendre de telles proportions que les national-

listes arméniens accusent Moscou de ne pas mieux empêcher les violences afin de simplifier le dossier, pour le jeu où il faudra trancher.

C'est sans doute prêter à beaucoup de machiavélisme à un pouvoir avant tout débordé par la situation. Ce qui est sûr, c'est que les autorités de l'Azerbaïdjan ne font rigoureusement rien ni pour rassurer, ni pour contenir, ni pour protéger les Arméniens. Tout indique qu'on leur fait, au contraire, comprendre, au niveau local, qu'ils ont tout intérêt à partir, et vite. Sur la frontière entre les

trante jours de prison, selon un membre du comité Khabak, M. Vaghen Manoukian. — (AFP.)

● **POLOGNE** : condamnation des cambrioleurs d'un journaliste français. — Les auteurs de la mise à sac, en août dernier, du domicile d'un correspondant de presse français en Pologne (Le Monde du 9 août), M. Bernard Marguerite, ont été condamnés, mardi 29 novembre, à douze et dix ans de prison ferme par un tribunal de Varsovie.

En l'absence du journaliste et de ses femmes, les coupables, âgés de vingt et un ans, avaient littéralement mis à sac l'appartement, mais n'avaient rien dérobé de précieux. Ils avaient sérieusement molesté le beau-père du journaliste, M. Bronislaw Giesewicz (quatre-vingt-quatre ans), qui avait dû être hospitalisé, et menacé avec un couteau le fils de M. Marguerite, âgé de neuf ans. — (AFP.)

deux républiques, les échanges de villages ne multiplieraient, et l'on affirme à Erivan que des ultimatum (quarante-huit heures pour partir) ont été posés à des paysans arméniens de la région de Kirovabad.

Quoi qu'il en soit, il ne fait pas l'ombre d'un doute que violences il y a toujours. Les *Nouvelles de Moscou* vient, à cet égard, de publier, en première page, un appel très révélateur. Signé par le patriarche orthodoxe de Moscou et cinq intellectuels partisans de la « perestroïka », ce texte appelle les intellectuels d'Azerbaïdjan et d'Arménie à empêcher la poursuite d'une « effusion de sang » qui ne peut conduire qu'à « l'impasse, comme le montrent les pages tragiques de l'histoire du Caucase et les leçons de l'Ulster et de la guerre irano-irakienne ».

« Nous n'avons aucun désir d'envoyer à Erivan que des ultimatum capotes militaires en Azerbaïdjan et en Arménie (...). Nous pleurons aujourd'hui devant les cercueils de ceux qui ont péri dans ces conflits cruels et inépuisables », poursuivent les signataires, qui s'efforcent de parler en tant que « représentants de l'intelligentsia russe. [mais] il n'y a pas d'autre issue, car la conscience ne nous permet pas de contempler tranquillement la manière dont on tue des innocents et viole des femmes (...). Nous enverrons tout de travers et de bâtons qui faudra pour que Soungali ne se répète pas ».

C'est à Soungali qu'avait eu lieu, en février dernier, le premier pogrom anti-arménien.

B. G.

La première, générale en Europe occidentale, c'est, avec la montée des individualismes et la désaffection des salariés pour un syndicalisme de masse et la multiplication des luttes corporatistes, conduites par des comités de base, les fameux *cobas*, qui ne reçoivent d'ordre de personne et surtout pas des syndicats.

Adapte de la flexibilité

Pour la CGIL, le problème est plus vaste. Elle subit, seconde crise, le contre-coup du déclin électoral communiste, et l'Italie étant entrée dans une ère post-industrielle — de moins en moins de cols blancs, — se base ouvrière n'est rétrécie et a vieilli. Sur 4,7 millions d'adhérents en septembre 1988, plus de 2 millions sont des retraités. Le chiffre a quasiment doublé en huit ans. Pour sauver la centrale, il faut d'abord rejoindre son image et ses adhérents. M. Pizzinato, cinquante-six ans, gardien de l'orthodoxie, n'est pas parvenu à renverser le mouvement. M. Trentin, soixante-deux ans, y réussira-t-il ?

RFA : deux nominations à Bonn

M^{me} Ursula Lehr (CDU) se voit confier le ministère de la santé et M. Helmut Haussmann (FDP) celui de l'économie

BONN
de notre correspondant

M^{me} Ursula Lehr, cinquante-huit ans, a été nommée mardi 29 novembre, ministre de la santé, de la famille, des femmes et de la jeunesse. Elle remplace M^{me} Rita Süsmuth, devenue présidente du Bundestag. Une fois de plus, le choix du chancelier Kohl s'est porté sur une personnalité peu connue du monde politique, déjouant toutes les suppositions qui avaient circulé à Bonn ces derniers jours.

M^{me} Lehr était, jusqu'à sa nomination, professeur de psychologie et de gérontologie à l'université de Heidelberg. Membre du parti chrétien démocrate, elle participe depuis longtemps en tant qu'expert à la définition de la politique familiale et sociale de ce parti. Sa compétence pour les personnes âgées, dont elle est une spécialiste internationale, est reconnue, et lui a été utile dans ses nouvelles fonctions. Le ministre de l'Intérieur a, en effet, présenté mardi les résultats du recensement qui révèlent un vieillissement considérable de la population de la RFA.

Pas de surprise en revanche pour le remplacement de M. Martin Bangemann au ministère de l'économie. M. Helmut Haussmann, quarante-cinq ans, secrétaire général du parti libéral (FDP), lui succède. M. Martin Bangemann abandonne ses fonctions ministérielles et la présidence du FDP pour rejoindre la Commission européenne à Bruxelles.

L. R.

GRANDE-BRETAGNE : les lois anti-terroristes

La Cour européenne des droits de l'homme condamne les détentions abusives

Le gouvernement britannique va étudier « soigneusement » l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme qui a condamné, mardi 29 novembre, à Strasbourg le Royaume-Uni pour ne pas avoir traité devant une autorité judiciaire quatre personnes soupçonnées d'avoir participé à des activités terroristes en Irlande du Nord. L'affaire remonte à l'automne 1984. Quatre Irlandais avaient été arrêtés en Ulster et détenus pendant plus de quatre jours, conformément à une loi anti-terroristes britannique. La Cour estime que cette détention sans jugement est en contradiction avec l'article V de la convention européenne qui stipule que « toute personne arrêtée ou incarcérée doit être immédiatement conduite devant un juge ». Le gouvernement de Londres rendra publique sa réponse dans les prochains jours à l'occasion du débat aux Communes sur un projet de loi qui doit remplacer l'acte en vigueur sur la prévention du terrorisme. Deux députés conservateurs ont demandé à M^{me} Thatcher de rejeter l'arrêt de la Cour européenne, accusant celle-ci de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays.

Par ailleurs, l'affaire Patrick Ryan, ce présumé irlandais, soupçonné d'être un « gros bonnet » de l'IRA, arrêté cet été en Belgique et renvoyé d'extradition en Irlande où il s'est réfugié dans une communauté religieuse (Le Monde du 30 novembre), continue à peser sur les relations entre Bruxelles et Londres, à quelques jours du sommet européen de Rhodes. M^{me} Thatcher s'est déclarée mardi « totalement abasourdie » par la décision du gouvernement belge de rejeter la demande d'extradition britannique.

A Bruxelles, devant la commission des relations extérieures de la Chambre, l'ancien ministre de la justice, M. Jean Gol a vivement critiqué le gouvernement, nous indique notre correspondant, José-Alain Fralon. « Si, pour une raison valable, a-t-il dit, vous estimez ne pas devoir renvoyer Patrick Ryan à Londres, alors — selon la convention de Strasbourg — il vous appartenait de le faire juger à

Bruxelles. Par votre décision, vous mettez l'Irlande du Sud dans une situation difficile et vous administrez une gifle à la Grande-Bretagne. »

« Croyez-vous vraiment, a-t-il lancé à l'adresse du gouvernement, que la Grande-Bretagne qui nous a libérés les hooligans ne dispose pas d'une justice démocratique ? Vous avez opéré un changement de politique en matière européenne. Serait-ce par peur de déplaire ? Alors vous faites de l'eurocratie, de l'eurodroit, de l'eurotrouille. »

M. Melchior Wathelet, l'actuel ministre de la justice, a répondu à ces attaques en termes essentiellement juridiques. Selon lui, les mandats d'arrêt délivrés contre Patrick Ryan par la justice britannique étaient fort vagues et ne laissaient pas, si on les traduisait, apparaître la notion d'association de malfaiteurs — un des éléments indispensables pour justifier l'extradition, il a ajouté que « selon les journaux, bien qu'il ait été arrêté en Irlande, ni la France, ni les Pays-Bas, ni la Suisse n'avaient extradé Patrick Ryan ».

Avant-première nationale

La Fnac présente:
"Les nouveaux caméscopes S-VHS."

Une émission conçue et réalisée par le laboratoire de la Fnac.

Sortie nationale par satellite jeudi 1^{er} décembre à 11h30 dans les Fnac.

Les nouveaux caméscopes semi-professionnels S-VHS, disponibles fin décembre à la Fnac, vont révolutionner l'image vidéo.

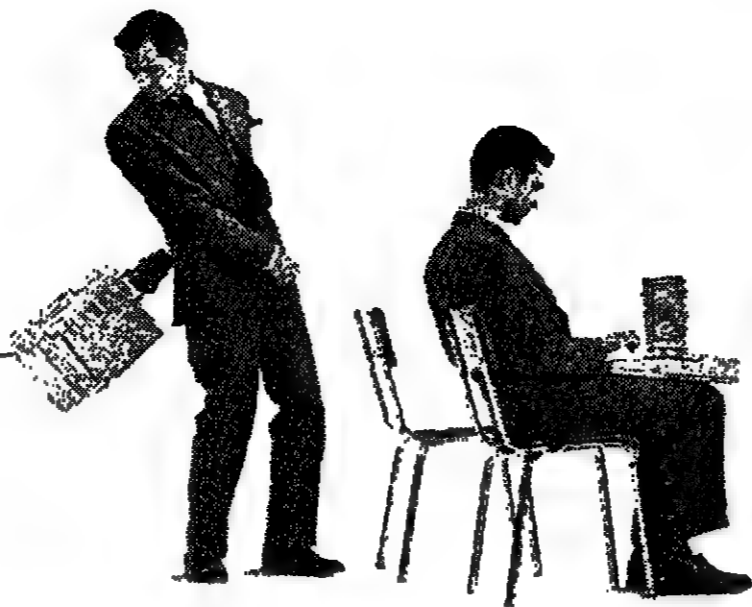
Jeudi 1^{er} décembre à 11h30, les clients de la Fnac les découvriront en vidéo-transmission, au rayon TV ou au forum des Fnac.

Fnac toujours en avance d'une technique.

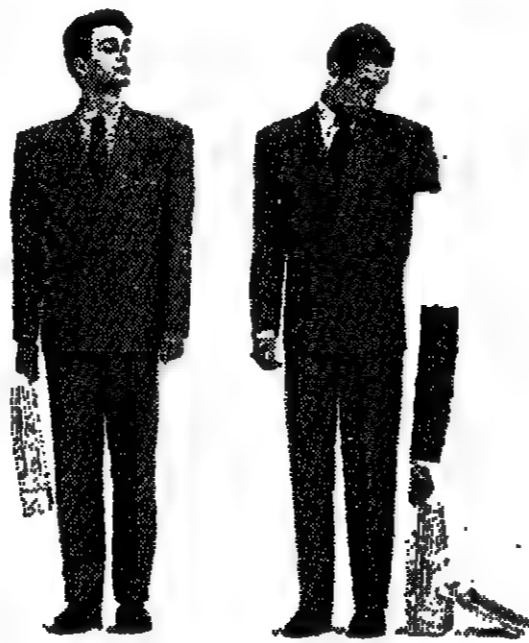


هكذا من الأصل

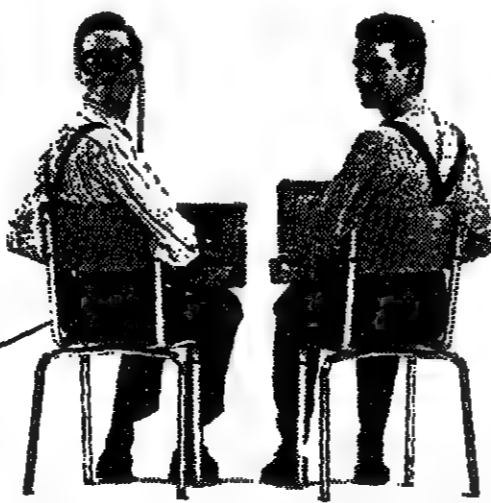
Quelle est la différence entre un ordinateur portable Zenith et un ordinateur portable ordinaire ?



1. Vous êtes au courant, un Zenith a des batteries.



2. Tout bien pesé, un Zenith est très léger.



3. C'est clair, un Zenith est très lisible.



Le TurboPORT 386 de Zenith est le meilleur micro-ordinateur portable du monde. Il est le premier portable 386 autonome fonctionnant sur batteries. Chez Zenith, cela fait quatre ans que nous maîtrisons cette technologie dont bénéficie toute notre gamme de portables.

Autre préoccupation constante chez Zenith: le poids. Depuis toujours les portables Zenith sont d'une rare légèreté et leurs batteries sont escamotables. Vous pouvez les emmener partout, quoi de plus normal pour un micro-ordinateur portable!

Une innovation permanente: la lisibilité.

Zenith a toujours équipé sa gamme de micro-ordinateurs portables d'écrans haute définition. Après le LCD, le LCD Backlight, la technologie Super Twist, voici depuis un an déjà le PageWhite, un écran noir et blanc intégré au TurboPORT 386. Et nous n'allons pas en rester là!

Zenith Data Systems BP 201-92002 Nanterre Cedex.

ZENITH | data systems

Universités

soif

partenaria

FORMATION CONTINUE
LANGUES - INFORMATIQUE
ECCO

CAMPUS

FORMATION CONTINUE

Universités - entreprises : même combat

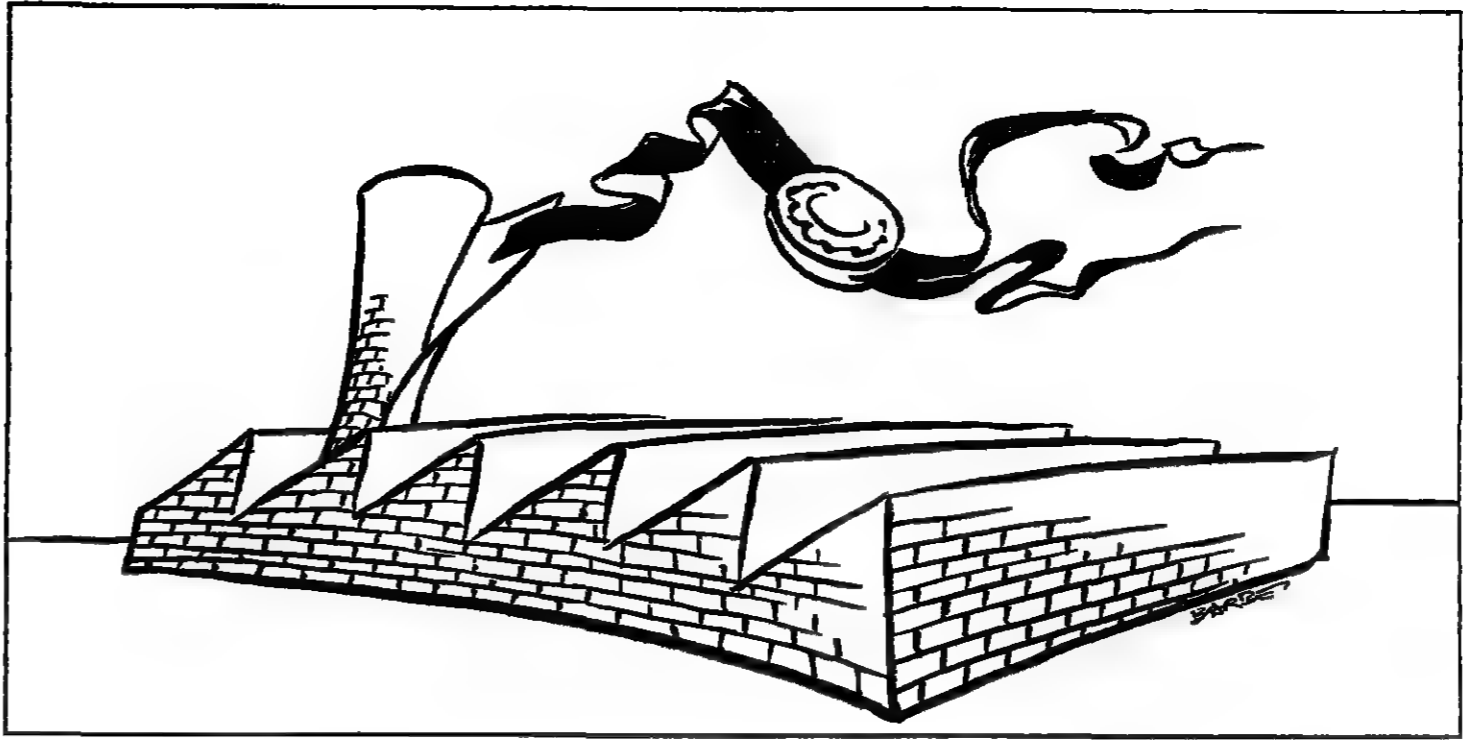
Vingt ans après mai 68, le renversement est complet : on voit les universités rechercher l'aide et la coopération des entreprises, et celles-ci demander à l'enseignement supérieur de concevoir des pro-

grammes sur mesure. Il est vrai que la crise et la nouvelle révolution industrielle sont passées par là : pour les étudiants et les cadres, l'adaptation professionnelle est devenue la préoccupation majeure ; et

les entreprises sont désormais convaincues que la formation — en particulier celle de leurs dirigeants — est la clef de la compétition internationale. Un enjeu décisif de leur propre stratégie.

Une soif de partenariat

Formations spécialisées, création de diplômes, contrats de recherche... Les accords entre universités et entreprises se multiplient. A la demande des deux parties.



« **P**OUVEZ-VOUS me mettre sur un coup ? C'est en ces termes, paraît-il, que certains présidents d'université s'adressent à Michel Miet. Quelques chefs d'entreprise aussi. Secrétaire général de l'association Universités et Entreprises, créée en 1985, Michel Miet ne demande pas mieux. Il y a trois ans, c'est lui qui devait tirer ces gens-là par la manche et les forcer à se rencontrer au cours de divers-débats ou de colloques. Aujourd'hui, les structures de son association ont quasiment disparu. Les trois quarts des présidents d'université sont prêts à négocier avec des entreprises des actions de formation initiale ou continue », dit-il, pour expliquer « l'évolution considérable des mentalités en quelques années ». Selon lui, « les présidents d'université française ont de plus en plus l'esprit de businessmen ».

Il y a peu, collaborer avec une entreprise, c'était comme pactiser avec le diable. Au nom de son indépendance, l'Université préférait tendre sa sébile vers l'Etat. De son côté, l'entreprise mobailait tout ce qui ne portait pas le label de grande école, soit 90 % de l'enseignement supérieur français. « Certains hommes ont pris conscience de la nécessité urgente de combler le fossé », estime Michel Miet. L'Université n'aura bientôt plus les moyens financiers et humains de faire face à l'accroissement des besoins de formation supérieure ; il faut que les entreprises apportent leur soutien. Bref, comment les entreprises pourraient-elles contribuer au financement des universités tout en en tirant elles-mêmes un bénéfice ?

La réponse est évidente pour les contrats de recherche. L'entreprise qui finance une recherche prend certes un risque, mais elle sait que le résultat éventuel lui

profitera. C'est dans cet esprit que les laboratoires Natura-Medica viennent de passer avec la faculté de pharmacie de Montpellier un contrat de 2,5 millions de francs. Un investissement qu'il aurait fallu multiplier par quatre si cette jeune société avait dû développer le programme de recherche avec ses seuls moyens. Pour un programme de formation, en revanche, les retombées pour l'entreprise ne sont pas aussi aisément quantifiables. C'est pourquoi les actions de coopération sont souvent limitées à des projets ponctuels répondant à des lacunes du marché.

Pénurie

de spécialistes

Ainsi en est-il du contrat passé cette année entre Digital Equipment France et l'université de technologie de Compiègne (UTC). Il s'agit d'une formation de huit mois s'adressant à des ingénieurs informaticiens (bac + 5) dans le but de les former à « la conduite de projets informatiques ». « Du fait de la forte croissance de Digital, nos clients ne trouvaient plus assez de chefs de projets de haut niveau sur le marché », explique Alain Charrier, responsable du développement de la formation chez Digital. Cette pénurie de spécialistes pouvant, à terme, freiner les ventes de matériels, le constructeur a décidé d'investir dans la création d'un diplôme de troisième cycle en collaboration avec l'UTC. Il a doté chaque étudiant d'une station informatique de travail complète et envoie ses spécialistes à Compiègne pour « donner un état de l'art ».

Pour les étudiants, qui avaient déjà le choix entre six ou sept offres d'emploi, cette année de spécialisation supplémentaire peut signifier, d'après Michel

Vayssade, le responsable de la formation à l'UTC, « 3000 F à 4000 F supplémentaires à l'embauche et la possibilité d'accéder plus rapidement au poste de chef de projet. Ils auront un plus en matière de gestion d'un projet. L'organisation en est en effet plus difficile à enseigner que la technique pure : c'est du savoir-faire qui ne peut être transmis que par des gens de l'industrie ». Digital supportera pendant quatre ans la totalité du coût de cet enseignement, mais pas à fonds perdus. « Tous les projets que les étudiants vont développer pendant ce cursus ne seront pas des cas d'école, mais des projets industriels réels, fait valoir Alain Charrier. C'est une manière originale pour un sponsor de retrouver sa mise initiale. »

C'est également le constat d'un déficit en cadres de haut niveau qui a conduit l'université des sciences et techniques de Lille et les professionnels de la vente par correspondance à signer une convention de coopération en marketing direct. « Ajouter une simple option à notre maîtrise de sciences de gestion n'était pas à la mesure des besoins », explique Jean-Pierre Debourse, professeur responsable du magistère nouvellement créé. De la rencontre entre le patron de La Redoute et le président de Lille-1 en janvier 1987, est née une véritable stratégie de partenariat à laquelle sont associés le Syndicat des entreprises de VPC et les Postes et Télécoms.

Marketing

direct

Il ne s'agit pas seulement d'échanger des compétences et d'éventuels bénéfices, mais de travailler en commun à un diplôme professionnel. Ensemble, enseignants et professionnels ont élaboré le contenu. Ensemble, ils sélectionnent les étudiants, assurent l'enseignement, valident et recherchent le financement. Ce magistère est prolongé par un diplôme de marketing direct approfondi (DMDA) destiné à des cadres supérieurs. Les deux programmes ont une vocation européenne et sont financés à travers l'Institut européen du marketing direct, une association qui fonctionne comme une fondation.

Cette étroite imbrication entre l'université et les entreprises n'a pas causé d'émoi particulier à Lille-1 où la collaboration avec le tissu économique régional est déjà une vieille histoire. « Le magistère a été approuvé à l'unanimité alors que la création de la maîtrise de sciences de gestion, en 1977, n'avait été adoptée en conseil d'UER que par 9 voix pour et 14 abstentions », note Jean-Pierre Debourse. Responsable de l'Institut d'administration des entreprises au début des

années 70, il a vécu le lent éveil de son université aux réalités économiques : « D'abord par la formation continue, puis par la création des MST ainsi que par les formations d'ingénieurs à l'université qui nécessitent d'insérer des enseignements à finalité professionnelle dans les programmes ; enfin, par la révélation récente chez de nombreux enseignants que travailler pour l'entreprise, c'est travailler pour la nation. »

Un réservoir

de matière grise

L'idée selon laquelle l'Université perdrait son âme à flirter avec les forces de l'argent est partout en recul. Pour Michel Miet et son association, l'essentiel du travail est désormais de discipliner le foisonnement des demandes de partenariat (les fameux « coups ») par des actions collectives. « Les besoins sont très différents selon les secteurs d'activité ». Ainsi, les banques, confrontées à l'horizon de 1993, viennent-elles de redécouvrir l'existence des facultés de lettres et de langues appliquées pour leur formation continue. « Des rapprochements sont en cours avec l'Université », affirme Michel Miet, alors que jusqu'à présent le secteur bancaire s'adressait surtout à des officines privées fort chères. « De même, pour l'informatique-bureautique, un projet de formation initiale et continue, mis au point par un groupe de grands constructeurs, est actuellement soumis à deux universités parisiennes.

Par mesure d'économie ou par souci d'efficacité, de nombreuses entreprises dotées de services de formation interne souhaitent transférer les formations les plus générales à l'Université, ne conservant que les formations spécifiques. « Nous sommes complémentaires », affirme Alain Charrier, de Digital Equipment. Les universités ont un réservoir de matière grise, et nous, une formation de qualité industrielle. »

C'est au nom de cette complémentarité que le constructeur informatique développe des actions de partenariat. Dans cette entreprise, 19 % de la masse salariale sont consacrés à la formation interne. Le service formation emploie deux cents personnes pour un effectif total de trois mille huit cents salariés et reçoit dix mille stagiaires-clients par an. Pourquoi l'hypertrophie d'avantage ? Ainsi, un contrat vient d'être passé avec Rennes-II - qui a de bons traducteurs et de bons linguistes - pour la traduction et l'adaptation au marché français d'un programme de formation made in USA. La coopération avec l'université de Compiègne s'inscrit dans la même logique : « La formation nous aurait coûté

encore plus cher si nous l'avions assurée par nous-mêmes, estime Alain Charrier. Et puis autant lui donner une reconnaissance universitaire, puisque les diplômés délivrés par un constructeur ne sont pas reconnus en France. »

A défaut d'un diplôme Digital, les ingénieurs de Compiègne pourront faire valoir un DESS, voire un mastère. En revanche, pour son diplôme de troisième cycle en marketing direct, Lille-1 n'a pas demandé d'habilitation. « Nous n'avons pas eu le temps et ce n'est pas fondamental pour les entreprises », dit Jean-Pierre Debourse. Pour elles, le diplôme national compte moins que le type et le lieu de la formation. En vue de la compétition interuniversitaire en Europe, il faut se battre sous sa propre bannière. « Dans ce cadre, un enseignement de qualité en association avec des partenaires prestigieux sera-t-il plus attractif qu'une peau d'âne traditionnelle ? L'université technologique de Compiègne se prépare en tous cas à la concurrence sur ce terrain.

Outre les stages de six mois sur des sujets prédéterminés entre

l'université et l'entreprise, et les contrats de recherche (35 millions de francs ont été signés en contrats industriels en 1987), le partenariat va prendre une forme plus institutionnelle à Compiègne. Au printemps 1990, il aura pignon sur rue. Le département de l'Oise, la région et la ville se sont associés pour financer, à hauteur de 23 millions de francs, un « centre de transfert université-industrie ».

Ce bâtiment servira de centre de rencontres avec salles de colloques, zone d'expositions et restaurant-club ; d'organisme de gestion de tous les contrats de recherche université-entreprise ; enfin de lieu de développement de projets et de pépinière d'entreprises dans l'environnement immédiat de l'université. Cette structure sera la forme la plus élaborée des relations entre un établissement universitaire et l'industrie. Elle permettra à l'UTC de conserver quelques longueurs d'avance sur les autres écoles, que l'on appelle à la direction de l'établissement « la concurrence ».

JEAN-JACQUES BOZONNET.

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

FORMATION CONTINUE
GESTION - LANGUES - INFORMATIQUE

ECCIP
3, rue Armand-Moissant, 75015 PARIS
Tél. 43-20-08-82, poste 451
Métro Montparnasse

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

UNE NOUVELLE ÉDITION
REMISE À JOUR

DENISE FLOUZAT

Economie contemporaine

Tome 1 : Les fonctions économiques
Tome 2 : Les phénomènes monétaires
Tome 3 : Croissance, crise et stratégies économiques

Collection "Thémis", dirigée par Maurice Duvrerg.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

هكذا من الأصل

Les adultes retournent à la fac

هكذا في الأصل

École et

L'ESCCIF de l'université Paris-VII ne désemplit pas. Ce service conseil, de façon personnalisée, tous ceux qui ont envie de reprendre des études.

Un vendredi après-midi ordinaire, sur le campus de Jussieu. Pas de pancartes, pas de fléchage et pourtant Chantal, Bénédicte, Jacques, Ahmed et Rafaële ont trouvé le chemin : tour 46, 2^e étage, service de la formation continue de Paris-VII. Derrière la première porte à droite, un grand bureau chaleureux, des plantes vertes pour isoler le coin documentation, des fauteuils accueillants et un service original, créé il y a quelques mois et qui a choisi un sigle à la fois barbare et symbolique : l'ESCCIF (1).

Fragile embarcation, en effet, que ce service de conseil individualisé, d'information et d'orientation ouvert aux adultes salariés qui souhaitent entamer ou reprendre des études supérieures et qui, bien souvent, ont été ballottés de bureau en bureau, depuis le FONGECIF (2) jusqu'à l'ANPE (3), en passant par l'AFPA (4) ou l'ASFO (5), au risque de se perdre dans l'océan des stages, des cursus universitaires et des circuits administratifs de la formation continue.

Chantal a vingt-six ans. Elle a passé un DUT (diplôme universitaire de technologie) de biologie en 1982 et travaille, depuis six ans, dans un laboratoire d'une grosse entreprise pharmaceutique. « J'ai le sentiment d'être un peu enfermée dans mon boulot, de ne pas pouvoir progresser. Avec mon niveau de formation, la bio c'est limité. J'ai envie de faire de l'informatique. Ça me donnerait une double compétence et me permettrait peut-être de me reconverter, de changer de voie. Mais les formations en informatique pullulent ; il y a les boîtes privées, les faïences... On ne sait pas où aller... ». En face d'elle, Maryse Delarue n'a pas de réponse toute faite. Animatrice de l'ESCCIF, après avoir pendant dix ans défendu, contre vents et marées, la mission de formation permanente de l'université, elle connaît les méandres du système. « Notre rôle, explique-t-elle, n'est pas de sortir un stage d'une pochette surprise. Il est plus important de donner aux gens qui viennent nous voir les outils qui leur permettront d'y voir clair... »

Les stages d'informatique, Ahmed en a apporté une liste impressionnante. « Mais quand on n'y connaît rien, c'est incompréhensible ! », s'exclame-t-il, avant d'ajouter : « Quand on est menacé de licenciement, on n'a pas tellement le temps de réfléchir... »

L'organisme d'alphabétisation de travailleurs immigrés, dans lequel il travaille comme formateur depuis cinq ans, menace, en effet, de supprimer deux postes, dont le sien. « Je voudrais me prémunir, avoir au moins un an de formation pour pouvoir me retourner... »

Rafaële n'est pas du tout dans la même situation. Avec sa maîtrise de biologie décrochée en 1982, elle a progressivement dérivé vers l'animation scientifi-

que pour les enfants. Depuis trois ans, son travail l'intéresse, au point qu'elle souhaite approfondir sa formation, en préparant le DEA (diplôme d'études approfondies) de didactique des sciences de Paris-VII. En accord avec le responsable de ce troisième cycle, elle suit déjà les cours en auditeur libre et avec plaisir : « Ça me dynamise, c'est une véritable bouffée d'oxygène écrite. Mais c'est acrobatique pour l'emploi du temps, et le travail de recherche demande beaucoup de disponibilité... ». Rafaële cherche donc une formule qui lui permettrait de faire prendre en charge son temps de formation. Le plan de formation de l'organisme où elle travaille ? Complet, pour le moment. Le congé individuel de formation ? Le FONGECIF, qu'elle est allée voir, « ne comprend pas très bien le milieu de la recherche », conclut-elle de façon diplomatique.

« Le diplôme, je m'en fous »

C'est aussi le problème de Bénédicte, qui travaille depuis des années dans l'édition et qui a envie, par goût personnel, mais aussi pour son travail, de refaire de la philo. « Je n'ai plus le diplôme, je fais une licence, et le diplôme, je m'en fous. Mais quand on dit ça à son employeur ou à un organisme de formation, ça ne passe pas. Il faut faire une demande de formation bien repérée socialement et la mienne est complètement atypique... »

Jacques, pour sa part, n'a pas d'interrogations métaphysiques. Il travaille depuis dix ans, après avoir raté son DEUG de maths, dans une entreprise d'actuariats, à la recherche de la formule la plus efficace pour y parvenir rapidement.

Chantal, Bénédicte, Jacques, Ahmed et Rafaële : cinq itinéraires qui n'ont rien d'exceptionnel. Depuis la création de l'ESCCIF au printemps dernier, ce sont plusieurs centaines d'adultes, salariés ou chômeurs, uniquement informés par la bouche à oreille, qui sont venus frapper à la porte de ce centre d'orientation et consulter l'une de ses sept permanentes. Comme si le désir de formation des adultes déjà engagés dans la vie professionnelle constituait une sorte de vaste gisement inexploité et mal exploité.

L'enseignement supérieur n'a pourtant pas attendu longtemps pour s'engager sur le terrain de la formation des adultes. Depuis la loi de 1971 sur la formation professionnelle, chaque organisme de formation continue, cette activité est loin d'être négligeable : en ne comptabilisant que les données résultant d'une activité contractuelle avec



des partenaires extérieurs (et sans prendre en compte la formation continue des personnels de l'éducation nationale), l'enseignement supérieur a accueilli en 1987 plus de 350 000 personnes au sein de formations continues et délivré environ 1,7 million d'heures d'enseignement, à comparer au million d'étudiants en formation initiale et aux 15 millions d'heures d'enseignement qui leur sont dispensés.

A la recherche de l'épanouissement

En outre, cette activité se développe rapidement : en 1987, la formation continue universitaire a généré 790 millions de francs de ressources conventionnelles (contre 500 millions, cinq ans plus tôt), ce qui en fait le premier poste de ressources propres des établissements d'enseignement supérieur. Enfin, les universités ont su s'adapter et tirer profit de leurs atouts (potentiel d'enseignement et de recherche, caractère généraliste et pluridisciplinaire des formations, délivrance de diplômes nationaux) pour prendre place sur le marché concurrentiel de la formation continue.

Selon Jean-Pierre Korolitski, responsable de la formation profes-

sources, les établissements, les disciplines ou les cycles d'études. Mais c'est très important. Selon les calculs du ministère de l'éducation, près de 170 000 adultes en activité (sur un million d'étudiants) sont inscrits à l'université, à l'OCDE révisé ces chiffres à la baisse dans sa remarquable étude sur les Adultes et l'enseignement supérieur (6) : avec 9,2 % d'étudiants adultes, c'est-à-dire d'étudiants qui s'inscrivent au plus tôt à l'âge de vingt-cinq ans dans un cycle d'études préparant à un diplôme, la France se situerait dans le peloton de queue, loin derrière le Royaume-Uni (16,7 % d'étudiants adultes), les États-Unis (24 %) ou la Suède (54,6 %).

Pour Maryse Delarue, le chiffre de l'OCDE sur la situation française paraît très inférieur à la réalité. A Paris-VII, par exemple, où le service de formation continue travaille, depuis des années, sur cette population des salariés « en reprise d'études », il y avait, l'an dernier, plus de 6 700 salariés inscrits à l'université (dont près de 4 900 travaillant à temps plein), soit près de tiers des 20 000 étudiants (hors médecine et odontologie).

financières offertes aux adultes sont nettement dissuasives. A côté d'une initiative comme l'ESCCIF : à côté d'un système d'accueil très personnalisé comme celui mis en place par l'université Lyon-I, où l'orientation des étudiants adultes mobilise des enseignants de chaque discipline, à raison de quatre heures hebdomadaires pendant trois semaines ; à daires pendant quelques autres innovations, la plupart des universités accueillent indifféremment les étudiants, jeunes et adultes.

De même les horaires et l'organisation des enseignements manquent de souplesse. Le statut d'étudiant à temps partiel - complètement banalisé aux États-Unis - reste une exception en France. Quant aux enseignements modulaires (comme le DEUG de Sciences par unités capitalisables de Lyon-I, ou les parcours de formations individualisées expérimentées à Paris-VII), ils sont loin d'être généralisés. Il est vrai que de telles adaptations coûtent cher et se heurtent bien souvent à l'indifférence ou aux réticences des enseignants déjà submergés par le flot croissant des étudiants en formation initiale.

Et pourtant, le moment serait opportun de bousculer ces pesanteurs. « La promotion sociale du travail a toujours existé à l'université », note Bernard Claverie, animateur de la formation continue à Bordeaux-III. Mais on se trouve placé dans une conjoncture originale : pour la première fois, il paraît possible de dépasser l'alternative formation professionnelle-formation professionnelle, puisque la demande individuelle de formation coïncide avec un gonflement sans précédent des besoins de formation des entreprises. Le rôle des universités devrait être de faire se rencontrer cette demande et ces besoins... »

D'autant que l'université a beaucoup à y gagner : ouverture sur l'environnement économique et régional, décloisonnement des cursus et innovation pédagogique, par exemple. Et beaucoup à y perdre si elle ne saisit pas cette chance de repenser son rôle et ses méthodes. Comme le souligne Maryse Delarue : « Aujourd'hui, c'est la matière grise qui est la chance principale de nos pays développés et l'université doit contribuer à gagner la bataille de la compétence. Sans un effort important d'ouverture vers ces nouveaux publics, c'est le marché privé ou l'entreprise modernisée qui assumeront, à la place de l'université, cette mission fondamentale. Nous n'avons que trop tardé... »

On ne saurait enfin négliger la dimension européenne de ce défi. L'ouverture du grand marché va modifier en profondeur les politiques de formation des entreprises ; elles devront s'adapter et surtout faire évoluer leurs systèmes de management pour intégrer de nouvelles données linguistiques, culturelles et de nouveaux modes de concertation. Christian Vuilliez, responsable de la formation à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le notait avec vigueur lors du récent colloque sur la formation continue, organisé à Berlin par le CEDEFOP (Centre européen pour le développement de la formation permanente) : « La nécessité de cette ouverture est évidente pour les systèmes de formation initiale. Mais encore plus sensible pour la formation permanente, tout simplement parce que ce marché est solvable. Il y aura concurrence en matière de formation. Ceux qui réussiront seront ceux qui pourront sortir des frontières et dépasser une approche trop nationale, voire nationaliste, de l'éducation... Les universités françaises n'ont que le temps, d'ici 1992, de méditer cette mise en garde. »

Une organisation inadéquates

Les enquêtes menées à Jussieu permettent de dessiner le portrait de ces adultes qui retrouvent le chemin des facs. Agés pour la plupart de vingt-huit à trente-quatre ans, ayant - pour 82 % d'entre eux - travaillé au moins trois ans avant de reprendre des études, ils sont plus nombreux en lettres et sciences humaines (40 %) qu'en sciences (25 %). Une bonne partie des littéraires sont des enseignants (maîtres auxiliaires) ou des fonctionnaires qui complètent leur formation. Mais tout de même, 40 % de ces « étudiants adultes » viennent du secteur privé.

Il ne s'agit pas, dans l'ensemble, d'une population en crise ou marginale : près des deux tiers des étudiants adultes interrogés sont satisfaits de leur travail salarié. Que viennent-ils chercher à l'université ? Là encore, les réponses sont étonnantes : massivement, ils sont d'abord à la recherche d'un « épanouissement personnel » ou d'une curiosité intellectuelle pour la matière étudiée ; beaucoup moins nombreux sont ceux qui sont motivés prioritairement par la volonté de changer d'emploi.

Pour ces étudiants de la « deuxième chance », le contenu même de l'enseignement est largement aussi intéressant que le diplôme lui-même. Et en dehors du prestige qu'elle conserve à leurs yeux, l'université leur apporte la garantie d'une formation indépendante, diversifiée, généraliste et permettant des approfondissements théoriques. Bref, elle est le seul moyen - gratuit qui plus est - de poursuivre de véritables études, quand on travaille.

A côté de ses deux missions traditionnelles - formation initiale des jeunes bacheliers, recherche et diffusion du savoir - l'université se trouverait donc investie dans une mission de plus en plus importante : la formation des adultes. Le problème, comme le dit avec humour Noël Téro, responsable de la formation continue à l'université Joseph-Fourier (Grenoble-I), c'est qu'en dehors des actions de formations professionnelles clairement étiquetées, affichées et bénéficiant de financements spécifiques, « l'université fait de la formation continue sans le savoir ». Contrairement aux systèmes universitaires anglo-saxons ou scandinaves, l'université française fait le plus souvent comme si les étudiants adultes avaient les mêmes désirs, les mêmes attentes, la même disponibilité que des bacheliers frais émoulus du lycée.

Jean-Pierre Korolitski le reconnaît volontiers, et le regrette : « Pour ce qui est des conditions d'admission à l'université, nous sommes plutôt bien équipés avec l'examen spécial d'entrée à l'université (ESBU) pour les non-bacheliers et le système récent, mais trop peu utilisé, de reconnaissances des acquis professionnels. En revanche, les conditions d'accueil d'études et d'aides

Je veux optimiser ma stratégie Marketing Industriel.

STAGE : STRATÉGIE MARKETING DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Ville _____

Téléphone _____

Nouveaux concepts, nouvelles méthodes, nouveaux outils... mis au point par l'Institut de Recherche de l'Entreprise (IRE) du Groupe ESC Lyon.

Durée : 10 jours par modules de 2 jours par mois.

Dates et lieux : A Paris, à partir du 24 janvier 1989.

Personnes concernées : Directeurs Généraux, Responsables Marketing et Commerciaux - Chefs de Produits.

4 LYON 7^{me}, 21, av. du Délégué
69622 Ecully Cedex - Téléphone : 72 20 22 29
A PARIS : 10, Avenue de la République, 75011 Paris
DANS LES VILLES : 41, rue de la Chapelle, 75018 Paris
Téléphone : (1) 49 84 16 84
Bénédictines de service dans une grande école.

Groupes ESC Lyon
UNION EUROPEENNE DE MARCHÉ

UNIVERSITÉ PARIS-SUD XI

L'Université propose aux jeunes (salariés, demandeurs d'emploi, individuels...) :

- DES FORMATIONS DIPLOMATES
- DES FORMATIONS QUALifiantES (LONGUES)
- DES STAGES DE PERFECTIONNEMENT (COURTS)

a) Diplômes Nationaux
ESEU, DUT, CPECF, DECS, LICENCES, MAITRISES, DEA, MIAGE, MST, DESS...

b) Diplômes d'Université
Délégués à l'information médicale, Gestion comptable, Electronique et Informatique industrielle, CAO, Robotique industrielle, Cadre TC en Informatique industrielle, Génie logiciel, Micro-informatique industrielle, etc.

LE SERVICE COMMUN DE LA FORMATION PERMANENTE diffuse l'information à propos des stages réalisés dans les 7 services locaux de F.P. : Faculté de Pharmacie CHATENAY-MALABRY, faculté de Médecine KREMLIN-BICÊTRE, Faculté de Droit de SCEAUX, Faculté des Sciences d'ORSAY, IUT de CACHAN, IUT de SCEAUX, IUT d'ORSAY.

Renseignements : SCFP, B.A.T. 311, Le Moulin. - Tél. : (1) 69-41-78-88.

GERARD COURTOIS.

(1) Pour les entreprises et les salariés, celle de conseil et d'information sur la formation.

(2) Fonds de gestion du crédit individuel de formation.

(3) Agence nationale pour l'emploi, permanente pour la formation permanente des adultes.

(4) Association pour la formation.

(5) Association pour la formation.

(6) Les Adultes et l'enseignement supérieur, Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, OCDE, Paris, 1987, 126 pages.



CAMPUS
FORMATION CONTINUE

École et business

« Université d'entreprise », « académie », « campus »... Pour beaucoup de grandes sociétés, la formation est devenue un enjeu stratégique et une activité à part entière.

APRÈS la vogue des cercles de qualité et l'engouement pour les ressources humaines, cela risque de devenir le nouveau credo des entreprises à la page : importées des États-Unis, les « universités d'entreprise » commencent à se multiplier en France. Des sociétés aussi différentes que Apple et l'informatique, le groupe ACCOR et l'hôtellerie, Thomson et l'électronique, Auchan et la distribution ont déjà, depuis quelques mois, voire davantage, installé des campus flamboyants.

Amphithéâtres et salles modulables, parcs boisés et locaux aseptisés, capacités d'hébergement et restaurants intégrés, équipements audiovisuels et informatiques, documentation, salles de musique ou de détente « pédagogie de la séduction » et tutorat personnalisé, sans oublier infirmeries, gymnases, voire bains japonais anti-stress : il ne manque pas un bouton d'ordinateur à l'armée des managers placés en première ligne de la bataille de la compétence.

Derrière ces pionniers, Carrefour, BP, Digital et d'autres fourbissent leurs projets d'université. Au total, une trentaine de firmes françaises participent au groupe de réflexion que l'Institut de l'entreprise vient de constituer pour mieux maîtriser et développer ce nouveau « concept ».

Le management

du vingt et unième siècle

A première vue, rien de bien neuf sous le soleil : la plupart des grandes entreprises, dans les secteurs les plus divers, et avec des fortunes variables, ont créé, depuis belle lurette, des centres de formation internes, afin de recycler leurs personnels et de les former aux nouveaux produits et aux nouvelles technologies. Et le centre international de formation d'IBM à La Hulpe, près de Bruxelles, existe depuis des années (« Le Monde Campus », mars 1986).

Le choc des mots, pourtant, n'est pas neutre. « Universités », « académies », « campus »... Les entreprises engagées dans l'aventure n'ont pas hésité à lancer une véritable OPA sur le vocabulaire universitaire pour démontrer, de

façon spectaculaire, combien la formation des hommes est devenue un enjeu stratégique. Car, au-delà de la diversité des entreprises, tel est bien le point commun de ces universités « du troisième type ».

Pour Philippe Liger, l'un des animateurs de l'académie ACCOR - la formation est devenue le bras de levier de la stratégie du groupe ». Même écho sur le campus Thomson à Jouy-en-Josas, dont le directeur, M. Egli, définit ainsi la première mission : « L'université est un instrument qui doit convertir en actions de formation les préoccupations stratégiques de l'entreprise dans toutes ses grandes fonctions : management, production, ressources humaines ou commerce international ».

Pierre Grellier, responsable de la formation chez Apple-France, est volontiers prophétique quand il évoque l'université qu'il a créée il y a deux ans. « Ce qui se joue ici, c'est l'expérimentation de l'entreprise de demain et des nouveaux modes de management du vingt et unième siècle ». Quant à Jean-Louis Viargues, directeur des ressources humaines de l'UAP, après avoir été, pendant des années, responsable du campus HEC-ISA, il estime que « la formation est en train de devenir une dimension essentielle de la compétitivité. Elle était jusqu'à présent un enjeu social. Avec l'évolution technologique et le mouvement de décentralisation des grandes entreprises, elle devient un enjeu économique décisif ».

Et les résultats affichés sont là. Après un an de fonctionnement de son université, Apple est passé de treize mille à dix-neuf mille heures de formation interne, soit douze jours de formation par personne et par an. L'académie ACCOR aura accueilli, cette année, plus de quatre mille stagiaires, et tous les directeurs ou futurs directeurs des implantations du groupe peuvent désormais apprendre, en dix-sept jours, les secrets du « management ACCOR ». Neuf cents cadres du groupe Thomson seront venus cette année se ressourcer sur le campus de Jouy-en-Josas. Bref, les universités d'entreprise sont le symbole de cette mobilisation générale de la matière grise des entreprises.

Est-il nécessaire pour autant de créer de véritables universités internes ? Sans aucun doute, répondent les intéressés : c'est le seul moyen, à leurs yeux, de marier, dans un même lieu et dans la même démarche, la formation, le management et la culture d'entreprise. Pour le directeur du campus Thomson, « les universités sont construites sur une logique de savoir universel, alors que le matériau des entreprises, c'est l'expérience. Or, notre problème consiste à transmettre cette expé-

rience le plus efficacement possible. Quels meilleurs formateurs, à cet égard, que les dix-sept mille ingénieurs et cadres du groupe ».

Pour le groupe ACCOR, explique Philippe Tiger, l'académie était une nécessité absolue, « un point de rencontre vital » pour cette énorme entreprise balkanique, qui compte cinquante-six mille salariés répartis dans une quarantaine de pays et gérant une quarantaine de marques (« Mercure, Novotel, Sofitel... »). « On n'apporte pas seulement à nos cadres une formation technique sur tel ou tel produit. L'académie est également le creuset culturel de l'entreprise, le moyen d'unifier la diversité ».

L'université

piratée

Dans un contexte complètement différent, Apple-France poursuit un objectif similaire. L'entreprise est née en 1982, a connu une croissance très rapide et recruté deux cent cinquante personnes, souvent très jeunes, depuis cinq ans. « A partir de nos produits et de l'image de la pomme multicolore, il est essentiel que nous construisions notre identité. L'université est le moyen de transmettre à l'équipe le code génétique de l'entreprise », estime Pierre Grellier. Un exercice pour lequel, à l'évidence, l'enseignement supérieur n'est ni le plus qualifié ni probablement le mieux disposé...

C'est là que les choses se corsent pour les universités traditionnelles ; les entreprises développent leurs propres institutions de formation supérieure, parce qu'elles ne trouvent pas ailleurs chaussure à leur pied. « Les produits de formation que nous trouvons sur le marché n'étaient pas assez adaptés à l'entreprise, souligne Pierre Grellier. En outre, beaucoup de formateurs extérieurs venaient délivrer leur savoir sans véritable accompagnement permettant de transformer la connaissance en action. » Force d'inertie, excès d'abstraction, rigidité des formations, faiblesse du suivi pédagogique, méconnaissance des besoins intimes de l'entreprise... autant de critiques fréquemment formulées à l'encontre de l'enseignement supérieur. Et qui font bondir Michel Miet, secrétaire général de l'Association universités-entreprises : « Il est scandaleux de faire dans l'entreprise une partie des enseignements qui concernent l'université à part entière et de pirater ainsi le label universitaire. Une telle attitude relève, selon lui, de la méconnaissance de l'enseignement supérieur qui caractérise bon nombre d'entreprises françaises.

Le même

métier

M. Ricard, responsable de la formation des cadres de Rhône-Poulenc, n'est pas loin de partager ce sentiment, quoique plus diplomatiquement : « Nous serons peut-être amenés à monter une

instance pour des formations scientifiques très spécifiques à l'entreprise. Mais nous sommes opposés à l'idée d'une école de guerre interne et d'une formation exclusivement maison de nos cadres. Il existe sur le marché une offre de formation au management sérieuse et pointue, et les gens sont assez grands pour traquer en interne une formation dispensée à l'extérieur ».

Certains des tenants de l'université d'entreprise n'écartent pas les risques de consanguinité - et de stérilité - des formations exclusivement dispensées dans et par l'entreprise.

Thomson, par exemple, multiplie les antidotes. L'« école d'automne » montée depuis deux ans en partenariat avec l'École normale supérieure accueille, pendant une semaine, des chercheurs de calibre international qui viennent plancher sur les développements les plus sophistiqués de l'intelligence artificielle ou des systèmes experts. Ce séminaire de haut vol accueille une soixantaine d'ingénieurs du groupe, mais il est ouvert à un nombre équivalent d'auditeurs d'autres entreprises, afin de favoriser les échanges et la « fertilisation croisée ». D'autre part, le campus de Jouy-en-Josas n'a pas le monopole de la formation Thomson. Bon nombre de branches du groupe ont noué des partenariats originaux avec des grandes écoles ou des universités, notamment avec Paris-VI pour une filière de formation d'ingénieurs ouverte aux techniciens supérieurs.

Jean-Louis Viargues, à l'UAP, va beaucoup plus loin. Pour lui, c'est toute la frontière entre éducation et production qui est en train de se déplacer. Après une longue période d'ignorance, voire de suspicion, entre l'entreprise et l'université, « on commence, estime-t-il, à réaliser que l'entreprise constitue un système éducatif à part entière, avec ses valeurs, ses savoir-faire et ses symboles. Autrement dit, l'université et l'entreprise sont en passe de faire, au moins en partie, le même métier ». Une équipe de soixante cadres du groupe (ils seront deux cents demain) d'ailleurs formée à la pédagogie et à l'animation, assure à plein temps la conception et la conduite des formations dispensées dans le centre de Frénilly. Dès lors, la relation clients-fournisseurs, classique entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise, n'a plus de raison d'être. Et Jean-Louis Viargues milite en faveur d'un partage cohérent des rôles : « Il faut que chacun reconnaisse les missions éducatives spécifiques de l'autre - savoirs fondamentaux d'un côté, compétences « managériales » de l'autre - et que les formations frontalières soient prises en charge en partenariat ».

Au-delà de leur petit côté gadget, les universités d'entreprise contribuent à accélérer la recomposition du paysage éducatif. Les universités ne pourront laisser longtemps sans réponse ce partage des tâches et des territoires qui leur est proposé.

GÉRARD COURTOIS.

VOUS AVEZ UN BAC C OU D OU+ NOUS VOUS PROPOSONS UNE FORMATION INFORMATIQUE (6 mois) ET UN EMPLOI ASSURÉ (Analyste d'applications)

Pour obtenir un dossier d'information téléphonez au (1) 60.17.17.33

L'anglais des affaires : une affaire de spécialistes

- OXFORD : stages intensifs et individualisés en cours particuliers, de toute durée à toute période de l'année (5 h à 40 h de cours par semaine).
- LONDRES : stages semi-individualisés "Anglais dans les négociations internationales" (25 ou 40 leçons par semaine), cours par petits groupes (4 à 6 élèves).

D.I.S.E. House, Binsey Lane - Oxford (England) TEL. (0865) 249 278
21, rue Théophraste Renaudot 75015 Paris TEL. (1) 45 33 13 02

La référence pour l'excellence en anglais

DIRECTION GÉNÉRALE

CENTRE DE PERFECTIONNEMENT AUX AFFAIRES

L'entraînement à la DIRECTION GÉNÉRALE par des dirigeants choisis parmi les meilleurs

CPA-JOUY

- Session 89 / 1 : 3 avril / 23 juin ; 12 semaines résidentielles.
- Pour directeurs 33-43 ans sélectionnés pour leur potentiel.
- CPA, 1, rue de la Libération, 78350 Jouy-en-Josas
- Tél. : (1) 60-19-25-19 ou (1) 69-41-80-90 (M^{me} LEFEBVRE)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

"Il arrive un moment où la complète maîtrise de sa spécialité ne suffit plus pour occuper une position stratégique dans une entreprise..."

Véritable professionnel de votre fonction, vous l'êtes. Reconnu, votre compétence vous permet d'exercer des responsabilités d'encadrement. Vous souhaitez développer vos talents de manager ? C'est ce que nous vous proposons dans le cadre de cette formation concrète et opérationnelle.

Des compétences multidimensionnelles, une bonne connaissance de soi, la prise en compte de la dimension internationale. Tels sont les atouts du bon manager. Développement des techniques de base (finances, gestion du personnel, contrôle de gestion, marketing, organisation...), amélioration de votre efficacité personnelle et mission d'étude européenne sont les points clés de notre programme.

Nous avons prouvé notre valeur en gestion des Ressources Humaines. C'est avec le même professionnalisme que nous formons les managers de demain. Programme de management avancé : 3 jours par mois, de février 1989 à juin 1990.

Votre correspondant : Lila Canterini
IGS Formation - 25, rue François 1er
75008 PARIS - Tél. 47.23.72.94.

GROUPE IGS
Institut de Gestion Sociale

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI L.M.

École Suisse de Graphologie, Beau-Site 65, CH 2003 Pery, Berne / Suisse

Université de Paris (Université)

celsa

Langues vivantes

- Sessions individuelles
- Sessions collectives
- Préparation aux examens de langue anglaise :
 - Chambre de Commerce franco-britannique (option anglais commercial)
 - Cambridge First Certificate in English

Recherchements et inscriptions : (0) 47 45 17 89
77, rue de Valenciennes, 75013 Paris - Site web : www.celsa.fr

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

CERTIFICATS ACCEPTÉS ET RECONNUS DANS LE MONDE ENTIER

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR.

Pour toute information : Département 1/7 - 2018 Antwerpen
Tél. 09/232.07.99 Belgique.

UNIVERSITÉ PARIS XII
Créteil - Evry - Melun-Sénart - St-Maur

FORMATIONS MODULAIRES ET DIPLOMANTES de niveau BAC à BAC + 5 pour :

ENTREPRISES "cadres intra-entreprise et inter-entreprises"
SALARIES
DEMANDEURS D'EMPLOI

SERVICE D'EDUCATION PERMANENTE
Avenue du Général De Gaulle 94010 Créteil cedex
RENSEIGNEMENTS ET ORIENTATION
48 98 91 44 postes 2600-2601 et 2376

FORMATIONS MODULAIRES

- Informatique
- Langues
- Comptabilité
- Gestion
- Médecine d'urgence
- Qualité...

FORMATIONS DIPLOMANTES

- D.U.T. :
 - Biologie appliquée
 - Mesures physiques
 - Techniques de commercialisation
 - Génie électrique...
- LICENCE ET MAITRISE DE SCIENCES SOCIALES
- MAITRISES DE SCIENCES ET TECHNIQUES :
 - Génie médical et instrumentation
 - Hygiène mentale...
- DIPLOMES D'UNIVERSITE
 - Contrôles psychochimiques industriels
 - Robotique
 - Gestion de la ressource humaine
 - Vente
 - Hôtellerie

هكذا من الأصل

La fabrication des managers

La Grande-Bretagne s'inquiète : ses managers sont-ils à la hauteur ? Pour se donner des idées, elle a étudié comment ses principaux concurrents - l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et le Japon - formaient leurs dirigeants d'entreprise.

La Grande-Bretagne de M^{rs} Thatcher s'inquiète : elle manquerait de managers de haut niveau. « L'amateurisme pragmatique » prévaudrait sur le « professionnalisme managérial » des pays concurrents. 24 % des cadres dirigeants des entreprises britanniques ont reçu une éducation supérieure. Au Japon et aux Etats-Unis, le taux est de 85 %, tandis que la France et l'Allemagne de l'Ouest dépassent les 60 % de diplômés. Ces résultats ont incité un organisme public présidé par le chancelier de l'Echiquier, le National Economic Development Council, associé à des organisations patronales, à enquêter sur les systèmes de formation des managers dans quatre pays considérés comme exemplaires : Etats-Unis, France, Japon, RFA. Cette enquête, conduite par Charles Handy, professeur à la London Business School, a été publiée sous le titre *The Making of Managers* (La fabrication des managers).

Le titre est judicieux : les quatre pays « fabriquent » des managers. La volonté de ces pays de produire des cadres gestionnaires, répondant, en principe, aux besoins des entreprises, surprend l'empirisme britannique. Aux Etats-Unis, les dépenses pour la formation professionnelle avoisinent 60 milliards de dollars (1985), soit à peu près l'équivalent du budget total des universités et des collèges ; la formation au management représente 13 milliards de dollars - dont 600 millions pour les « business schools ». Le pragmatisme anglais s'étend aussi de la coordination des multiples moyens de formation. Ce terme de « formation » séduit d'ailleurs les rapporteurs, qui soulignent son entrée dans l'anglais courant. Il souligne en effet l'existence de filières bien dessinées, conduisant à des fonctions managériales. L'idée de formation indique également que la compétence gestionnaire est un processus continu, se déployant tout au long de la vie.

Les quatre pays considérés ont une conviction commune : l'excellence managériale est un facteur déterminant dans le succès des firmes. Cette opinion, courante en Amérique, est adoptée avec enthousiasme depuis une décennie par le Japon, pour qui la valeur des managers est devenue une priorité. En second lieu, l'art de la gestion nécessite une éducation de base de première qualité. La France s'en remet pour cela au système des concours. L'Allemagne préfère un cursus universitaire sélectif, rigoureux et long, au cours duquel les étudiants acquièrent des connaissances

générales, comme la connaissance d'une langue étrangère, et des compétences techniques ou scientifiques. Les entreprises japonaises rivalisent pour attirer les meilleurs étudiants à la sortie des universités prestigieuses dispensant une formation générale (Tokyo, Kyoto).

Pas de droit à l'erreur

L'Allemagne, la France et le Japon sont des sociétés qui n'admettent pas l'erreur (*one-start societies*). L'échec aux concours, l'accès refusé dans les universités cotées ne laissent guère de chances de rattrapage. Ce n'est pas le cas aux Etats-Unis où nombre de futurs managers se spécialisent dès le premier cycle universitaire, 25 % des étudiants diplômés (« bachelors ») choisissent l'option des « business studies » ce qui représente 240 000 diplômés, pour moins de 6 000 en 1960. Mais, surtout, le système américain ne condamne pas les échecs précoces. Des filières professionnelles - comme les MBA (« Master of Business Administration ») - de toutes sortes offrent de nouvelles chances aux étudiants malheureux. Ainsi, un nouveau type d'enseignement se développe : les EMBA (the Executive MBA). Le vendredi ou le samedi, souvent le soir, des cadres entre trente-cinq et quarante-cinq ans suivent des cours en vue d'obtenir un MBA, sans interrompre leurs activités professionnelles. En 1974, dix établissements offraient des programmes EMBA ; aujourd'hui ils sont une centaine.

Une autre certitude guide les systèmes nationaux de confection des élites managériales : la gestion s'apprend. Mais cette formation recouvre une double dimension, dont l'importance varie selon les pays. La première correspond à la connaissance des fondements de la gestion : l'acquisition des outils et des techniques de base (économie, comptabilité...); la seconde désigne la maîtrise des compétences managériales : l'art de conduire des hommes et des femmes, de prendre de bonnes décisions et de les appliquer.

La voie française des grandes écoles d'ingénieurs et de commerce privilégie l'acquisition des connaissances - et singulièrement des matières quantitatives. Le système américain favorise un enseignement spécialisé des bases de la gestion, fourni par des établissements universitaires. Outre les premiers cycles de formation aux affaires (« Bachelors in Business Studies »), l'Amérique ne compte pas moins de 1 000 programmes de MBA. Seules 204 universités reçoivent l'estampille officielle de l'association américaine des « business schools » ; une vingtaine de programmes sont d'une grande qualité. « Le MBA ne serait-il pas, comme disent les rapporteurs, la diplôme le plus vendu de l'histoire de l'enseignement supérieur ? ».



services fort prisés des chambres de commerce ou à ceux, de qualité variable, d'offices privées de formation.

Le modèle japonais planifie l'apprentissage du management avec la vie des entreprises. La jeune recrue (vingt-deux ans en moyenne) découvre la gestion sur le tas, voire avant son entrée. Certaines firmes lui proposent, dès l'embauche, des lectures et des exercices. L'entraînement sur le terrain débute après des cours intensifs d'initiation à l'entreprise. D'ordinaire, les supérieurs dirigent l'apprentissage des jeunes, exposés d'emblée aux traces du manager. Le futur cadre découvre les facettes du métier en changeant de poste, mais sans grimper dans la hiérarchie. Ces expériences font l'objet d'évaluations et de discussions, deux à trois fois par an, avec les collègues et les supérieurs. Simultanément, les firmes stimulent le développement personnel (cours par correspondance, programmes de lectures...). Dix ans d'épreuve sont nécessaires, avant de tenir un poste de responsabilité.

La vocation éducative des grandes firmes japonaises n'exclut pas le recours à des organismes extérieurs, émanant d'associations professionnelles ou patronales spécialisées dans la confection de programmes courts et techniques, proches des besoins des entreprises. Les pouvoirs publics et les chambres de commerce se préoccupent des capacités managériales des PME avec l'aide des grandes entreprises. Le gouvernement a créé un collège des petites et moyennes entreprises dispersé dans sept campus délivrant, après un an d'études difficiles, un diplôme de « Shindanshi ». Les « Shindanshi », dont le nombre s'accroît (7 000), tiennent des rôles de consultants auprès des PME.

Les Névroses et les tortues

Dans la société américaine, où règne une forte mobilité professionnelle, un diplôme de « business » certifie que le titulaire possède au moins une formation reconnue de spécialiste. Les grandes écoles françaises délivrent des tickets d'entrée à des postes privilégiés, plaçant les heureux bénéficiaires sur des voies rapides (*fast track*) d'ascension hiérarchique. A côté du lièvre français, les systèmes allemands et japonais font figure de tortue. Là, les entreprises, soucieuses de découvrir des cadres performants et de les garder, favorisent l'engagement sur le terrain du savoir-faire managérial. Les sujets brillants ne reçoivent pas d'avantages préférentiels pour faire une carrière rapide, le comperet des performances étant le seul juge.

Dès lors les firmes allemandes et japonaises surveillent de près les recrutements. En Allemagne, les entreprises examinent les matières étudiées, les notes obtenues, le temps nécessaire à l'obtention d'un diplôme, les expériences de travail, la connaissance

pratique d'une langue étrangère. Les traits de personnalité comptent autant que les résultats universitaires dans les décisions d'embauche.

Le Japon s'intéresse encore plus à ces critères. Les candidats sont soumis à des tests psychologiques et à des entretiens approfondis. Les firmes enquêtent auprès des professeurs, se renseignent sur la famille des postulants.

Les exemples allemands et japonais influencent les firmes américaines. Cette tendance se traduit par des contrats avec des « business schools » confectionnant des formations sur mesure à la discrétion des entreprises. Si ces pratiques obligent les enseignants en management à garder des contacts étroits avec les réalités du métier de manager, d'autres firmes envisagent d'assumer seules cette formation. Ce schéma renvoie ainsi les « business schools » à leur vocation première d'éducation générale aux affaires, tandis que les entreprises limitent les universitaires à des rôles de sous-traitants en formation continue.

Cette évolution reflète les critiques, plus ou moins raisonnables, adressées aux « business schools » - jargon, esprit de généralité, ignorance du gouvernement des hommes, arrivisme - même si, plus que jamais, les entreprises recrutent des MBA... L'Allemagne se félicite de son système, mais s'inquiète. Le vieillissement de la population permettra-t-il de conserver un modèle nécessitant une durée de formation proche de dix ans ?

Le Japon est victime de son succès. Son modèle d'éducation des cadres supérieurs fonctionne bien dans un milieu de grandes entreprises industrielles offrant des perspectives d'emploi à vie, en échange d'une loyauté sans faille. Mais le boom des activités de services, en particulier financières, la croissance des PME spécialisées dans la haute technologie, bouleversent le schéma traditionnel. L'attachement à l'entreprise baisse parmi les experts en finance et les innovateurs, sensibles aux offres des « chasseurs de têtes », qui ont maintenant pignon sur rue à Tokyo. En outre, l'évolution des échanges commerciaux exige que le Japon forme des managers cosmopolites.

Tous les pays sont affrontés au même problème : le métier de manager se métamorphose. Les innovations techniques réduisent les effectifs de cadres gestionnaires. Le manager du futur devra être aussi un expert en technologie. La conscience prospective des Japonais étouffe les enquêteurs britanniques. A Tokyo, simulations et scénarios dessinent déjà les silhouettes des managers de l'an 2000 et au-delà.

JEAN-GUSTAVE PADOLEAU.
« The Making of Managers. A Report on Management Education, Training and Development in the USA, West Germany, France, Japan and the UK. 103 p. British Institute of Management, National Economic Development Office, Millbank Tower, London SW1P 4QX.

CNAM CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Centre de Formation de Formateurs - C2F

FORMATION DE FORMATEURS MULTIMEDIA
LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE LA FORMATION

(18 journées de formation en alternance, entre le 19 Janvier et le 30 Septembre 1989)

PUBLIC :
Professionnels de la formation chargés dans leurs fonctions de mettre en œuvre des systèmes multimédia (E.A.O., documents audiovisuels, bases de données, réseaux de communication...).

FORMATION ACTION :

- L'objectif est de maîtriser les étapes de construction de ces systèmes (cahier des charges, maquette, coordination de l'intervention de spécialistes...)
- Une équipe conseil regroupant des formateurs et divers spécialistes (technologies de communication interactive, psychologie cognitive, intelligence artificielle...) assistera les participants dans leur réalisation.

Renseignements :

Mlle Longatte : 40.27.24.25
M. Gonnard : 40.27.23.36

CNAM / C2F
2, rue de Conté
75003 PARIS.

UNIVERSITE PARIS 7

FORMATION CONTINUE

c'est aussi...

Les CONTRATS DE QUALIFICATION pour les ENTREPRISES qui désirent recruter nos étudiants en formation alternée Bac + 2 (Lettres, Langues, Sciences exactes, Sciences humaines).

LA MISSION DES RELATIONS PROFESSIONNELLES prend en charge toutes les démarches tel.46 34 54 54

anglais, allemand, espagnol, italien, russe, grec...

LANGUES & AFFAIRES.

POUR UNE VRAIE COMPETENCE LANGUES

- Programmes à distance
- Cours par téléphone
- Préparations diplômées pour l'Europe
- Séminaires négociation

Ts niveaux : usuel, commercial, communication, spécialisés...

Etudiants, salariés, entreprises : toute l'année, des solutions personnalisées, adaptées à tous les cas, à tous les objectifs.

Documentation gratuite
Langues & Affaires, Sec 4824
35 rue Collange
92303 Paris-Levallois.

Telephone :
(1) 42.70.81.88
ou 42.70.73.63

En Bourgogne

FORMEZ VOS INGENIEURS

Formation Continue en alternance (sur 2/3 ans) avec tutelage industriel

Filière "Cadres Techniques Supérieurs"
Mécanique/productique ou Electronique

SUFLOB : Université de Bourgogne, B.P.138, 21004 Dijon cedex
80.39.51.80.

Février 89 et Septembre 89

EUROPE FORMATION
PLACE DE L'OPERA

LES LANGUES :
VOTRE ATOUT

20 SEMAINES DE COURS 1950 F TTC
CONDITIONS AUX PARTICULIERS

INFORMATIQUE - DACTYLO
8, rue Halévy, PARIS-9
42-66-39-29

L'INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

« Savoir s'informer, savoir informer : un enjeu pour l'entreprise et l'université ». Sur ce thème, la DBMIST et le CNAM organisent un COLLOQUE à Paris les 15 et 16 décembre 1988.

INSCRIPTIONS : CNAM - Laboratoire ICST
292, rue St-Martin, 75141 PARIS cedex 05
Tel. : 40-27-23-94/40-27-22-03 (répondeur). Le programme du colloque est consultable par Minitel sur le 3614-ENSUP (rubrique L'Actualité).

هكذا من الأصل

La ciguë

La ciguë de l'étudiant aixois

Pour son éditeur c'est un brûlot; pour ses professeurs, un pétard mouillé. Le pamphlet d'un étudiant relance, dans des conditions particulièrement confuses, « l'affaire du lycée militaire d'Aix-en-Provence ».

Il a suffi de la sortie, à quelques dizaines d'exemplaires seulement, d'un livre dans les librairies de la ville pour relancer à Aix-en-Provence, l'affaire du lycée militaire (1). L'auteur, Rémi Darne, un étudiant de vingt-sept ans, a révéillé des démons vieux de deux ans, lorsque la petite ville, fière de son institution militaire, avait découvert, avec stupeur qu'on y chautait des airs nazis et que deux professeurs pouvaient en être exclus à la suite de la cabale fascisante d'un groupe d'élèves.

Depuis, la fièvre était retombée. Les deux professeurs, Claude Maignant et Roland Warion, avaient obtenu gain de cause auprès du tribunal, sans pour autant être réintégré. L'oubli guettait cette affaire, jusqu'à ce que Rémi Darne publie, le 20 octobre, ce que son éditeur appelle un « brûlot ». Adaptation pour le grand public d'un travail universitaire, l'ouvrage n'apporte rien de très neuf sur l'affaire elle-même. Mais le « brûlot » remplit son office lorsque Rémi Darne évoque « les multiples pressions de tous ordres » qui auraient entravé ses efforts, faisant état d'une « connexion » entre l'Institut d'études politiques de la ville, le lycée militaire, la paroisse Saint-Jean-de-Malte et la mairie, pour étouffer la vérité.

Les institutions et les personnes mises en cause demandent, aussitôt, la saisie du livre. Elles obtiennent la suppression de passages diffamatoires. Fin de l'incident ? Au contraire, la rumeur ne fait que naître. Alimentée par Rémi Darne, son éditeur, Radio-Zinzine, une radio locale et le quotidien communiste *la Marseillaise*, elle dévale les rues du vieux Aix pour submerger les plus incrédules. Et si ce jeune homme bien mis, au regard bleu profond et déterminé, était bien, comme il prétend, victime d'une conspiration, d'une omerta universitaire destinée à protéger le lycée militaire ? « J'ai traité d'un sujet qui gène profondément », affirme-t-il en se référant abondamment à l'affaire Dreyfus.

Dans cette connexion, à entendre Rémi Darne, il y aurait beaucoup de monde: un calviniste austère, Jacques Bourdon, juriste connu et directeur de l'IEP; un catholique militant, Jean-Yves Naudet, président de l'Association familiale catholique, qui a fait pression, à ce titre, sur la municipalité aixoise pour obtenir l'interdiction du film de Martin Scorsese; un professeur de gauche, Jacques Bentz, vice-président de la LICRA régionale,

surnommé « le doyen rouge » par ses adversaires politiques; un autre, Bruno Etienne, spécialiste des migrants et du monde arabe et villendé, par cette raison, par les organisations d'extrême droite locales; bien d'autres encore, coupables de n'avoir pas défendu, avec suffisamment d'ardeur, les deux professeurs exclus du lycée militaire. Or, pour Rémi Darne, maître en philosophie et disciple affiché de Socrate, « la non-action dans le temps comme facteur de lassitude, de silence et d'oubli est la forme moderne de la ciguë ».

La potion est surtout amère pour Jacques Bentz, qui avait accepté au mois de janvier de diriger, avec Bruno Etienne, le mémoire de DEA de Rémi Darne. « Le sujet m'intéressait, confie-t-il. Je l'avais déjà fait traiter par mes étudiants. Mais Rémi Darne m'a échappé lorsqu'il s'est acquiescé avec Claude Maignant, qui s'est servi de lui pour ses stratégies personnelles. J'ai constaté la dérive en septembre, quand il m'a remis son travail. J'ai été choqué par les propos diffamatoires, mais l'explication aurait dû avoir lieu lors de la soutenance. »

Des attaques

Insuffisamment étayées

Craignant sans doute d'être bâillonné, Rémi Darne décide alors de publier sans attendre son « brûlot ». Claude Maignant, le seul des deux professeurs à réclamer encore « par principe » sa réintégration au lycée militaire, approuve le contenu de l'ouvrage pour lequel il a ouvert largement ses dossiers. Toutefois, il dit n'avoir pas été associé à la rédaction et même avoir « mis en garde » son courageux défenseur. « Il est allé vite en besogne, adoptant la même méthode que Zola dans « J'accuse », dit Claude Maignant. Mais si l'on peut discuter le terme de connexion, il y a beaucoup de convergences. »

Pour lui, la faible mobilisation de ses collègues aixois autour de son exclusion est un début de preuve. « Quatre professeurs dans mon comité de soutien, c'est peu pour une ville universitaire. Paranoïaque ou pas, cette analyse est reprise et développée par Rémi Darne. « Il y a un contraste entre la rapidité superprouve du monde universitaire pour me traduire en référé et son inertie à demander la réintégration de collègues en conformité avec une décision de justice. »

L'autre professeur exclu, Roland Warion, ne réclame plus

sa réintégration. Tenu à l'écart des travaux du jeune universitaire, il s'en est désolidarisé: « Ayant été moi-même victime d'attaques injustifiées et outrancières, je ne peux, par mon silence, sembler cautionner des attaques insuffisamment étayées sur le plan scientifique. Voilà bien le problème, en effet. Les liens évoqués par Rémi Darne dans son livre, et depuis sur divers interviews qu'il accorde, n'ont que l'apparence des hypothèses. Le noyau dur de la conspiration siègerait face à la cathédrale dans un élégant hôtel particulier, à l'Institut d'études politiques. C'est là que toutes les pistes soulevées par Rémi Darne se recroiseraient. Qu'ils soient membres de son jury de mémoire à la fac de droit, catholiques de la paroisse Saint-Jean-de-Malte, commissaires du gouvernement au tribunal administratif qui déboute Warion et Maignant, tous les protagonistes sont aussi enseignants à l'IEP.

Directeur de l'établissement depuis cinq ans, Jacques Bourdon est catastrophé. Pour Rémi Darne, ancien élève de l'IEP, il est le *deus ex machina* qui, pour des raisons idéologiques, l'a empêché de traiter l'affaire du lycée militaire sur le plan juridique. « On ne fait pas un DEA de droit public, quand on n'a montré aucune disposition pour le droit pendant ses études », rétorque le directeur, en rappelant les notes médiocres de l'étudiant Darne dans les matières juridiques. En revanche, il a donné un avis favorable pour un DEA de sciences politiques sur le même sujet.

« Aucun étudiant ne peut dire qu'il est jugé sur ses idées politiques », affirme Jacques Bourdon, très inquiet pour la crédibilité de son institution et de son diplôme. « Tout le travail fait pour révoquer le diplôme de notre école peut être saboté par de telles allégations. Au contraire, dans l'université aixoise, traumatisée par la création d'Aix-III dans la force et la violence en 1968, l'IEP est le seul terrain neutre sur lequel tout le monde peut se rencontrer. C'est la maison de la liberté. Un seul courant d'idées ne s'y est pas exprimé, c'est l'extrême droite. »

Dans un établissement où un amphithéâtre René-Cassin vient d'être inauguré et où l'UNEF-ID est majoritaire, les étudiants se sont émus des déclarations de Rémi Darne. Réunis le 25 novembre en assemblée générale pour « mettre au point un texte-pétition », ils sont parvenus à un consensus. « C'est bien la première fois, sourit Olivier Martin, un étudiant de troisième année, mais on ne pouvait pas laisser dire que l'IEP est une pépinière de fachos. »

Jacques Bourdon comprend d'autant moins cet acharnement de Rémi Darne contre son ancienne école que c'est l'IEP qui a offert quelques heures de cours depuis la rentrée à Claude

Maignant, sans affectation depuis deux ans. « Rémi Darne est entré dans une logique paranoïaque dans laquelle tout s'enchaîne parfaitement. »

Pour Bruno Etienne, l'un des membres du jury de DEA, dont Rémi Darne fut à la fois l'ami et « le meilleur élève », à Sciences-Po, si l'IEP n'était pas un enjeu, l'idée de sa collusion avec l'Eglise et l'armée prêterait plutôt à sourire. « Le fait qu'il ait obtenu un statut d'établissement autonome gêne certains à une époque où beaucoup envisagent le retour des sciences politiques dans le giron du droit public. »

La chimère

d'un écorché vif

Alors, querelles de personnes, conflit purement universitaire ou débat politique ? Plus personne ne voit très clair dans ce maelstrom qui tourne à Aix un terrain fertile. Dans une ville bourgeoise, étroitement cloisonnée, les passerelles entre l'université, le palais, l'évêché ne coïncident pas avec les citages politiques traditionnels. « Ici, la droite est majoritaire à 60 %, mais elle perd deux élections sur trois », constate Jean-Yves Naudet, qui n'explique que par le contexte politique très particulier d'Aix l'amalgame qui l'associe à des hommes comme Jacques Bentz. Ce dernier regrette surtout que Rémi Darne ait déplacé l'affaire: « Nous sommes furieux contre lui, fulmine-t-il, car on ne pourra plus parler du lycée militaire alors que cette affaire-là n'est pas terminée. »

Le même regret anime le collectif pour la crédibilité des valeurs démocratiques et antiracistes. Créé à l'occasion de l'affaire du « détail » de Le Pen, il a été mis en cause par Rémi Darne dans ses travaux. « Il nous oblige à nous mettre à côté de gens contre qui nous avons lutté et contre qui nous avonons continué à lutter », dit un de ses militants. Mais le Collectif estime dans un communiqué « inopportun de l'occuper (...) en regard de sa jeunesse et de son audace. »

C'est également avec indulgence que son jury de DEA l'a autorisé à redoubler et à présenter un autre Mémoire sur un autre sujet. Rémi Darne ne saurait pas sur l'occasion. « On m'empêche de passer l'examen et de défendre des valeurs démocratiques. Ce sont des procédés totalitaires. Je refuse tout compromis. » Ses amis ne sont pas surpris: « C'est un écorché vif, très sincère, total dans ses engagements. Il a peut-être enfonché une chimère mais il ira jusqu'au bout. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(1) *L'Armée face à la démocratie: l'affaire du lycée militaire d'Aix*, par Rémi Darne. Paul Kernal, éditeur, 13125 Vauvenargues, 100 F.



SOCIOLOGIE

Le tour des champs

P OURQUOI le monde ouvrier perd-il progressivement son rôle dans la société contemporaine ? La mobilité sociale s'est-elle accrue durant les trente dernières années dans notre pays ? Quelle est l'attitude des Français face aux prescriptions de l'Eglise catholique ? Comment définir le rôle de l'opinion publique ? Autant de questions qui, derrière une apparence diversifiée, possèdent un dénominateur commun : elles relèvent d'une approche sociologique.

Les réponses à ces questions — et à bien d'autres encore, — on les trouvera dans le livre d'Henri Mendras et Michel Verret sur *Les Champs de la sociologie française*. Pour rendre compte, à la demande de l'Académie des sciences sociales de Pékin, de l'état de la recherche sociologique en France, les auteurs ont fait appel à une vingtaine de spécialistes réputés, qui présentent en langage accessible les différents domaines d'étude. Sans nier l'existence d'une sociologie éclatée et parfois conflictuelle, ils ont préféré mettre l'accent sur la richesse des résultats obtenus plutôt que sur les querelles théoriques ou méthodologiques.

Le lecteur non initié pourra donc se forger une opinion sur les grands thèmes et les grandes interrogations qui préoccupent les sociologues. De l'analyse du monde rural, de l'urbanisation, des organisations, à celle des syndicats, de la famille, des loisirs, en passant par l'éducation ou les marchés de l'art, il disposera d'un tableau, certes non exhaustif (on regrettera, par exemple, l'absence de la sociologie des médias), mais riche en aperçus équilibrés. Il aura accès à des informations sur un champ d'investigation en voie de constitution (la sociologie du vieillissement), à une bibliographie sélective pour chaque domaine et à une mise en perspective solidement argumentée. On ne peut que louer les maîtres d'œuvre de ce travail d'avoir tenté de confronter la sociologie à certaines disciplines voisines, telles que la démographie, l'anthologie, l'histoire et la science politique. La démarche retenue favorise les comparaisons fructueuses et invite à des débats stimulants.

REMY RIEFFEL.

Henri Mendras et Michel Verret, *Les Champs de la sociologie française*, Armand Colin, 272 pages, 120 F.

ADMINISTRATION

Information et transparence administratives
par le Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie.

des entreprises, depuis l'environnement financier et l'organisation des marchés, jusqu'à l'économie nationale et internationale.

Sirey, collection « Administration des entreprises », 349 p., 194 F.

Actes d'un colloque (Amiens, mars 1988) sur le thème de la transparence administrative, étudiés sous trois angles principaux: le cadre juridique, la pratique administrative, et la notion de transparence.

Presses universitaires de France, 280 p., 80 F.

LOGIQUE

L'A-peu-près, aspects anciens et modernes de l'approximation
par le Centre d'analyse et de mathématiques sociales de Paris.

Un recueil de textes (dont un d'Umberto Eco, en langue italienne) consacré aux diverses manifestations de l'approximation, selon les disciplines (linguistique, sémiotique, logique, statistique, mathématiques...), et les périodes de l'histoire de la pensée.

Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, collection « Histoire des sciences et des techniques », 253 p., 110 F.

PSYCHOLOGIE

Psychologie actuelle et développement de l'enfant
par Pierre Veyer et Clarine Ranaivo.

Cet ouvrage fait le point sur les théories et les expérimentations relatives au développement personnel et social de l'enfant, et à l'apprentissage des connaissances.

Les Editions sociales françaises, collection « Sciences de l'éducation », 207 p., 125 F. (136 F. TTC Franco de port).

Latéralité et image du corps chez l'enfant, approche psychanalytique
par Sylvie Cady.

L'auteur développe une approche psychosomatique de l'organisation de la latéralité et de l'espace chez l'enfant, à partir de l'étude de la relation transférentielle dans les psychothérapies.

Contarino, collection « Palios », 239 p., 130 F.

SCIENCES POLITIQUES

Grands régimes politiques étrangers
par Jacques Blanc, Jean-Marie Vlietinck et Philippe Waguet.

Plus particulièrement destiné aux étudiants des instituts d'études politiques et des universités de droit, et aux candidats des grands concours administratifs, ce manuel expose les principales caractéristiques des régimes politiques de cinq pays: Etats-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, République fédérale d'Allemagne, et Italie.

Sirey, collection « Notions essentielles », 246 p., 120 F.

EDUCATION

Formation professionnelle et nouvelles technologies
édité par Gabriel Fragalera.

Ce volume présente la synthèse d'un programme de recherches menées au niveau européen, sur quatre thèmes prioritaires: l'évolution des profils de qualification; le développement de la formation professionnelle dans les PME; l'enseignement individualisé, à distance, et modulaire; la gestion régionale et locale des ressources humaines dans le cadre d'une gestion prévisionnelle du marché du travail.

Presses Internationales européennes, commission des Communautés européennes — Eurotractat n° 6, 267 p., 20 ECU.

GESTION

L'Entreprise et son environnement économique
par Guy Tribiaire.

Une analyse globale des facteurs déterminant l'activité et la croissance

activités, ne correspond pas un marché de l'emploi très porteur.

Mais à bien regarder les 2 % d'ingénieurs ayant connu plus d'un an de chômage ne sont pas tellement surprenants. En effet, et bien que les critères et modalités d'embauche soient étonnamment différents d'une entreprise à l'autre, ce qui a pour effet d'égaliser les chances, il existe dans une population d'ingénieurs débutants quelques individus (2 %) qui semblent être insuffisamment motivés ou surtout peu sûrs d'eux-mêmes (réhilitaire...) à l'embauche potentielle, ou quelquefois recherchant un emploi tellement pointu (par le type ou le lieu d'activité) qu'ils éprouvent une réelle difficulté à le trouver. Mon étonnement vient plutôt de ce que cette population se semble apparaître que chez les ingénieurs chimistes (plus spécialisés) et pas dans les autres catégories d'ingénieurs.

Depuis, il existe bien une différence entre le chimiste et les autres populations d'ingénieurs. Elle réside en ceci: le pourcentage d'ingénieurs chimistes diplômés qui préparent une thèse (environ 30 %) est plus de deux fois supérieur à celui des autres secteurs. Cela s'explique par la demande en recherche-développement plus élevée en chimie, activité amont. Tous les autres secteurs industriels ne demandent-ils pas sans cesse de nouvelles molécules, de nouveaux matériaux ? D'où le très grand nombre de

bourses de thèses bien confortables (le secteur chimie du CNRS voit un confinement industriel à la totalité de ses bourses de thèses, alors que le secteur sciences de l'ingénieur n'obtient un tel cofinancement que pour 40 % d'entre elles).

D'autre part, les entreprises chimiques, en général de très grande dimension, véritables multinationales, ont, à l'instar des Anglo-Saxons et surtout des Allemands et des Suisses, très influents dans ce domaine, adopté le diplôme d'ingénieur-docteur comme niveau normal d'embauche pour les cadres supérieurs ou de recherche.

Quoi qu'il en soit, je puis vous affirmer que la marche de l'emploi est extrêmement favorable aux ingénieurs chimistes, et ce depuis le début des années 80, que le déficit normal d'embauche n'y dépasse pas les trois ou quatre mois nécessaires pour avoir quelques entrées.

J.-M. CHEZEAU,
directeur de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse.

La diversité des agronomes

D'autre part, M. Jean-Claude Piel, directeur de l'Union des ingénieurs diplômés des écoles nationales supérieures agronomiques (UNIA), nous adresse les précisions suivantes, à la suite du même article, au sujet des agronomes.

1) Le diplôme d'ingénieur agronome n'est délivré que par les Ecoles

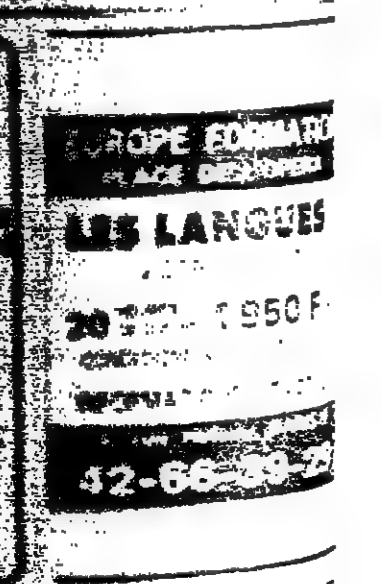
nationales supérieures agronomiques; seules les ENSA de Paris-Grignon (Paris-Montparnasse), Rennes, Toulouse, Nancy sont habilitées à délivrer le titre « ingénieur agronome ».

2) Le rédacteur parle d'ingénieurs agronomes à propos de dix-sept écoles dont cinq seulement délivrent ce titre. Sur cinq cent douze réponses à l'enquête du CEREQ, une centaine concernent les agronomes. De plus, pour le secteur agronomique, la diversité des écoles étudiées, qui n'ont pas les mêmes vocations, qui n'ont pas les mêmes vocations, conduit à beaucoup de prudence quant à l'interprétation des résultats de cette enquête.

3) Concernant les ingénieurs agronomes, l'UNIA, leur Union nationale, a réalisé une enquête sur les débouchés et l'emploi qui portait sur plus de cinq mille ingénieurs agronomes.

Cette enquête ainsi que les nombreuses études du ministère de l'Agriculture et autres organismes montrent bien l'importante diversification des emplois occupés par les ingénieurs agronomes, tant au niveau de la fonction que des secteurs d'activité. Le temps de recherche moyen pour les jeunes diplômés est de trois mois et demi, seulement 2 % des diplômés ont connu plus d'un an de chômage (et non 6 % comme l'écrit l'auteur).

Les agronomes, forts de leur formation généraliste, s'adaptent bien à la demande toujours plus exigeante d'un marché de l'emploi qui privilégie actuellement la polyvalence.



Le marché est favorable aux chimistes

Je suis responsable d'une école formant des ingénieurs chimistes, aussi l'article intitulé « Les diplômés anti-chômage » dans « Le Monde Campus » du 10 novembre a retenu mon attention. J'ai été intrigué par la réserve sensible que vous émettez à deux ou trois reprises sur les débouchés en chimie, car elle ne correspond en rien à mon expérience. Il ne se passe pas de mois sans que des responsables d'entreprise ne me fassent part de la difficulté qu'ils rencontrent à trouver des ingénieurs chimistes. Le service de placement de l'Ecole nationale supérieure de chimie de Mulhouse reçoit plus de dix offres par ingénieur diplômé, et il serait étonnant qu'à un secteur industriel dont la production a augmenté de 3 % en 1987, donc une fois et demi plus vite que la moyenne des

هكذا من الأصل

سكذا من الأصل

L'orientation au service des élèves

Pour les jeunes, « orientation » rime trop souvent avec « élimination ». L'inspection générale souhaiterait renverser cette mauvaise image et mettre vraiment l'école à l'écoute des usagers.

L'ORIENTATION des élèves n'est « ni neutre ni indépendante ». La liberté laissée aux familles est un « leurre », en raison de la rigidité des structures d'accueil. Les conseils de classe sont des institutions « verrouillées » : tout y est « bouclé à l'avance » et ses jugements sont souvent contraires par les faits... Ces vérités gênantes sont rappelées dans un rapport récemment remis à M. Jospin par MM. Jacky Simon, nouveau chef de service de l'inspection générale de l'administration, et André Caroff, inspecteur général spécialement chargé des questions d'orientation (1). Leur analyse repose sur une enquête de terrain menée dans sept académies. Au-delà du diagnostic, l'inspection générale formule un ensemble de propositions ambitieuses.

Le rapport de l'inspection générale n'en fait pas mystère : l'« orientation » n'est que la dénomination présentable d'un système d'élimination qui masque l'incapacité de l'éducation nationale à prendre en charge les élèves en difficulté. Il y a bien longtemps, déjà, que ces derniers ne se font plus d'illusions sur cet emphytémose. Pourtant, depuis le début des années 80, les pratiques ont évolué. Jusqu'à la troisième, aucun élève ne peut être mis à l'écart sans l'accord de sa famille et les parents siègent dans les commissions d'affectation, ce qui a pour conséquence d'augmenter sensiblement le nombre des redoublements. D'autre part, les passerelles entre les enseignements professionnel,

technologique et général se sont multipliées. Enfin, la mise en cause de la répartition rigide des élèves par classes et par niveaux a donné naissance à des formules plus souples, comme les groupes de niveau par matière et les cycles aménagés (sixième et cinquième en trois ans, par exemple).

Des directives confuses

Mais ces évolutions positives ne semblent pas devoir grand-chose aux mécanismes d'orientation qui, soumis aux déterminismes structurels (carte scolaire), sociaux (chômage) et culturels (évolution de la demande de formation) « ne font que consacrer un constat dont ils tirent les conséquences administratives ».

Informer les élèves sur les filières et les débouchés ne peut donc suffire. Il faut, écrivent les inspecteurs généraux, aider chaque élève à trouver sa voie et à « construire un projet d'avenir dégagé des représentations héritées du milieu socialement et fondé sur une connaissance plus objective de soi et des réalités existentielles ». On sait, en effet, que l'école n'aide pas suffisamment les élèves de milieu modeste à dépasser les ambitions limitées de leur famille et que le système de notation chiffrée ne renvoie pas une image fidèle des capacités de chacun. D'où la proposition d'intégrer la préparation

à l'orientation dans l'horaire scolaire, de confier aux professeurs principaux la responsabilité de suivre individuellement les élèves, et d'inciter les conseillers d'orientation à travailler avec les enseignants.

Une politique d'orientation volontariste peut réduire certaines formes de « fatalité ». L'ouverture de sections nouvelles permet à la demande des familles de s'exprimer. Mais les structures administratives chargées de définir et de mettre en œuvre cette politique sont mal coordonnées. Les seize directions de l'orientation du ministère sont « noyées » dans l'énorme direction des lycées et collèges et accaparés par des tâches de gestion.

Les circulaires sur l'orientation publiées chaque année par l'administration centrale, pour favoriser l'accès aux filières scientifiques ou la diminution des taux de redoublement, est très diversement interprétée selon les académies : ici, elles donnent lieu à un texte vague ne fixant aucune priorité claire ; là, un véritable « plan de bataille », prévoyant moyens et objectifs chiffrés.

Une institution parfois ignorée

La mise en œuvre de ces orientations est d'autant plus confuse que les acteurs du système travaillent de façon isolée. Le chef de service académique d'information et d'orientation (CSAIO) dépend du recteur, mais l'inspecteur de l'information et de l'orientation (IIO), qui est le bras droit de l'inspecteur d'académie, agit au niveau départemental en fonction d'objectifs parfois différents. Ce dernier n'a pas de contact direct avec les enseignants et aucun pouvoir sur

les 579 centres d'information et d'orientation (CIO), qui constituent pourtant le maillon de base du système. Disposant de locaux particuliers (mais parfois rudimentaires) en ville, les CIO sont « une structure posée à côté du système scolaire », « une institution aux contours flous, difficilement perceptible de l'extérieur comme de l'intérieur, et parfois même ignorée ». Ne disposant d'aucun statut — ils sont financés tantôt par l'Etat, tantôt par les collectivités locales, — les CIO vivent en marge des établissements scolaires. Ils n'élaborent généralement aucun programme d'activité claire et souffrent de l'absence de direction.

Ils sont animés par un corps de spécialistes, les conseillers d'orientation, qui sont censés, à la fois, recevoir les élèves sur rendez-vous pour des entretiens individuels ou des tests, et partir à leur rencontre dans les établissements.

En réalité, ils ont tendance à négliger cette dernière activité. Les conseillers d'orientation sont en effet, contestés à la fois par les enseignants, qui leur reprochent de défendre les élèves en difficulté avec des arguments extrascolaires, et par les parents qui ont bien du mal à les rencontrer (ils ont en moyenne 1 500 élèves du secondaire en charge, mais sont souvent absents des lycées professionnels). Tout en soulignant « l'urgence » déployée par les conseillers et en analysant leur malaise et leurs frustrations, l'inspection générale demande que soit portée à 39 heures la durée hebdomadaire de leur travail (au lieu de 29 h 15), que leur nombre soit augmenté, et qu'il soit mis fin à la « gestion convulsive ou collégiale » des CIO, en affirmant le rôle de leurs directeurs et de leurs inspecteurs.

D'autre part, le rapport plaide pour un rapprochement des CIO avec les autres instances chargées de l'insertion sociale et professionnelle (PAIO, ANPE), pour leur transformation en établissements publics locaux, rattachés aux régions. Ces « véritables observatoires du fonctionnement du système scolaire participeraient à l'élaboration des projets d'établissement prévoyant la construction progressive d'un projet professionnel » par les élèves. Or, cet aspect du problème est presque complètement absent du système actuel, qui ne juge les élèves « par rapport à une conception subjective du « bon élève » qui aurait assimilé l'ensemble du programme » de chaque discipline.

Le « cérémonial » du conseil de classe

Le rapport se livre à une critique féroce du conseil de classe, « institution verrouillée », qui donne lieu à un « cérémonial » hypocrite. Les inspecteurs généraux notent que la réunion est « bouclée à l'avance » par des professeurs soucieux d'éviter toute dispute publique. Le conseil de classe « se borne à constater des résultats, se limite à un jugement et n'apporte aucune aide à l'élève ». Sa décision affiche des « certitudes », mais ignore les projets personnels des élèves, étant incapable d'« intégrer des éléments autres que scolaires ».

En contrepoint de ce réquisitoire, l'inspection générale propose que l'orientation soit recentrée sur le jeune lui-même, et non plus sur l'obligation d'alimenter les différentes filières. La liberté des familles serait érigée en principe. Toute procédure d'orientation serait supprimée avant la troisième. En cas de désaccord

avec les professeurs, en fin de cinquième, l'élève serait admis à l'essai dans la classe demandée par ses parents, en bénéficiant d'un soutien si nécessaire ; il pourrait être finalement dirigé vers la classe conseillée par les professeurs si les difficultés sont trop grandes. En fin de troisième et de seconde, l'établissement pourrait opposer son veto — susceptible d'appel — à la décision des parents. Un « conseil de niveau » examinerait alors l'avis des professeurs et proposerait une solution. Le passage en terminal serait libre.

A terme, l'élève négocierait son itinéraire avec ses formateurs « dans le respect des droits et des devoirs que cet engagement impliquerait ». Mais pour atteindre cet idéal, qui signifierait la suppression des procédures d'orientation actuelles, il faudrait, selon l'inspection générale, cesser de « confier à l'orientation le soin de résoudre des problèmes relevant de la pédagogie ». Plutôt que de masquer les difficultés pédagogiques à coups de décisions « d'orientation » ou de « bouclage », mieux vaudrait affiner l'évaluation des élèves ; adapter les cursus au rythme de chacun, en négociant « un contrat de formation avec le jeune et sa famille ». Des idées ambitieuses qui intéressent le ministre de l'éducation nationale : M. Jospin a, plusieurs fois, manifesté l'intention de « transformer l'orientation vers une orientation conseil », en s'appuyant sur le rapport de l'inspection générale. Mais quelles conclusions en tira-t-il ?

PHILIPPE BERNARD.

(1) « Orientation des élèves. Problèmes généraux. Rôle des structures et des acteurs de l'orientation ». Rapport présenté par l'inspection générale de l'éducation nationale et par l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale.

BLOC NOTES

REINSERTION
L'association Auxilia assure une formation par correspondance pour les personnes handicapées ou incarcérées. De l'élémentaire au supérieur.
* 102, rue d'Agnesseau, 92100 Boulogne. Tél. : 46-04-56-78.

DROTS DE L'HOMME
Plusieurs associations de jeunesse et d'aide humanitaire organisent un concours sur les droits de l'homme ouvert aux jeunes de onze ans à vingt ans. Dépot des dossiers jusqu'au 15 janvier.
* Concours jeunes, droits de l'homme. Jury EDH, Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Léves, 75011 Paris.

MÉTÍERS
La Cité des sciences et de l'industrie de La Villette a mis en place un espace « le Passage des métiers » — pour informer le public sur les possibilités de la formation et de l'emploi. En collaboration avec l'ANPE et l'éducation nationale.
* Cité des sciences, 30, avenue Corentin-Lisieux, 75019 Paris. Tél. : 40-05-72-29 et 40-05-72-59.

CAORES
L'ONISEF publie une brochure Cadres demain, 120 métiers d'avenir examinant les possibilités d'emploi dans dix-sept grands secteurs professionnels.
* 49 F, Chez les marchands de journaux, dans les points de vente ONISEF ou par correspondance : ONISEF Distribution, 75635 Paris Cedex 13.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES
LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS :
SINORG E.C.A.M. SERVEUR
Tél. 41 48-38-70-72

Le combat des « decrolois »

L'école Decroly mène, depuis 1945, une expérience pédagogique toujours saluée et toujours menacée. Parents, élèves et enseignants expliquent le sens de leurs efforts dans un livre gai : Plaisir d'école.

L'ES défenseurs de l'école Decroly sont les champions d'un exercice qui tient à la fois de l'équilibre et de l'endurance. Pour les responsables de cet établissement public aux méthodes pédagogiques « nouvelles », Decroly doit, en effet, conserver sa spécificité, tout en demeurant dans le giron de l'éducation nationale. La difficulté n'est pas mince et exige des trésors... de pédagogie. Pour expliquer au public le sens de leurs efforts, parents, enfants et enseignants se sont donc attelés à la rédaction d'un livre, *Plaisir d'école*, où ils racontent les espoirs et les difficultés de ceux qui souhaitent transformer l'école en lieu de vie et non pas de survie.

Fondée en 1945 d'après les idées du médecin belge Ovide Decroly, cette école située à Saint-Mandé (Val-de-Marne) ferait frémir plus d'un Père Fouettard. Les trois cent quarante élèves, de la maternelle à la troisième, n'y subissent aucune des contraintes traditionnellement réservées aux écoliers : les notes n'existent pas ; le classement est considéré comme un monstre préhistorique ; les punitions sont mises à l'index et les devoirs à la maison réduits au strict minimum. L'anarchie toutefois n'y règne pas, car les enseignants veulent à maintenir une organisation à la fois singulière et précise.

Au cœur du système : le plaisir de la découverte et l'intérêt de chacun pour son travail. L'élève n'est pas un petit animal que l'on doit gaver de connaissances et de réflexes, mais un individu à part entière, vivant dans son école comme dans un microcosme, où l'ensemble du système éducatif est conçu en termes de « globalisation ». L'enfant n'est pas invité à absorber un savoir morcelé et livresque en fonction de matières

préétablies. Dès son plus jeune âge, le petit « decrolien » apprend à aborder un sujet sous tous ses angles, à partir d'exercices d'observation. « Cette année, nous sommes partis en classe de mer à l'île de Ré, explique une maîtresse de CM1, et nous en avons rapporté des thèmes de réflexion pour plusieurs mois. »

L'enfant doit apprendre à se poser des questions sur son environnement et à ne pas accepter sans réfléchir un savoir tout prêt, dispensé comme des bonbons dans une machine à sous.

Les enseignants fonctionnent eux aussi de façon « globale », puisqu'ils acceptent de travailler en équipe, de se réunir chaque semaine pour réfléchir à des thèmes variés. Ils essaient, en somme, de vivre au cœur de l'école sans se cantonner dans leurs classes. Ce refus du cloisonnement conduit les parents à participer largement à la vie de l'école, à sa gestion et ses choix.

Apprendre à son rythme

An sein de chaque classe, les enfants sont réunis par groupes d'âge et non par niveaux. La différence est acceptée comme une donnée de base. Chacun doit apprendre, à son rythme, à découvrir le monde et à se discipliner. Cette pédagogie n'exclut pas les apprentissages de base, car les enfants doivent pouvoir s'adapter au système scolaire traditionnel à la fin de la troisième. La transition n'est cependant pas toujours facile, puisque le nombre de redoublements en seconde avère légèrement supérieur à la moyenne nationale.

« Il faut accepter de perdre du temps pour ne pas perdre des



gens », souligne M. Guy Berger, enseignant en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII et partisan du système Decroly. Opposés à la sélection, les animateurs de l'école Decroly proscrivent le redoublement et estiment souvent que l'éducation traditionnelle est fondée sur une culture de l'échec. Ce type d'expérience n'est toutefois pas facilement généralisable, puisqu'il suppose une grande cohérence du projet éducatif et la forte participation d'une équipe.

Conscients du caractère exceptionnel de leur école, parents et enseignants se plaignent toutefois des ambiguïtés de leur statut. L'établissement public depuis 1948, Decroly fait figure d'enfant terrible au sein de l'éducation nationale. L'innovation n'y est pas toujours conciliable avec l'organisation très stricte de la fonction publique, et les budgets accordés à l'école ne permettent pas toujours de maintenir les heures consacrées aux activités de recherche, qui constituent l'un des pivots du projet éducatif.

D'autre part, l'école doit appliquer depuis 1986 un découpage administratif entre les classes maternelles et primaires, d'une part, et le collège, d'autre part. Ce cloisonnement va à l'encontre

du désir de « globalité » exprimé par l'équipe et pose le problème des personnels de direction. Habités à désigner collectivement les responsables de la « coordination » en choisissant, tous les deux ans, deux enseignants chargés de diriger l'école, les enseignants doivent aujourd'hui accepter des décisions venues de l'extérieur. La directrice des classes maternelles et primaires est un membre de l'équipe, mais la responsabilité du collège a été attribuée au principal d'un lycée voisin.

Avant la conception

Enfin, l'école vit une situation en demi-teinte sur le plan de la sectorisation. Rattachée administrativement au département du Val-de-Marne, elle ne dépend d'aucune commune. Or ces collectivités sont responsables du financement des écoles maternelles et primaires, le département n'assurant théoriquement que la charge de l'enseignement secondaire. L'école Decroly, qui ne peut accueillir que les enfants provenant de communes ayant accepté de payer leur scolarité à l'extérieur de leur territoire, souhaite ainsi vivement que la déssectorisation progresse rapidement.

Ces différentes embûches n'empêchent pas Decroly de connaître un succès spectaculaire. Inscrites sur d'interminables listes d'attente, les familles sont tirées au sort, grâce à un système qui tente de réduire les inégalités entre les différents milieux socio-professionnels. « Les parents culturels favorisés sont mieux informés de notre existence. Mais nous essayons de lutter contre l'élitisme », souligne M^{me} Claudine Watigny, directrice des petites classes, qui évoque aussi certaines extravagances : « Nous avons vu des parents essayer d'inscrire leurs enfants avant qu'ils ne soient nés, et parfois même conçus ! »

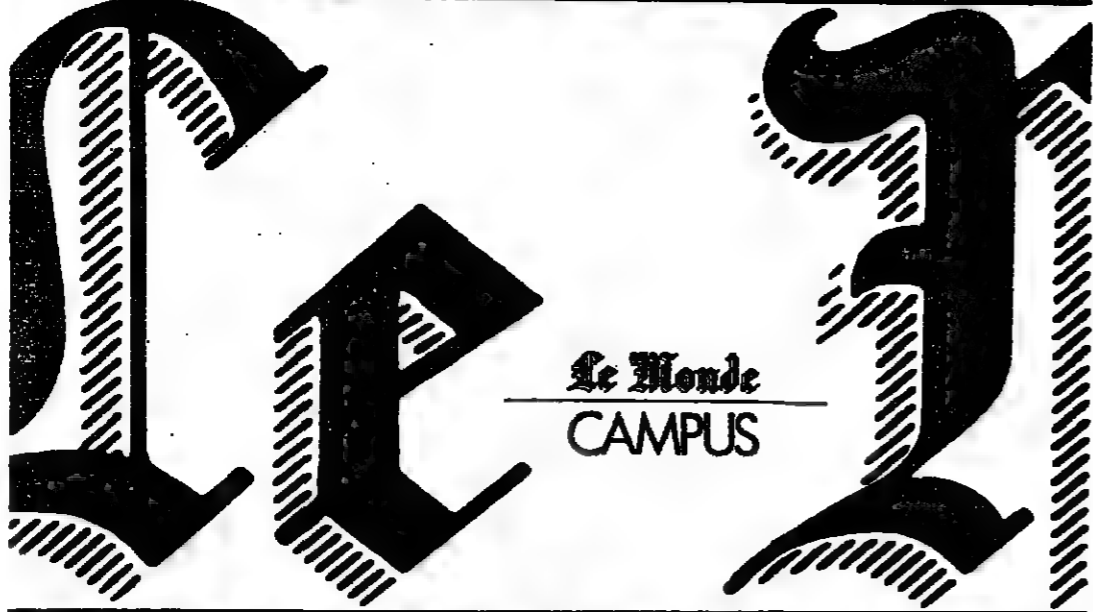
Gérer la réussite n'est pas désagréable, même lorsqu'il faut affronter d'innombrables cassette. Mais les responsables de l'école Decroly se désolent de consacrer à leur survie une énergie qu'ils pourraient investir ailleurs. Enfin, certains ne se privent pas de souligner qu'ils appliquent, somme toute, bon nombre des principes que l'éducation nationale affirme vouloir favoriser.

RAPHÀËLE REYROLLE.

* Decroly-Saint-Mandé, Plaisir d'école, H.G., 9, rue Saulnier, 75009 Paris, 239 p., 130 F.

bulletin-réponse

LA BOURSE



AUX STAGES

- 1. Le leader mondial sur le marché des gaz industriels.
- 2. L'opération Dragon, c'est elle.
- 3. Elle organise en novembre 1988 une rencontre avec Carolyn Carlson dans le cadre.
- 4. L'un des lieux les plus importants réseaux internationaux d'expertise comptable et de conseil, présent dans plus de soixante-dix pays.
- 5. Premier groupe bancaire privé français, un siège à la Bourse de Tokyo, passer un français des options de change, sponsor du championnat de France de rugby.
- 6. Premier transformateur de plastiques européens, nous contribuons à l'amélioration de votre cadre de vie quotidien.
- 7. Une société d'hôtellerie à forte identité en plein développement dans le monde.
- 8. Ce grand groupe vient de renouveler sa série 5.
- 9. Le fabricant d'appareils électriques haute tension qui vend dans le monde plus d'un milliard d'appareils par an, et dont le siège est à Liège.
- 10. Un foyer sur cinq est un de ses salariés et son centre d'expertise à Lens emploie au maximum 24 000 salariés par jour.
- 11. Il fera son retour en France 1 en 1989.
- 12. 20 445 personnes, 1 851 galions pour un groupe qui avance.
- 13. De l'école internationale à l'université, nous mettons notre savoir-faire et notre expérience au service de l'éducation.
- 14. Leader du marché des laines nous venons d'être récompensé que l'Inde d'est important.
- 15. Son énergie autonome alimente Ariane, les satellites et les radiotéléphones.
- 16. 1 Français sur 3 a un compte chez lui.
- 17. Plébiscité allemande, appréciée française, première bibliothèque de logiciels de gestion en Europe.
- 18. Quatre ans c'est le temps qu'il a mis à ce groupe pour développer, à travers le monde, trois secteurs d'activités complémentaires réalisant 30 milliards de francs de chiffre d'affaires : santé humaine, biotechnologies, parfums et produits de beauté.
- 19. L'aspect d'équipe, notre réponse pour gérer la complexité.
- 20. Elle a fait deux équipements automobiles aux programmes spatiaux en 1987 et 1988.
- 21. Un seul pour se faire un nom.
- 22. Le numéro un européen du logiciel.
- 23. Des transmissions électroniques aux services pétroliers, de la gestion de l'eau, du gaz, de l'électricité au contrôle industriel, des systèmes graphiques aux instruments électroniques, nous sommes 50 000 à travers le monde.
- 24. Il réunit l'ensemble des activités chimiques d'un grand groupe qui a changé de nom en septembre 1988.
- 25. Artisans du paysage régional, l'entreprise apporte son savoir-faire à des projets de construction monumentaux et planifiés.
- 26. Cette société regroupe ses trois filiales américaines fin 1988. Elle est elle-même filiale du géant coca-cola-Heinz.
- 27. Filiale de Thomson CSF, elle commercialise des logiciels pour la gestion et l'information des années 90.
- 28. On savait l'électricité en mouvement, et même intelligente. Et voici qu'en 1988 ce groupe l'amène au devant de la scène.
- 29. En rachetant l'ensemble des activités allemandes de ICI en août 1988, ce groupe est devenu le premier fabricant européen de silicoles.
- 30. Une des toutes premières SSI créées en France qui vient d'entrer dans le groupe Danad.
- 31. Société française appartenant à un grand groupe américain, sa volonté d'excellence, qui lui assure le leadership sur son marché, lui a permis en 1987 de remporter l'Europe de l'Innovation LSA.
- 32. Prisons : on ne l'attendait pas dans la bande des quatre.
- 33. La politique de participation dynamise l'entreprise.
- 34. Sans nous le ciel est inaccessible.
- 35. Elle possède sa propre flotte d'avions et de véhicules qui desservent chaque mois plus de quatre-vingt bureaux dans vingt-trois pays.

COMMENT PARTICIPER

COMMENT PARTICIPER

1. Attribuez à chacune des entreprises participantes le numéro de l'affirmation derrière laquelle elle se cache et reportez vos réponses ci-contre. Et répondez aux deux questions que vous propose la Commission des Communautés européennes.
2. Complétez votre CV et rédigez vos motivations (voir au verso), ces éléments seront déterminants lors de la sélection des candidats pour le Grand Oral (1^{er} février 1989).
3. Joignez un certificat de scolarité délivré par votre école ou université attestant de votre niveau étudiant bac + 3.
4. Postez le tout avant le 15 décembre à minuit (le cachet de la poste faisant foi) à :
BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS BP4 93260 LES LILAS
5. Les meilleurs candidats seront invités au Grand Oral de sélection devant les représentants des entreprises le 1^{er} février 1989 à l'EAP, Ecole européenne des affaires, à Paris.

RÉPONSES

Indiquez en face de chaque logo d'entreprise le numéro de l'affirmation qui lui correspond.

	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	AGFA	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	GROUPE SNECMA	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	Valeo	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	ILE DE FRANCE OPERA & BALLET	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	CREDIT LYONNAIS	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	FOUGEROLLE	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>	Schlumberger	<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>
	<input type="radio"/>		<input type="radio"/>

Répondez aux deux questions que vous propose la Commission des Communautés européennes.

I Quels étaient les montants, en millions d'ECU, proposés par la Commission des Communautés européennes en 1985 pour Comett et en 1986 pour Erasmus ?

Réponses : Comett : 80 et Erasmus : 160
 Comett : 120 et Erasmus : 90
 Comett : 150 et Erasmus : 215

II Quel Etat-membre aura la présidence du conseil des ministres de la Communauté européenne au 1^{er} janvier 1993, à la date de réalisation du marché intérieur ?

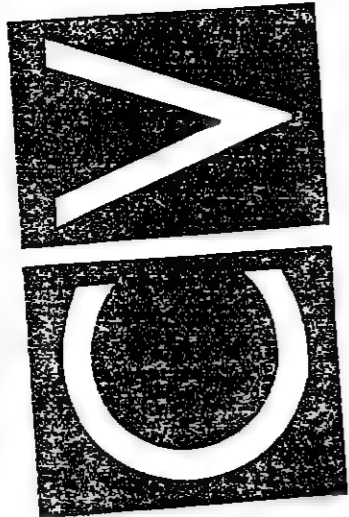
Réponses : la France
 la Belgique
 le Danemark

هكذا من الأصل

مكتبة من الأصل

VOTRE CURRICULUM VITAE

Complétez votre CV et joignez-y un certificat de scolarité.
Il sera un élément déterminant lors de la sélection des candidats pour le Grand Oral (Paris, 1^{er} février 1989 à l'EAP).



Nom Prénom

Date de naissance

Nationalité Sexe

Adresse permanente Code postal

Localité Code postal

N° de téléphone Code postal

Adresse pendant vos études Code postal

Localité Code postal

N° de téléphone

Langues

Lu	Parlé	Écrit	Courant
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Séjours à l'étranger (durée du séjour)

.....

.....

Dans quel secteur souhaitez-vous effectuer votre stage ?

- Marketing/Commercial/Communication
- Technique/Ingénieur/Recherche
- Administratif/Juridique/Financier
- Informatique

Orientation professionnelle envisagée :

.....

.....

Dates de stages souhaitées :

.....

.....

Stages, Juniors entreprises

Dates	Société	Service	Mission
.....
.....
.....

Études en cours :

.....

.....

Expériences parascolaires

Dates	Secteur	Responsabilité
.....
.....
.....

Formations antérieures :

Année	Etablissement	Diplôme obtenu
.....
.....
.....

vos motivations

« Que représente un stage en Europe pour votre avenir professionnel ? »

Réponse obligatoire, dix lignes maximum.

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....



Renvoyez le tout avant le 15 décembre minuit
(le cachet de la poste faisant foi) à :
BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS
BP 4
93260 LES LILAS

Le Monde
CAMPUS
avec
EUROPE 1

Iowa déte

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Alliance photo et Doineau dans le cadre du Mois de la photo

Conseils de révisions

Trois expositions, trois photographes. Un tiercé qui redistribue dans l'ordre l'histoire de la photographie française.

LORSQU'EN 1934 Maria Eisner, jeune Milanoise émigrée de Berlin, crée Alliance photo, son but est clair. Profiter de l'essor de la presse et de l'édition, il s'agit de diffuser des images dans le monde entier. Et de permettre aux photographes de conquérir un statut.

Cofondée par René Zuber et Pierre Boucher, l'agence prélève 30 % sur la vente. Souvent livrés avec un texte légendé, les documents mentionnent le nom des auteurs. Ceux-ci courent à la commande ou en free-lance : les photographes ont parfois leurs propres clients.

Aucun n'a de spécialité. Tous investissent de nouveaux secteurs (mode, publicité, industrie, technologie, sport). Leur but est de s'organiser professionnellement. Opérateurs indépendants, la plupart ne sont pas reporters mais ils deviennent en allant sur le terrain. Manière de voir et de comprendre, la photo reste pour ces « aventuriers » un amusement tout en étant un métier.

L'attrait de l'exotisme est le prétexte rêvé pour courir le monde. Ethnologue attaché au Musée de l'homme, Pierre Verger est l'un des plus prolifiques. En 1936, il parcourt l'Afrique, échoue à Tombouctou et tire le portrait des méharistes du Soudan français. C'est l'époque où une jonque chinoise suffit à combler la curiosité du public. Mais l'inventaire des contrées lointaines n'est pas la mission première de ces illustrateurs.

Juliette Lassarre excelle à traiter la vie quotidienne. Denise Bellon, mère de Yannick et de Lolite, est le chantre d'une jeunesse allègre. Le skieur Étienne Allais, « notre meilleur espoir olympique », est stérifié en contre-plongée par Fehér et Boucher. La culture physique (régate, parachute ou lancer du javelot) est un exercice nécessaire. « La santé, condition première de la beauté », écrit Pierre Boucher, qui opère au grand air, dans la nature, en pleine lumière. D'un même œil avide, avec une sidérante unité de vue, on couvre les sujets les plus variés, du living-room de René Prou au carnaval de Nice, sans oublier l'inéparable Saint-Euphrasy, en pantalon de golf, binocles noirs et béret, préparant de Syrie un raid autour de la Méditerranée.



Le déjeuner sur l'herbe

ROBERT DOINEAU / ARCHIVES RENAUDU

Le réalisme est pour Alliance photo une vertu cardinale. Au format carré, les cadrages très composés déploient la même rigueur plastique pour détailler une chenille en gros plan ou « le Monstre d'acier ». Expression d'une croyance en la bonté du monde, la foi en l'avenir est concrétisée par le goût de la technique. Qu'il s'agisse du facteur Cheval ou du XXXIII^e Congrès radical, l'image révèle l'optimisme d'une époque.

Ces pionniers ont des points de vue si communs qu'il est malaisé de définir ce qui revient à chacun. Ce constat se révèle surtout vrai pour les fameux ne naturalistes qui scandalaient en leur temps. Robustes et voluptueux, le corps est saisi à l'état naturel, de préférence en action, parfois dans des

poses acrobatiques. L'anatomie féminine est cadrée sans désir avec une objectivité distante. Sans froid, mais aussi sans pudeur, la beauté de la femme est incarnée par les photographes en personne qui sont leur propre modèle et, en riant, s'autographient entre eux.

On ne peut cependant réduire Alliance photo à une joyeuse bande de copains. Par son dynamisme et sa rigueur, elle a contribué au développement de la presse dans l'entre-deux-guerres. Elle a aussi imposé une vision photographique du monde. Haléman, Chim, Cartier-Bresson, y collaborèrent à l'occasion. Mais aussi Hans Namuth, Georg Reiner, et surtout Cape, qui prit pour Alliance photo la célèbre vue du soldat républicain foudroyé au début de la guerre civile espagnole. Quatre ans après,

l'agence mourait avec la guerre. L'exposition qui lui est consacrée (1) est exemplaire. Le regard de ces photographes, neuf, lumineux, efficace, est à l'opposé du « réalisme poétique » des années 50 que caractérisent Izis (2).

Né à Mariandole (Lituanie), Israël Bideranas vint à Paris en 1930. Modeste, timide et doux, ce rêveur en exil, meurtri par la guerre, semble s'être souvenu toute sa vie que ses parents avaient une boutique de porcelaine. Cultivant l'exotisme de la proximité, ce pionnier candide arpente la capitale avec une pudeur craintive. Emu par un poulot, fêtant le folklore populiste d'un Paris d'Épinal, il procède en imagier, sans exubérance ni incongruités.

Son plus beau portrait est celui de Grock, en 1934, hors chapiteau, de dos, avant l'entrée en piste. Plus à l'aise dans les livres qu'il concoit lui-même et dont il organise la mise en page, le travail d'Izis vieillit mal. Cent fois vu, le charme suggestif des Russes vides, au petit matin, n'agit plus. L'excès d'émois de sa rétrospective déçoit au regard du perfectionnisme anti-sentimental des opérateurs d'Alliance photo.

A cette féerie un peu terne, on peut préférer les premiers travaux de Doineau lorsqu'il « bossait chez Renault » (3). Malgré un environnement surflu, des tirages au format inutile, un livre gadget aberrant (4), on salue les habiletés d'un débutant doué qui s'ingénie sans génie, pour gagner sa vie, à traiter un sujet imposé. Avec une chambre en bois 18 x 24, un pied en fonte, un sac de 20 kilos et ses flashes au magnésium en poudre, il opère comme un camélot. Avec comptables et dactylos pour modèles, cet immense petit homme parèdre d'humour ces ateliers effrayants. Le salarié d'usine fut bientôt licencié pour « retardés répétés ». Le photographe du dimanche devient opérateur indépendant. Rendu à lui-même, il fera de la rue son royaume.

PATRICK ROEGERS.

(1) Alliance photo, agence photographique 1934-1940, Bibliothèque historique de la ville de Paris, 24, rue Pavée, Paris 4^e, jusqu'au 9 janvier.

(2) Izis, Rétrospective (1911-1980), Caisse nationale des monuments historiques et des sites, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e, jusqu'au 10 janvier. Parution de Izis, coll. « Les livres du désastre », 49 F.

(3) Robert Doineau, Doineau-Renaud, Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19^e, jusqu'au 22 janvier.

(4) Doineau, livre-objet, éd. Hazan, 80 p., 150 F.

L'American Indian Dance Theater au Casino de Paris

Un Kiowa déterre la hache de la danse

Pour la première fois, les nations indiennes d'Amérique du Nord créent un projet artistique commun. Paris accueille les vingt-cinq danseurs, chanteurs et musiciens de l'American Indian Dance Theater.

PERSONNE n'avait entendu parler des Indiens d'Amérique depuis Wounded Knee. C'était en 1973 : soixante et onze jours de combat entre les Indiens et la police fédérale sur le site historique du Sud Dakota où, en décembre 1890, avait commencé la révolte des Sioux. Sur ordre du président Washington, Sitting Bull, leur vieux chef, venait d'être exécuté.

Plus tard — mais leurs cris n'ont pas traversé l'océan, — les Indiens radicaux regroupés dans l'American Indian Movement ont marché de la Californie jusqu'à Washington pour le respect de leurs droits politiques, économiques et culturels. Sans réel succès sinon qu'enfin, bien des divisions intracommunautaires étaient surmontées et le dialogue établi entre les tribus. Après les déceptions des échecs du « Pouvoir rouge », quelques-uns décidaient d'inventer de nouvelles formes de contestation.

A Seattle, la métropole la plus septentrionale de l'Ouest américain bâtie sur l'île de Boeing, Douglas et General Electric, on a construit récemment, sous l'égide de la Fondation des Indiens unis de toutes tribus, un centre culturel au milieu d'un beau parc boisé baptisé « Discovery ». Là, ce soir d'octobre dernier, malgré le froid et un brouillard enveloppant, des

chants montaient d'un petit groupe d'hommes et de femmes assemblés autour d'un feu. A l'ouvrage, un vieux Indien, White Bear ou Bernie, dépositaire des secrets de la cuisine du saumon à l'ancienne. C'est qu'il ne fallait pas rater ce dîner d'exception rassemblant toute la troupe de l'American Indian Dance Theater, qui commençait à Seattle une tournée mondiale, et une poignée de journalistes français venus la rencontrer.

Pour s'en assurer et ne laisser aucune chance au Malin, Chester Mahooty, l'un des aînés de la troupe, psalmodia une prière zuni, langue presque éteinte d'une tribu du Sud-Ouest. Après un « Ugh ! » — un vrai — ponctuait d'une seule voix la prière, la rencontre pouvait avoir lieu. Elle se terminerait très tard, au son du tambour, ultime refuge de l'esprit indien, et de la flûte. Et quelle rencontre : pour la seule troupe de l'American Indian Dance Theater, il y avait là vingt-trois danseurs et musiciens venus de treize tribus d'Amérique du Nord, Apaches et Zunis, Comanches et Navajos, Sioux et Shoshonis...

L'un d'eux, Kevin Haywabe, Indien de la tribu des Assiniboines, installée au Canada, dans le Saskatchewan, n'a pas encore vingt ans. Entre l'ingestion de deux bières — un sport où il excelle — il racontera comment, après avoir été choisi comme les autres membres de la troupe pour ses performances exceptionnelles dans un pow wow, il décida de grimper au sommet d'une montagne près de chez lui, dans le Grand Nord, pour aller chercher les plumes d'aigle royal qui ornent le mieux sa tenue de scène...

Andy Vasquez, jeune Apache distingué pour ses talents d'interprétation des danses traditionnelles du Nord, s'étonnera d'avoir été choisi pour la couverture des programmes de la tournée et ne voudra pas croire que, depuis de nombreuses semaines, son portrait donne quelques couleurs aux colonnes Morris de Paris et aux murs du métro de la capitale. Il faut dire qu'on n'a pas encore construit de réseau souterrain de transports dans la réserve de Wind River, dans le Wyoming, où il vit, compose pour la flûte et crée des objets artistiques.

Inutile de demander à l'un ou à l'autre ce que représente l'aventure de la troupe : danseurs ils sont et l'ont toujours été, appartenant, l'été venu, les grandes plaines indiennes à l'occasion de pow wows où, plusieurs jours durant, s'affrontent des milliers d'Indiens pour le titre de meilleur danseur de grass dance, eagle dance, hoop dance ou fancy dance. Se retrouver ici, avec des hommes et des femmes de tous âges, de toutes origines, leur paraît tout à fait naturel.

Culture

pow wow

« Tous les Indiens savaient que cela allait, que cela devait arriver », explique, le jour suivant, sur le campus de l'université de Seattle qui reçoit la troupe, le metteur en scène du spectacle, Hanay Geiogamah, un Kiowa de quarante ans, professeur associé de l'université de Californie (UCLA) aux départements d'études indiennes et de théâtre. « La danse et la musique sont des éléments primordiaux de la vie tribale. L'art est certainement

l'un des meilleurs moyens de communiquer aujourd'hui notre spécificité indienne. La plupart des gens, y compris les Américains, n'ont aucune idée de ce qu'est notre culture contemporaine. Notre venue à Paris est la première vraie chance de ma vie d'Indien et d'artiste de faire connaître cette culture. C'est un privilège que me donne le Créateur, et auquel je n'osais pas croire, une occasion de laisser voir la vraie beauté, le vrai esprit indien. C'est pour toute la troupe un événement très spirituel. »

Pour la première fois dans l'histoire des peuples indiens, toutes les rivalités ont été surmontées pour réaliser l'union autour d'un projet artistique commun. Il n'est pas question pour autant de remiser le combat politique ou économique mais de créer, au travers du spectacle, une nouvelle approche de l'identité indienne plus pacifique et donc, c'est le vœu de tous, peut-être plus efficace. « Tout le monde sait que le chômage, la drogue, la violence traversent notre communauté comme les autres, explique Hanay Geiogamah, et nous avons voulu montrer que beaucoup de jeunes Indiens ne veulent plus de ça, ne veulent plus accepter un sort qu'ils ne méritent pas. »

Alors, pendant plus d'un an, du printemps de 1986 à celui de 1987, le metteur en scène et la productrice américaine du spectacle, Barbara Schweif, ont parcouru des milliers de kilomètres pour assister aux pow wows les plus importants.

OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 22.)

ODEON
THÉÂTRE NATIONAL
Comédie-Française
DIRECTION ANTOINE VITEZ

TÊTE D'OR

PAUL CLAUDEL
Mise en scène Aurélien Recoing
Avec Marcel Bozonnet et Valérie Dréville
Thierry Frémont et Aurélien Recoing...

Coproduction Compagnie des Nycalopes, Théâtre national de l'Odéon avec la participation de la Comédie-Française et du Jeune Théâtre national

Du 8 décembre au 12 janvier

Du mardi au samedi à 19 h 30. Dimanche à 14 h 30.

Renseignements 43 25 70 32

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ Code postal _____

Ville _____ Tél. (numéro) _____ (coût) _____

Réserve pour TÊTE D'OR

Du 10 décembre au 12 janvier - Du mardi au samedi 19 h 30. Dimanche 14 h 30.

places à : 135 F □ ; 95 F □ ; 70 F □ ; 46 F □ ;
le _____ à _____ h. Dates de repli : le _____ à _____ h. ou le _____ à _____ h.

Je joins le règlement de _____ F par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Théâtre national de l'Odéon ainsi qu'une enveloppe timbrée au :
Théâtre national de l'Odéon, Service des locations
1, place Paul-Claudel - 75006 Paris

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

DANSE



Danser avec plaisir, et le méso ou civi.

Un Kiowa déterre la hache de la danse

(Suite de la page 21.)

Depuis plus de vingt-cinq ans, le « pow wow culture » a en effet essaimé dans les réserves, spectaculaire mélange de fête païenne, avec ses concours où sont distingués les talents de danseurs, d'interprètes et aussi de beaux, avec l'élection annuelle de Miss Indian World, et de cérémonie religieuse.

« Danser, c'est prier, note Philippe Jacquin dans son livre *La Terre des Peaux-Rouges* (1). La danse compte autant que la parole pour s'adresser aux esprits. Elle est l'une des formes favorites d'expression religieuse. La musique amplifie la prière. »

« Les danseurs et musiciens que nous avons réunis, souligne Hanny Geigamab, ont tous été distingués au cours de ces pow-wows. Nous avons essayé, par le mélange des origines, de créer une sorte de « parfum tribal ». Tous représentent ce qu'on appelle la danse moderne indienne, même si la plupart des danses présentées ont des sources très éloignées. Par exemple, la fancy dance est la modernisation

des danses guerrières traditionnelles et ancestrales par des rythmes et des pas nouveaux qui permettent d'exprimer mieux l'énergie masculine. C'est une attitude que j'ai prise volontairement pour exprimer fortement notre fierté indienne dans la tradition de nos danses qui ont toujours une nécessité fonctionnelle : préparer les gens émotionnellement, susciter par exemple le courage avant le combat et la relaxation au retour du combat.

« Cela dit, nous avons les mêmes exigences que les autres compagnies de danse et demandons à nos danseurs de l'esprit, de l'expérience, de la présence et une forte personnalité. Tout s'est bien passé et très vite car chacun a pris conscience que nous étions les ambassadeurs artistiques des nations indiennes. »

Parce qu'il ne voudrait pas que cet effort ne meure avec la fin des représentations, Hanny Geigamab voudrait disposer, aux Etats-Unis, d'un théâtre et d'une école. Il faudrait pour cela que cette tournée soit un succès. Cela permettrait, dans un pays où les sub-

ventions d'Etat sont quasiment inexistantes, de trouver les mécènes prêts à financer les projets de la troupe. Car, pour l'instant, comme le dit Barbara Schwei, « les financements de l'American Indian Dance Theater ne sont pas indiens mais venus de mes meilleurs amis, tous blancs comme moi. L'expérience est tellement nouvelle, tellement unique, tellement difficile pour beaucoup qu'il était impossible jusqu'à aujourd'hui de trouver des soutiens. » Partout où la troupe est passée aux Etats-Unis, la critique s'est déchaînée dans l'éloge, souvent délirant. La France ne devrait pas être rétive : l'énergie, la joie, les couleurs du spectacle de l'American Indian Dance Theater en font un beau, souvent émouvant, toujours spectaculaire moment de théâtre.

OLIVIER SCHMITT.

(1) Paris en 1967 chez Gallimard, dans la collection « Découvertes-Histoire ».

* Closes de Paris, du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées mercredi, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-16-14-6.

THÉÂTRE

A Gênes, Alfredo Arias monte « l'Eventail », de Goldoni

La solitude d'un comte italien

Sous l'œil d'Alfredo Arias, l'Eventail, de Goldoni, est une comédie grinçante sur l'immaturité et une tragédie de la solitude.

DIRIGÉ depuis sa création en 1951 par Ivo Chiesa, le Théâtre de Gênes est, historiquement, le second théâtre « stable » d'Italie, après le Piccolo fondé en 1847 par Giorgio Strehler à Milan. Une école y est attachée, et, sinon une troupe permanente, des comédiens fidèles, chaque saison. Avec ses trente mille abonnés, des subventions équivalentes à celles du Théâtre national populaire, en France, le Théâtre de Gênes vit, depuis toujours, à l'heure européenne.

Il a été accueilli par le Théâtre des Nations à Paris et par le Festival d'Avignon. Depuis quelques temps, Ivo Chiesa invite des metteurs en scène étrangers à venir créer, sur place, une pièce de leur choix. Ainsi, après Otomar Kraja, Alfredo Arias. C'est l'occasion de secouer les habitudes, d'insuffler un peu de sang neuf à la scène italienne. Car Ivo Chiesa se dit préoccupé par l'absence de jeunes metteurs en scène à même de prendre la relève des maîtres tels que Giorgio Strehler ou Luca Ronconi.

Invité en Italie, Alfredo Arias a choisi de monter Goldoni. Son intérêt pour cet auteur n'est pas de circonstance. Il a déjà créé les Jumeaux vénitiens à la Biennale de Venise en 1980 (et au théâtre Gérard-Philippé de Saint-Denis) et la Locandiera en 1987 dans son Théâtre de la Commune à Aubervilliers. L'Eventail est une pièce moins connue, moins souvent montée, y compris en Italie. Goldoni l'a écrite en 1763 à Paris, où il avait été nommé un an auparavant directeur de la Comédie italienne. Les acteurs l'avaient déçus : « Ils n'apprennent pas de scènes longues bien construites, tempérait-il. J'ai imaginé une comédie divisée en scènes extrêmement

courtes, pétillantes, animées d'un mouvement incessant où les comédiens doivent agir plus qu'ils ne doivent parler... Un Eventail de femme commence la pièce, le termine et constitue toute l'intrigue. »

Alfredo Arias ne s'en est pas laissé conter par cette apparente simplicité. Sa mise en scène épouse la mécanique théâtrale, aux rousges parfaitement huilés, mais en crasse les aspérités. Elle se joue avec une ironie féroce des comportements de cette société rassemblée par Goldoni sur la place d'un village. Paysans, artisans, bourgeois, nobles, s'y côtoient, tous embarqués dans la même galère : la vie dans un petit village, où chacun s'observe, voire s'épie.

L'Eventail que le jeune et pure Candide laisse tomber aux pieds de son soupirent Everiste est une véritable bombe qui met le feu aux poudres. Il se casse. Everiste court en acheter un autre, « de Paris », chez la mercière Suzanne, charge une jeune paysanne, Giannina, de le porter à son aînée... Les mauvaises langues se délient, et les quiproquos, dans ce monde où chacun semble ne croire qu'aux apparences, commencent.

Des hommes immatures

Le décor de Roberto Plute est astucieusement naturaliste et d'une redoutable efficacité. Cette place de village, il semble qu'on pourrait le croiser au détour d'une promenade dans Gênes, la ville où le linge sèche encore aux fenêtres, où le moindre rayon de soleil attire le quartier tout entier autour d'une fontaine. La petite maison, en haut du pont, d'où filent deux ruelles étroites, délimite le domaine de Suzanne. A gauche, derrière un haut mur orgueilleux, à l'écart du petit peuple, vit Candide et sa tante Gertrude. En contrebas, s'ouvrent les échoppes, et le café, centre névralgique de la vie en société. On sent tout à la fois

la nature, l'espace tout proche, la promiscuité, et par-là même l'absurdité du cloisonnement social.

La mise en scène d'Alfredo Arias renvoie dos à dos artisans, paysans, nobles et bourgeois, dont les comportements sont primaires. Ce sont de grands enfants coléreux, immatures. Candide, l'aimé, n'est elle aussi qu'une petite péronnelle sans cervelle, sans candeur ni fraîcheur. Elle se roule par terre, pique des crises... Il est dommage que certains comédiens apportent fort peu de conviction à leur jeu...

Deux grandes figures, Suzanne et le Comte, et deux grands comédiens, Eric Pagni et Anna Nogara, dominent ce monde de petites hystériques, agités de petites passions médiocres. Hantée par une sorte de destinée secrète et solitaire, personnage quasi tschakoviév, Anna Nogara donne à Suzanne, la mauvaise langue, une poignante nostalgie. Elle est belle, et noble, quand se heurte à elle sa déception dans la lumière, quand, sa chevelure roussie défilait, elle s'approche du Comte, enfant perdu d'une fin de siècle et de race, rêveur impérial absorbé dans la lecture de cortès de fées, et par la nécessité de trouver, chaque jour, quelque chose pour manger.

Fonnettes roses, perruque grise en bataille, dicton sourde, rythmée comme un infini scollo-que, Eric Pagni est un Comte inquiétant, un homme traqué. Il veut se croire encore le médiateur indispensable de cette comédie humaine que, pour finir, Alfredo Arias parvient à faire porter, au-delà des circulations un peu lassantes d'un simple Eventail, du côté de la tragédie d'un homme seul. Il fait mourir le Comte. Une fin plus noire que celle prévue par Goldoni.

ODILE QUINOT.

(A Aubervilliers, Alfredo Arias reprend sa mise en scène de l'Eventail, de Mesterlinak, jusqu'au 31 décembre.)

4 nov. - 18 déc.
l'ABCD
 de l'art moderne
 Stedelijk Museum Amsterdam
 Mondrian, de Kooning, Appel...
 Institut Néerlandais
 121 rue de Lille, Paris 7

Galerie TENDANCES
 105, rue Quincampoix Paris 4^e
 Tél. : 42 78 61 78
OTTO DIX
 1^{er} décembre - 18 février

GALERIE TRIFF
 NOUVELLE COLLECTION DE
KILIMS
 de toutes dimensions
 OUVERTURE DE LA
 LIBRAIRIE DES ARTS TEXTILES
 10 H - 19 H
 DIMANCHE 15 H
 35, RUE JACOB - 75006 PARIS
 TEL. 42 60 22 60

Galerie Katia Granoff
 recherche tableaux par
PIERRE LAPRADE
AMEDEE de la PATELLIERE
 92, Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris - Tél. : 42 65 24 41

GALE RUPERT GARCIA
 "New Work"
 24 nov. - 7 janv.
 18, place des Vosges 4^e
 Tél. : 42 77 16 77
 du mardi au samedi 14 h - 19 h

PROTÉE
 38, rue de Seine Paris 6^e
 Tél. : (1) 43 25 21 95
FICHET
 jusqu'au 8 décembre

GALERIE CHARDIN
 36, rue de Seine - 75006 PARIS - Tél. : (1) 43-26-89-38
JAMES F. MUELLER
 Jusqu'au 3 décembre

KAREL APPEL
 RÉTROSPECTIVE 1937-1988
 Peintures, Sculptures, Gouaches
PARIS ART CENTER
 36, rue Falguière - 75015 Paris
 Tél. : (1) 43.22.39.47
 Du Mardi au Samedi de 14 H à 19 H

SOTHEBY'S
 FOUNDED 1744
Haute Joaillerie
 St. Moritz
 Prépare ses
 prochaines ventes
 de Février 1989
 Clip, saphir et diamants,
 vendus à St-Moritz en février 1988
 66000 F.S. (270 000 E.S.)
 Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de cette
 vente pourront rencontrer nos spécialistes sur rendez-vous :
 Paris : 5 et 8 décembre
 Veuillez contacter : Sotheby's Paris,
 3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.66.40.60

GALERIE 172 Fg St-HONORÉ
 PARIS 8^e - Tél. : 42-89-13-07
PIERRE-FRANÇOIS GORSE
 Peintures - Aquarelles
 17 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE
 De 10 h à 18 h 30 sauf dimanche
 Le samedi jusqu'à 14 h
 172 Fg St-Honoré de France

atem
 36, rue Pierre-Curie
 93170 Bagnolet
ÉNUMÉRATIONS
 de Georges Aperghis
 du 24 novembre au 18 décembre
 Jeudi, vendredi, samedi, 21 h.
 Dimanche 17 heures
 Réservations : 43-04-71-18 et 3 FNAC

GALERIE COARD
 12, rue Jacques-Callot - 75006 PARIS - 48-26-99-78
PHILIPPE BONNET
 Jusqu'au 20 décembre

BERNHEIM - JEUNE
 83, fbg St Honoré 27 Av. Matignon
HUMBLOT
 Jusqu'au 22 décembre

Galerie Bernheim Jeune
Marcel, Andy, Joseph, Yves,
 c/o
Marianne & Pierre Nahon
 3 RUE PIERRE AU LAUD - PARIS - 48 04 34 40

Galerie Bernheim Jeune
Yves,
 Yves Klein
 c/o
Marianne & Pierre Nahon
 3 RUE PIERRE AU LAUD - PARIS - 48 04 34 40

THÉÂTRE

Un « Misanthrope » hongrois

Les instants où tout se perd

Dans l'espoir de stimuler l'intérêt de publics occidentaux gavés de spectacles qui « leur tendent un miroir », les responsables des festivals ou des tournées internationales, et les journalistes, profitent de l'ouverture à l'Est pour aller chercher des reflets inconnus, des émotions inédites.

La saison 1988-1989 est celle de l'URSS (1). 1989-1990 verra peut-être l'arrivée en force des Hongrois. Ils ont fait déjà un voyage de reconnaissance, présenté au Théâtre de l'Europe les Trois Sœurs et Caïus (le Monde du 2 mars), spectacles mémorables, productions du théâtre Katona, salle de trois cent cinquante places, où se retrouvent les responsables (voir plus haut) des diverses manifestations internationales et des journalistes. On pourrait se croire à la Schaubühne de Berlin, pour une première de Stein, Grüber, Bondy ou Bob Wilson...

D'une façon générale, à chaque fois qu'on se déplace hors des frontières, on se rend compte à quel point les échanges culturels entre les pays de l'Est, et non seulement Berlin mais les grandes villes d'Allemagne fédérale, sont plus développés qu'en France — ainsi pour ces Trois Sœurs de Hongrie, venues à Berlin avant Paris, en même temps qu'une autre production du Katona, un Pays du sourire très loin de Lehar, (le Monde du 11 décembre 1987). Le plus intéressant est paradoxalement d'amener les spectacles de l'autre Allemagne. Mais il est possible qu'enfin, après des années de diplomatie volontariste, le mur s'ouvre à l'occasion de prochaines rencontres théâtrales de Berlin...

Le Théâtre Katona, de l'avis unanime des Hongrois rencontrés à Budapest, est le plus vivant, le plus intéressant avec celui de Kaposwar, ville moyenne située à deux cents kilomètres de la capitale, où, dans une salle récemment réaménagée, travaille le jeune metteur en scène en pointe, Tamas Ascher — responsable de ces fameuses Trois Sœurs qui, porte-drapeau du nouveau théâtre hongrois, ont tourné dans presque toute l'Europe, et à Chicago. Si l'on veut prendre une référence française, le Théâtre de Kaposwar correspondrait à celui de Planchon quand il s'est installé à Villeurbanne et que toute la presse a commencé à prendre le train pour suivre ce qui s'y passait. Bien qu'il ait d'abord été la petite salle du Théâtre national, on pourrait comparer le Katona au Chaillot de Villar, tout au moins pour son esprit combatif.

L'importance du Théâtre

Le Katona (2) a pris son indépendance en 1982. Il a été confié aux « deux Gabor », Székely (directeur) et Zsambéki (directeur artistique). Deux hommes venus de province, et comme Tamas Ascher, — comme en France, les Bourdet, Lavaudant, Vincent, etc. — porté par le grand élan des années 70, qui ont décemment été d'une formidable richesse à l'Est comme à l'Ouest.

A l'Est comme à l'Ouest, la génération 70 s'est révoltée — et a pu le faire — contre des institutions qui avaient eu leur raison d'être après la guerre mais n'avaient pas évolué dans le sens de l'histoire. A Budapest, les « deux Gabor » ont été engagés en 1978 au Théâtre national — qui date du dix-neuvième siècle et dont la gloire vient du temps de l'Empire, lorsque jouer en hongrois était une affirmation d'indépendance et de liberté.

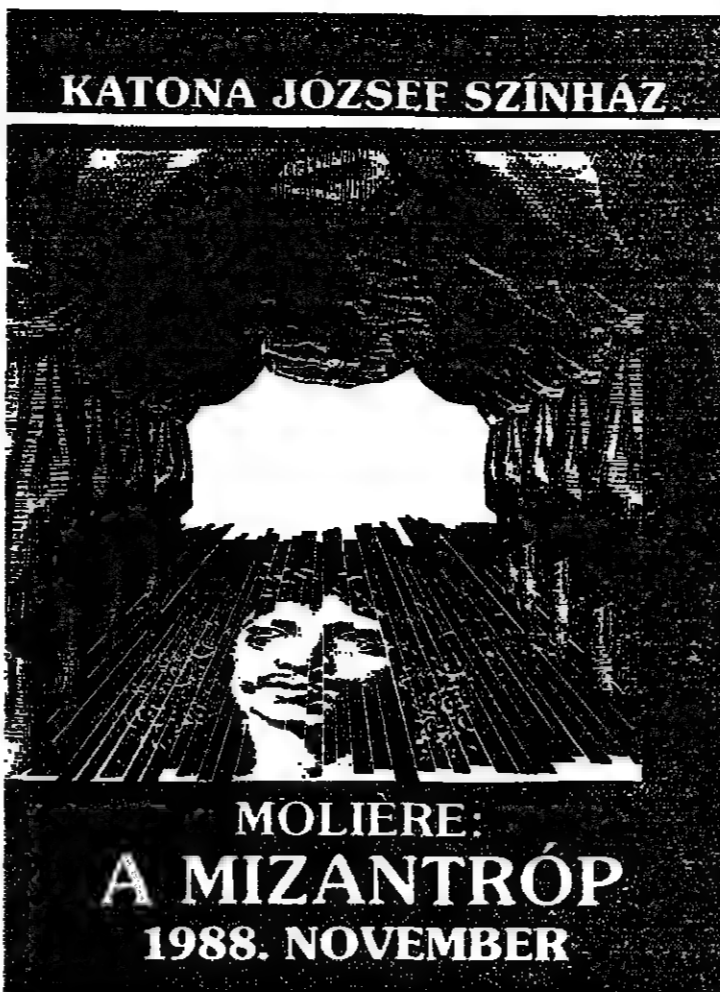
Les méthodes des deux Gabor et leur travail ont naturellement entraîné l'éternelle querelle des anciens et des modernes, ont provoqué de telles polémiques que les autorités ont préféré leur donner le Katona. En Hongrie les activités théâtrales, plus concentrées, moins diversifiées que chez nous,

prennent davantage d'importance dans la vie quotidienne, et politique.

Le Katona est un théâtre d'ouverture aux metteurs en scène des autres institutions, aux auteurs étrangers classiques et contemporains. On y joue Pinter, Albee, les russes, Jarry, Genet, et même Ionesco — le Roi se meurt — interdit jusqu'il y a deux ans, non pour ses écrits, mais pour ses déclarations violemment anti-soviétiques. C'est avec le Katona que traite souvent Jack Batho, directeur du Centre culturel français, quand les spectacles invités peuvent se contenter d'une petite salle.

L'effrayante distorsion des prix entre Est et Ouest n'est pas le moindre obstacle aux échanges culturels, la situation économique hongroise frisant le désastre. Contre le théâtre d'accueil en ordre de marche, Jacques Batho laisse les recettes. Il paie également la publicité. Là-bas, les sponsors français sont fort rares et aucune des troupes invitées, y compris parmi les plus riches, n'a jusqu'à présent proposé d'adapter ses prix. Mais à son arrivée, il y a deux ans, Jack Batho s'est aperçu que Budapest arborait environ deux mille francophones fanatiques dont il espérait augmenter le nombre.

« Actuellement, l'anglais grignote l'allemand, première langue traditionnelle, le russe étant la première langue obligatoire. Anglais et allemand sont à égalité, 40/40, et le français est le premier des 20 % restants. » Jack Batho a fait venir Elviro-Jouvei, qui comme partout a reçu un accueil triomphal. Encouragé, il a, dit-il, « fait le pari de présenter une pièce par mois, et pas forcément un classique. Pour l'instant le pari est tenu, sans problème ».



lesque féroce. Le vagabond, ici un jeune voyou gatroche, malingre et malin, dévoile en les découvrant les turpitudes habituelles dans la petite ville. Il profite de la lâcheté et de la corruption des notables, caricaturés, mais avec une terrible acuité, une méchanceté tranquille. C'est irrésistible. La seconde partie vire progressivement vers un noir désespoir poisseux, et le spectacle s'achève sur l'effacement physique d'un jeune homme BCBG, le vrai revizor: la société se contente de ses petites saletés, elle n'a que faire de la vérité.

« L'intellectuel déchiré »

Le Revizor date de décembre 1987 — le Katona est évidemment un théâtre de répertoire, avec une troupe permanente, — la création de cette année est le Misanthrope, dans la mise en scène de Gabor Székely (le Monde du 18 juin). Alceste est un intellectuel déchiré, qui, en une journée, joue son va-tout avec Célimène et dégringole d'échec en échec. Gabor Székely insiste sur l'unité de temps — il y a des jours comme ça où tout va mal, alors les passions s'exacerbent, les vérités habituellement voilées par les codes de politesse se crachent brutalement...

Alceste est-il un dangereux paranoïaque qui contamine son entourage? Avant de décider de la mise en scène, il faut, dit Gabor Székely, prendre une décision. Soit Alceste théorise sa philosophie sans pour autant en suivre à la lettre les principes, c'est-à-dire qu'il est entraîné par ses paroles plus loin qu'il ne le voudrait. Soit, ce que je pense, ses paroles expriment plus ou moins adroitement la souffrance éprouvée à chaque instant de sa vie. Pour lui,

c'est simple, profond, L'amour envahit son existence entière. Ce n'est pas le cas pour Célimène. Alceste est absolu, en amitié comme en amour. C'est Eliante qui le connaît mieux. Elle connaît, elle aime la qualité qui le rend différent, l'empêche d'être heureux. Elle n'est pas une petite jeune fille bien élevée. Elle est une enfant qui, d'un coup, comprend tout, devient adulte. Dans cette seule journée, elle en apprend plus sur l'amour que n'importe quelle mère de famille pendant toute une vie.

« Quant aux petits Marquis et à Oronte, ils naviguent autour du pouvoir, et sont dangereux. A partir de là, on ne pouvait pas se contenter de les traiter en ridicules. La pièce porte les soucis de Molière, ses difficultés amoureuses avec Armande Béjart, son inquiétude à propos des faveurs précieuses du roi, du débat autour de Tartuffe... »

Gabor Székely dit que Molière s'est dépeint dans Alceste. Son entourage pense qu'il a beaucoup mis de lui dans son spectacle. On le dit rigoureux, et même rigoureux, absolu quand il s'agit de son travail, déchiré par les contradictions de la société dans laquelle il vit, partagé entre la nécessité de consolider la vie culturelle hongroise et le désir d'abattre les barrières du nationalisme. Par exemple, il refuse de parler de la Roumanie. « Ce qui se passe là-bas, en particulier avec les minorités hongroises qui demandent l'asile politique, est à la mode, et bien pratique pour stimuler le patriotisme en un moment où la situation se dégrade... »

Le Misanthrope de Gabor Székely est rude, amer, sans fanfreluches. Les costumes des hommes évoquent un dix-huitième siècle austère, les femmes portent quelques dentelles, mais les robes ont des formes simplifiées. Les anachronismes sont bien entendus délégués. Ils sont rendus possibles par une traduction en vers, mais dans un langage moderne qui permet aux comédiens un jeu très physique, des étreintes, des comportements désinvoltes qu'on n'imagine pas dans le corset des rubans, des perruques, et d'un langage archaïque.

L'action se passe toujours dans le salon de Célimène, femme volontaire mais vulnérable, gourmande de plaisirs, interprétée par la superbe comédienne qui jouait Macha dans les Trois Sœurs. Un salon poussiéreux, tout les boiseries s'écroulent — Célimène n'est pas une femme d'intérieur — dit le metteur en scène. On apporte les chaises dont on a besoin, et il est fermé par un mur de portes vitrées — astuce de décorateur pour agrandir le plateau trop petit. Au long des actes, le mur de portes vitrées s'éloigne vers le fond, l'espace s'étend, se vide, devient de plus en plus abstrait, isole et enferme Alceste, devient le désert où il veut fuir, en cet instant où il se rend compte que tout lui échappe, l'amour, l'amitié... Cet instant où il prend conscience de la solitude dans laquelle il s'est enfoncé, lui qui voulait faire entendre la vérité autour de lui, et que personne n'a écouté.

Il semble bien que le désespoir de cette fin soit habituel, sur scène. Comme si rien jamais ne devait changer, sinon en pire. Comme à la dire autre chose relevant de la malhonnêteté intellectuelle. Plusieurs années d'ouverture sont sans doute nécessaires pour faire oublier l'enfermement. Et à condition de ne pas être obsédé par le sort de la Pologne, qui semble tenir le rôle de l'épouvantail pour les artistes hongrois rencontrés à Budapest.

COLETTE GODARD.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) Le Débat, n° 39, mars-mai 1986.
(2) On s'intéressa par exemple, à Paris, au colloque franco-autrichien, sur « Les nationalités de l'Autriche-Hongrie et la paix de 1918-1919 », qui se tint le jeudi 1^{er} décembre à l'Institut autrichien (30, bd. des Invalides, 75007 Paris) et le vendredi 2 décembre à l'INALCO (2, rue de Lille, 75007 Paris). A ceci près qu'aucun Hongrois ne semble devoir y intervenir.

Les rues de Budapest



Autruche ou grue ?

DEPUIS le début de l'année, les Hongrois peuvent disposer librement d'un passeport, de leur passeport, et donc, en théorie, c'est-à-dire s'ils ont les devises nécessaires, sortir du pays et y rentrer librement. Sur le fond de double langage, de double économie, de double ou triple vision, de quadruple ou quintuple pensée qu'évoquait joliment en 1986 Hans Magnus Enzensberger dans le Débat (1), sous le titre « L'imbricologie hongroise », ce surcroît de liberté, qui passe pour être la liberté fondamentale, fait décidément du pays une contrée à part. Comme cela part dans tous les sens et qu'il serait déraisonnable de vouloir se faire une idée simple, serait-elle passagère, on n'a guère le choix qu'entre la poltrone du tourisme béat, dits politique de l'autruche, et la recherche des vérités éternelles que l'histoire a bien dû ingurgiter (2), ou de rechercher dans les marques de la pierre, dans l'architecture et son traitement, l'éternité bonne ou mauvaise que la Hongrie se donne comme visage.

A force de faire le pied de grue, si l'on nous permet l'expression, tout à la fois devant les magasins et devant l'espoir vain d'un retour soviétique, les pays de l'Est ont eu des réactions contractées devant ce présent dont ils ne pouvaient choisir la signification. Ainsi, les regards du « bloc

occidental » se sont depuis un ou deux ans tournés, étonnés, vers le dénominateur d'un Ceausescu qui, en Roumanie, détruit les quartiers historiques de Bucarest pour s'ériger le plus lamentable des architectes post-staliniens, ou déplace les villages, et notamment les populations hongroises, pour se donner sans doute le sentiment de l'action. C'est tout aussi étonné qu'ils ont découvert le foisonnement hongrois, quand ils en étaient restés aux tragiques images de 1956.

Dans le foisonnement hongrois, il y a les caricatures de l'imbricologie, qui se traduisent à la frontière autrichienne par les innombrables voitures chargées de machines, de moteurs, de confort que sont allés chercher les « nouveaux riches » hongrois, en partie faite de pouvoir réinvestir sérieusement dans leur propre pays. Ou par les rues piétonnes aussi naises et savoureuses qu'à Paris et Montmartre. On y trouve abondance de fast-foods, mais aussi d'innombrables librairies où les livres les plus respectables sont vendus à des prix de poche, car les livres sont ici au prix que suppose un accès facile à la culture hongroise. Et aussi, heureusement, à la culture allemande (de l'Est).

L'intérêt pour la culture, qu'il s'agisse d'histoire, de musique, de

peinture ou bien d'architecture, est en effet patent, même s'il est partagé entre une vision nationaliste, sans doute un peu réductrice par rapport à la réalité du pays, et l'ouverture traditionnelle des intellectuels aux cultures étrangères. La Galerie nationale, dans le Palais royal de Buda (l'une des trois villes à l'origine de Budapest avec Obuda et Pest, ou pour être plus simple, l'équivalent de notre rive gauche métrée de Montmartre), a été ainsi renouvée et aménagée à grands frais avec tout le confort moderne, pour abriter de remarquables collections hongroises, qui n'ont toutefois pas l'extraordinaire richesse internationale du Musée des beaux-arts, resté, lui, dans la jus et la lumière des années de sa création, autour de 1900. Cet archétype de musée des beaux-arts pétrifié dans la manière grise et classique du XIX^e siècle, est toutefois un ravissement pour les archéologues de la muséographie (catégorie de sportifs qui se rencontrent principalement aux Etats-Unis et en France).

L'art contemporain a aussi sa place. Il peut même la trouver au Palais des expositions, l'équivalent du Grand Palais, en face du Musée des beaux-arts, et autre exemple aussi parfait du style du même nom. C'est ainsi qu'à l'automne dernier l'Institut français de Hongrie a pu y

présenter sous le titre « Médias d'artistes » un parcours efficace à travers les méandres de la création française. La forte présence de la vidéo ne riant pas, faute de moyens en Hongrie, de faire beaucoup d'émules, c'est évidemment sur les vertus d'un dialogue interculturel que repose le pari de l'Institut français et de son directeur, Jack Batho. Mais soutenu d'ailleurs, comme beaucoup de conseillers culturels français ou de directeurs d'Institut, par un ministère de tutelle, les affaires étrangères, qui continue de préférer voir dans nos ambassadeurs en titre les défenseurs de notre langue et de notre culture. Or on voit bien, à Budapest, quel rayonnement, quelle force pourrait avoir un Institut qui à l'ingéniosité de sa direction ajouterait de véritables moyens.

مكتبة من الأصيل

Vertical text on the left margin from other pages, including 'ntail', 'nte italien', 'atom', 'ENLUMINATION', 'PE BONNE', 'BLOT', and 'Yves'.

LICAD 239

كندا من الأصل

THEATRE

ARTS ET SPECTACLES

24 Le Monde Jeudi 1er décembre 1988

EXPOSITIONS

Sélection du mois de la photo

BRASSAL « Paris le jour, Paris la nuit... Musée Carnavalet... SPLENDEURS ET MISÈRES DU CORPS... DESTINATION L'ORIENT... HELMUT NEWTON... CAROL MARC LAVRELLIER... CRÉATEURS DE MODE... GEORGES ROUSSE... ARNO MINKINEN... JOHNSTON... JORUM DU REPORTAGE... CONTACT GAMMA... S.P.A. SYGMA... GEORGES ROUSSE... E.J. BELLIQ... BLACK PHOTOGRAPHY IN AMERICA... LUCIEN HERVE... Centre Georges Pompidou... ALVAR AALTO... CHATEAUX BORDEAUX... COMITÉ COLBERT... FORUM DU REPORTAGE... GEORGES PERROS... RAPHO... SITE ET SABLE... WORLD PRESS PHOTO... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Palais du Louvre

position dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier. ALAIN FLEIG. Grande Halle de la Ville de Paris... LES GRANDES BAIGNOISES DE PICASSO... RAOUL GUERIN... GÉANTS, HOMMES ET VILLES DU NORD... LUCIEN HERVE... IONESCO ET MERVEILLEUX... VIVA DI ROSA... SPLENDEURS ET MISÈRES DU CORPS... ALICE SPRINGS... Grand Palais... MAC 2000... NOI ET LES AUTRES... P. JACQUES-HENRI LARTIGUE... SEICENTO... Cité des sciences et de l'industrie... MUSÉE D'ORSAY... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

LA CHINE AU TALENT

Des artistes contemporains font revivre le Grand Canal... NATURES MORTES... AURELLE NEMOURS... MAX NEUMANN... ROSSA THOMAS... GEORGES NOEL... MARCEL ODENBACH... JOAN PALLA... CLAUDE PARENT... LUC PIERRE... A.-R. PENCK... PERGET... CARMELO DE LA PINTA... JEAN-LUC POIVRET... SIGMAR POLKE... REBECCA FEMME D'ANTAN... SCULPTURES... GUY RESSE... RIBERZAN... JEAN BIGAUD... ROMATHIER... GEORGES ROUSSE... CHARLES ROUSSELIN... FIS... SAVIGNAC... MICHEL SCARPA... SCULPTURES ANGLAIS DU XIX SIECLE... SAUNDERS... PATRICK WOLFF... LIBENSKY-BRYCHTOVA... LUTZ... MAGRITTE... MARCEL ANDY JOSEPH... MARCEL DUCHAMP... LUIS MARSANS... ALPINE MARCOT... MAITRES ANCIENS ET MODERNES... MICHAUX... MINIMAL ET CONCEPTUEL... MAURICE MONCIATI... OLIVIER MOSSET... MARTIN MULLER REINHART... JUAN MUÑOZ... MYTHOLOGIE DU SURREALISME

CONCEPT ET IMAGINATION

Photographique du Stedelijk Museum Amsterdam... DE DURER A BASELITZ... BRUNO EHRS... FASTES ET DEVACTIONS... HONIS GEOFFROY-DECHAUME... LITE MILLER... JOSEF GUINOVART... DENIS BOURGEOIS... IRWIN... LIRE LE JAPON... MOIS DE LA PHOTO... MOUNIC BRAUN... HELLART NEWTON... SIGVARD OLSSON... LES REALITES DES IMAGES... LE REVE INTERROMPU DE MIRO... SWISS LIFE... AIME VENEL... GALERIES

PERIPHERIE

AULNAY-SOUS-BOIS... BAGUEUX... BEVRES... BOULOGNE-BELLE ANCOURT... BRYSUR-MARNE... CLAMART... CORBEIL-ESSONNES... DION... DOUAL... JOIGNY... LANNION... LYON... MARSEILLE... NANTES... NEMOURS... NICE... NIVERNY... ORLÈANS... OSMONVILLE... PANTIN... PARIS... PÉZENAS... PLYMOUTH... REIMS... ROCHFORT... SAINT-DENIS... SAINT-GERMAIN... SAINT-LOUIS... SAINT-MARTIN... SAINT-PIERRE... SAINT-VALENTIN... SARTROUVILLE... SÈVRES... SOISSONS... STRASBOURG... TROUVILLE... VINCENNES... VITRY-SUR-SEINE

En province

AMIENS... ANGERS... ANTOING... APT... AUBERGERIE... BELFORT... BOURGEOIS... CHARTRES... CHOLET... DAULOU... DIJON... DOUAL... JOIGNY... LANNION... LYON... MARSEILLE... NANTES... NEMOURS... NICE... NIVERNY... ORLÈANS... OSMONVILLE... PANTIN... PARIS... PÉZENAS... PLYMOUTH... REIMS... ROCHFORT... SAINT-DENIS... SAINT-GERMAIN... SAINT-LOUIS... SAINT-MARTIN... SAINT-PIERRE... SAINT-VALENTIN... SARTROUVILLE... SÈVRES... SOISSONS... STRASBOURG... TROUVILLE... VINCENNES... VITRY-SUR-SEINE

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. de mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h. ALVAR AALTO... CHATEAUX BORDEAUX... COMITÉ COLBERT... FORUM DU REPORTAGE... GEORGES PERROS... RAPHO... SITE ET SABLE... WORLD PRESS PHOTO... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Musées

1918 - L'ANNÉE DE L'ARMISTICE... PAUL ABADIE... LES ANNEES U.A.M... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centres culturels

ALVAR AALTO... MAGRITTE... MARCEL ANDY JOSEPH... MARCEL DUCHAMP... LUIS MARSANS... ALPINE MARCOT... MAITRES ANCIENS ET MODERNES... MICHAUX... MINIMAL ET CONCEPTUEL... MAURICE MONCIATI... OLIVIER MOSSET... MARTIN MULLER REINHART... JUAN MUÑOZ... MYTHOLOGIE DU SURREALISME

THEATRE DE GENNEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centre Georges Pompidou... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centre Georges Pompidou... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centre Georges Pompidou... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centre Georges Pompidou... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centre Georges Pompidou... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

Centre Georges Pompidou... Musée d'Orsay... CAMEROUN, ART ET ARCHITECTURE... LES CHAMPS-ÉLYSÉES ET LEUR QUARTIER... LES CITÉS OUBLIÉES... D'AXOUM A GONDAR... DES GRANDS CHANTIERS... PHOTOGRAPHIES... L'ENFANT ET L'IMAGE... SIECLE... RUES ET CANAUX DE VENISE... LES ALBUMS PUBLIÉS PAR ONGANIA... THEATRE DE GENNEVILLIERS... DIRECTION BERNARD SOBEL... de neige fondre... Dostoevski

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

EXISTE EN TROIS TAILLES. Le Grand Edgar (43-20-90-99) (dim. 20 h 15) ; sam. 18 h 30.
LES CHANTS D'ELLE NE S'ÉTEIGNENT JAMAIS. Au Boc fin (43-56-29-55), mar., lun., mar. à 22 h (30).

LES SPECTACLES EN COURS
CINO DIAMANTS (43-80-51-31). Orange : 20 h 45, dim. 15 h 30.
CIRQUE D'HYVER (48-78-75-00). Amérix : 14 h et 17 h 30, sam. dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, dim. 21 h.

LES SPECTACLES EN COURS (suite)
CIRQUE D'HYVER (48-78-75-00). Amérix : 14 h et 17 h 30, sam. dim. 14 h et 17 h 30, ven., mar. 20 h 30, dim. 21 h.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-80-93-69). Grand Théâtre. Passion Mariamettes géantes : 20 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Foies : 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-72-11). Une femme sans histoire : 21 h, sam. 16 h, dim. 15 h 30.

LES SPECTACLES EN COURS (suite)
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Foies : 21 h, sam. 19 h, dim. 15 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-72-11). Une femme sans histoire : 21 h, sam. 16 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30, dim. 15 h 30.

LES SPECTACLES EN COURS (suite)
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30, dim. 15 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE AUDITORIUM (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.

LES SPECTACLES EN COURS (suite)
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE AUDITORIUM (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.

LES SPECTACLES EN COURS (suite)
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE AUDITORIUM (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.

LES SPECTACLES EN COURS (suite)
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE AUDITORIUM (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.
COMÉDIE FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu : 14 h, sam., mar. 20 h 30.

ATHENEE LOUIS JOUVET
jusqu'au 10 décembre
lecture-feuilleton en 17 épisodes par
JEAN-MARIE VILLEGIER
Le Drame de la Vie
RETIF DE LA BRETONNE

En raison de l'arrêt de la ligne A du RER.
LE THEATRE DE NANTERRE-AMANDIERS
Invite ses spectateurs à emprunter la ligne SNCF Saint-Lazare-Nanterre-Université

HISTOIRE DU SOLDAT de C.F. RAMUZ et I. STRAVINSKY
Mise en scène : Jean-Claude Penchenat
Direction musicale : Renaud François
Reprise pour dix représentations exceptionnelles du 3 au 14 février 1989
au THEATRE DU CAMPAGNOL

THEATRE 14
Fiction d'un "camp" fantasmagoriquement situé entre filin et bordel. La fin justifie-t-elle les moyens ?

LE CAMP
Fiction d'un "camp" fantasmagoriquement situé entre filin et bordel. La fin justifie-t-elle les moyens ?
REPRISE POUR 50 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
AUBERVILLIERS GROUPE TSE

L'OISEAU BLEU
Maurice MAETERLINCK
Mise en scène ALFREDO ARTAS
UN DELIRE MAGIQUE • UN CONTE TISSE DE NAVETTE ET D'HUMOUR • UN EXPLOIT • UN ENCHANTEMENT, UN OPERA FASTUEUX • UN SPECTACLE SOMPTUEUX • UNE FERIE VRAIMENT LA PRESSE
THEATRE DE LA COMMUNE
Location : 48346767 • FNAC

THEATRE MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE
NOUVEAU THEATRE MOUFFETARD
LE PRINCE DE HAMBOURG
de Heinrich von Kleist
mise en scène : Jacques MAUCLAIR

LES CAFES-THÉÂTRES
AU BEC FIN (42-96-29-35). Les Kinkas : 20 h 30, dim. 15 h 30.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle A. Arca : MC 2 : 20 h 15, Rel. dim. Les Épis : 20 h 30, Rel. dim. Les Vents Violent : 22 h 30, Rel. dim. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15, Rel. dim. Bernadette, calmo-tai ! : 21 h 30, Rel. dim.

DECEMBRE
JEAN-CLAUDE FALL
PAR LES VILLAGES
29 novembre - 31 décembre
THEATRE DE LA BASTILLE
IOURI ERIMOV
LA SALLE N° 6
2 au 18 décembre
MC 93 BOBIGNY
ANATOLI VASSILIEV
CERCEAU
6 au 22 décembre
MC 93 BOBIGNY
SUSANNE LINKE
16 au 18 décembre
THEATRE DE LA VILLE
MERCÉ CUNNINGHAM
20 au 29 décembre
THEATRE DE LA VILLE
42 96 96 94



CINEMA

MAURICE FALIAU Club Gannont (Publicité Média) 9 (43-93-197) A nos amours, sam. 17 h 30, 19 h 45, dim. 17 h 30, 22 h 15; Loulou, sam. 22 h, dim. 19 h 45. Pl. : 50 F, pour deux places.

MY BEAUTIFUL LAURETTE (Brit. v.o.) : Clocches, 9 (46-33-10-82) mer., ven., sam., lun. 19 h 30. NOSTALGIA (Fr.-It. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mar. 21 h 50, mar. 16 h.

MUSIQUE

Les concerts ALPHA DU LION. Caroline Zaidine, 23 h, jeu. Soprano, T. Kotepanos (piano). CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). André Cohen, 20 h 30, lun. Répertoire de piano. Œuvres de Satie, Kagel, Alkan, Cage.

Orchestre Colonne, 20 h 30, mar. Dir. Philippe Entencourn. J. Rollet. Œuvres de Mozart, Liszt, Beethoven, Rachmaninov. Orchestre national de France, 20 heures, sam. lun. Dir. Sir Neville Marriner, M. Marshall, D. Fischer-Dieskau, M. Ljovkovic - Così fan tutte - de Mozart.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). Arthur H. Jusqu'au 31 décembre 21 h mer., jeu., ven., sam., mar. Piano, chant, B. Scott (cts). LE VILLAGE (43-26-80-19) Philippe Petit, Stéphane Persiani, 22 h mer. Piano, ctb. Stéphane Paudras, 22 h dim. Piano, Guillaume Peite, 22 h jeudi. Piano, chant, Olivier Giraudot, Bibi Revere, Jusqu'au 7 décembre. 22 h mardi, guit., ctb. Trio Christiane Canavise, 22 h jeu., ven., sam. W. Leconte (piano), J.-P. Robillard (ctb).

LES GRANDES REPRIS AGUIERRE, LA COÛLERE DE DIEU (All. v.o.) : Accotons (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86). LES AMANTS DU CAPROVERNE (A. v.o.) : Action Christiane, 9 (43-28-11-20); Les Trois Balms, 9 (45-61-10-60).

Les séances spéciales

AMADEUS (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-83) mar. 19 h 30, dim. 17 h, lun. 14 h. AMARCORD (It. v.o.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mar. 18 h 45, ven. 16 h 30, mar. 21 h.

Les grandes reprises

AGUIERRE, LA COÛLERE DE DIEU (All. v.o.) : Accotons (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86). LES AMANTS DU CAPROVERNE (A. v.o.) : Action Christiane, 9 (43-28-11-20); Les Trois Balms, 9 (45-61-10-60).

Les concerts

Orchestre Colonne, 20 h 30, mar. Dir. Philippe Entencourn. J. Rollet. Œuvres de Mozart, Liszt, Beethoven, Rachmaninov. Orchestre national de France, 20 heures, sam. lun. Dir. Sir Neville Marriner, M. Marshall, D. Fischer-Dieskau, M. Ljovkovic - Così fan tutte - de Mozart.

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). Réve de Vienne, 14 h 30, mer. jeu., ven., sam. dim. mar. 18 heures, dim. 20 h 30, sam. Opérette viennoise, ex deux actes, de Francis Lopez. Avec Maithe Altéry, Tony Cassa (chœur), F. Lissel, J. Andrieu, A. Boulton, M. Myron, Chor. Martine Bozzoni avec les ballets usages et classiques et le Grand Orchestre de l'Eldorado. Dir. Guy Metz.

Jazz

ALPHA DU LION (42-39-23-38). Duo S. Kessler, Hervé Bourde, 18 h dim. Clav., sax., flûte. ARIACO (45-35-43-10). Virginia Montreuil, 22 h mer., jeu., ven., sam., dim. mar. 18 heures, dim. 20 h 30, sam. Opérette viennoise, ex deux actes, de Francis Lopez. Avec Maithe Altéry, Tony Cassa (chœur), F. Lissel, J. Andrieu, A. Boulton, M. Myron, Chor. Martine Bozzoni avec les ballets usages et classiques et le Grand Orchestre de l'Eldorado. Dir. Guy Metz.

Rock

CACTUS BLEU (43-38-30-20). Paul Brestin, 23 h mer., jeu., ven., sam. Rock. Dixie Stompers, 23 h ven. CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-80-19) Philippe Petit, Stéphane Persiani, 22 h mer. Piano, ctb. Stéphane Paudras, 22 h dim. Piano, Guillaume Peite, 22 h jeudi. Piano, chant, Olivier Giraudot, Bibi Revere, Jusqu'au 7 décembre. 22 h mardi, guit., ctb. Trio Christiane Canavise, 22 h jeu., ven., sam. W. Leconte (piano), J.-P. Robillard (ctb).

VENDEDI 2 DÉCEMBRE (De 12 h à 19 h) SAMEDI 3 et DIMANCHE 4 (De 10 h à 19 h) Exposition internationale MINÉRAUX FOSSILES PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX VENTE - ÉCHANGE HOTEL PULLMAN St-JACQUES 17, 18 et 19, rue de Valenciennes Paris-14^e - M^o Saint-Jacques

V.O. : CLUNY PALACE - ÉLYSÉES LINCOLN - LES PARNASSIENS - FORUM ORIENT-EXPRESS LASA FILMS Vols d'été سرفات صيفية un film de Yousry NASRALLAH une production de Marianne NIKRY et Youssif CHIBINE

V.O. : PATHÉ MARGAIN-CONCOURS - 7 PARNASSIENS SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS - FORUM HORIZON V.F. : GEORGE-V - PATHÉ MONTPARNAISSE - PATHÉ IMPÉRIAL Dear America, LETTRES DE VIETNAM

كذا من الأصل

Enquête

هكذا من الأصل

Une grande bibliothèque informatisée

La « TGB »

(Suite de la première page.)
Il faut d'abord résoudre le sort de la Bibliothèque nationale dont les trésors seront le cœur de la future TGB. Faut-il laisser ces derniers rue de Richelieu ou vider complètement le quadrilatère surbondé ?
Les Anglais (voir encadré) ont choisi le grand départ. Une opération logique mais excessivement coûteuse. En France, il faudrait

déménager 12 millions de livres, 15 millions d'estampes et de photos, 2 millions de partitions musicales, 800 000 monnaies et médailles, plus de 1 million de documents sonores, 650 000 cartes et plans, 350 000 manuscrits et 30 kilomètres de rayonnages bourrés de périodiques. Puis trouver une utilisation pour les bâtiments ainsi libérés. On ne peut abandonner à

son sort l'immense salle de lecture conçue par Labrousse.
La solution retenue sera sans doute celle du déménagement partiel. Mais comment opérer ? Verticalement : un ou plusieurs départements sont évacués dans leur totalité ? Ou horizontalement : tous les documents entrés après une date donnée sont expédiés ailleurs ? On peut aussi imaginer que ce transport partiel des

collections n'affecte qu'une fraction des imprimés qui, à eux seuls, occupent 300 kilomètres de rayonnages rue de Richelieu.
Seuls les livres entrés après 1945, par exemple, prendraient le chemin de la nouvelle bibliothèque. La Nationale conserverait ainsi une activité réelle. Ce qui n'aurait pas sans compliquer la vie des lecteurs, obligés dans bien des cas de fréquenter alternativement

les deux sites pour mener leurs recherches. Cela implique aussi que la TGB soit implantée dans Paris même ou dans sa proche périphérie.
Plusieurs adresses ont été prospectées, en sachant que 40 000 à 50 000 m² sont nécessaires au nouveau bâtiment. C'est un minimum, puisqu'il faut prévoir la croissance d'une telle bibliothèque sur plus d'un demi-siècle. On a évoqué la quatrième travée de la Cité des sciences à la Villette, toujours vide. Mais l'architecture est trop contraignante, et l'espace mesuré : à peine l'équivalent du Centre Pompidou !
On a envisagé de récupérer une partie de la grande Arche de la Défense à laquelle on aurait adossé quelques terrains annexes ; puis les ateliers de l'Opéra dans le dix-septième arrondissement et les franges de l'héliport de Paris. L'hôpital Saint-Louis et la fort de Vincennes ont été examinés à la loupe, ainsi que l'ancienne usine SEITA à Pantin.

merci. L'architecte Roland Castro y voit l'occasion de redonner un peu de lustre à une banlieue particulièrement malmenée. L'environnement, troué de friches industrielles, est en miettes ; deux autoroutes et un échangeur surplombent le site ; la station du RER la plus proche est à 1 kilomètre ; celle du métro, « Porte de Paris », n'est qu'à 400 mètres, encore faut-il pouvoir franchir l'autoroute.
En dépit de ces handicaps, les élus locaux sont confiants. La TGB s'installera chez eux. Ils ont pourtant un concurrent redoutable : la Ville de Paris, qui propose elle aussi un terrain : 15 hectares le long de la Seine sur la rive gauche, face au parc de Bercy, à l'emplacement de l'actuelle gare de Tolbiac. Un seul inconvénient : l'espace est fâcheusement enclavé par les voies de chemins de fer qui desservent la gare d'Austerlitz. L'architecte Jean-Paul Vignier résoud ce problème en déplaçant la tête de ligne sur le boulevard Masséna, ce qui ne semble pas plaire à la SNCF.

Les habits neufs de la British Library

LONDRES
de notre correspondant

UNE silhouette de béton et de brique rouge, plutôt aplatie et massive, apparaît désormais aux côtés des tourelles et des clochets néogothiques pointés vers le ciel de la gare de Saint-Pancras, dans le nord de Londres. Les nouveaux bâtiments de la British Library, une institution comparable à notre Bibliothèque nationale, sont presque entièrement sortis des 5 hectares de terrain rachetés aux chemins de fer, et les aménagements intérieurs ont commencé. Le département des livres anciens et de la musique devrait être le premier à s'installer, en 1991, et les salles de lecture devraient être ouvertes en 1993.
Le prince de Galles avait posé la première pierre en 1982. Il vient d'en jeter une autre, cette fois-ci dans la mare. Dans un documentaire qu'il a écrit lui-même pour la BBC, et qui a été diffusé le 28 octobre, l'héritier du trône prend le public à partie : « Regardez la nouvelle British Library. A quoi reconnaît-on que c'est une bibliothèque ? On n'y trouve pas le caractère qu'on attend d'un grand bâtiment public. Et sa salle de lecture ? Elle paraît plutôt destinée à abriter les cours d'une école de la police secrète... »
Un conservateur, qui nous fait visiter la salle incriminée, conteste la comparaison établie par le prince Charles entre celle-ci et celle qu'elle va remplacer (« dont même Karl Marx, lorsqu'il y travaillait, admettait qu'elle faisait honneur à la société capitaliste dont il comptait en cet endroit la perte »). Les dimen-

sions sont moins imposantes et le décor moins solennel, mais il ne s'agit en réalité que d'une des deux salles de lecture déjà construites (offrant au total six cent trente-huit places assises), et une autre, de plus grande taille, est prévue. « Le prince de Galles a voulu dire qu'il n'aimait pas beaucoup ce genre d'architecture », conclut notre interlocuteur avec un sens très britannique de la litote. Lui-même ne se hasarde pas à formuler un avis...

Quatre énormes salles en sous-sol

L'architecte, M. Colin Saint John Wilson, a voulu frapper les imaginations, non par les salles de lecture. Il est vrai banales et manquant singulièrement de fenêtres, mais par une entrée pharaonique, qui fera une large place au marbre. L'idée est de permettre au nouveau venu d'avoir immédiatement une vision d'ensemble du plan de l'édifice : d'un côté la section scientifique, de l'autre les livres. La plus grande mercuriale, comme c'est souvent le cas avec les bibliothèques, est invisible : ce sont les quatre énormes salles en sous-sol, creusées dans l'argile, qui vont abriter quelque seize millions de livres. Ceux-ci sont actuellement dispersés entre une quinzaine de sites à travers Londres.
Pour les six cent cinquante employés de la bibliothèque, le changement va être considérable. Les lecteurs formulèrent en effet leur demande par l'intermédiaire d'un ordinateur central. Les livres seront acheminés de façon entièrement mécanique dans des réceptacles

portant un code informatique indiquant leur destination. La seule manipulation aura donc lieu au départ et à l'arrivée. Vingt-cinq mille mouvements sont prévus chaque jour et le délai d'attente de vingt minutes, s'il est respecté, pourra faire rêver le lecteur de la « nationale » française.
Les contraintes initiales étaient considérables. Il fallait avant tout prévoir des locaux capables de stocker une masse énorme de documents à la température constante de 17 degrés, avec un taux d'humidité de 50 %, à la distance la plus courte possible des salles de consultation. Il fallait encore que les bâtiments ne dépassent pas la gare Saint-Pancras et ne jurent pas trop avec son style néogothique.

Des prouesses techniques ont été nécessaires pour éviter un tel volume en sous-sol sans endommager les constructions voisines. Le béton sera largement recouvert de briques rouges identiques à celles de Saint-Pancras, et d'ardoises traditionnelles. Peut-être y avait-il trop de paramètres contradictoires à respecter pour que l'ensemble ait ce « caractère » réclamé par le prince Charles ?
Une polémique de plus risque de surgir à propos du coût. Les travaux ont entraîné en longueur parce qu'il fallait réajuster dès que les sommes annuelles allouées par le Trésor allaient être épuisées. L'inflation prenait le relais. Avec 300 millions de livres (environ 3,2 milliards de francs), la dernière estimation en date, il s'agit en tout cas du plus important chantier civil de l'Etat.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Les chances de Tolbiac

Les villes nouvelles, Saint-Quentin-en-Yvelines et Marne-la-Vallée, se sont mises sur les rangs. La caserne Duplex, près du Champ-de-Mars, tente toujours l'Élysée, mais les possibilités d'étendre les bâtiments de la bibliothèque sont limitées, et la Ville de Paris voudrait louer le terrain. Le quasi Branly a la faveur du ministère de la culture. Hélas les affaires étrangères doivent y implanter un centre de conférences international. Tous ces espaces ont le défaut d'être trop exigu.
La municipalité de Saint-Denis, en revanche, offre 20 hectares en bordure du canal. Un terrain quasi vierge, modelable à

LE JOURNAL DES ÉLECTIONS

ÉTATS-UNIS
LA PAIX
DE CHANGEMENT

N°5

ISRAËL
LA MONTEE
DES ENCHÈRES

avec
David Sternhell
Ariel Ginzberg
Dominique Moïse
Sergio Sella
Rafael Shiloni
Elihu
Alan Dershowitz

EN VENTE
EN
NOSQUE

100 pages
120 F

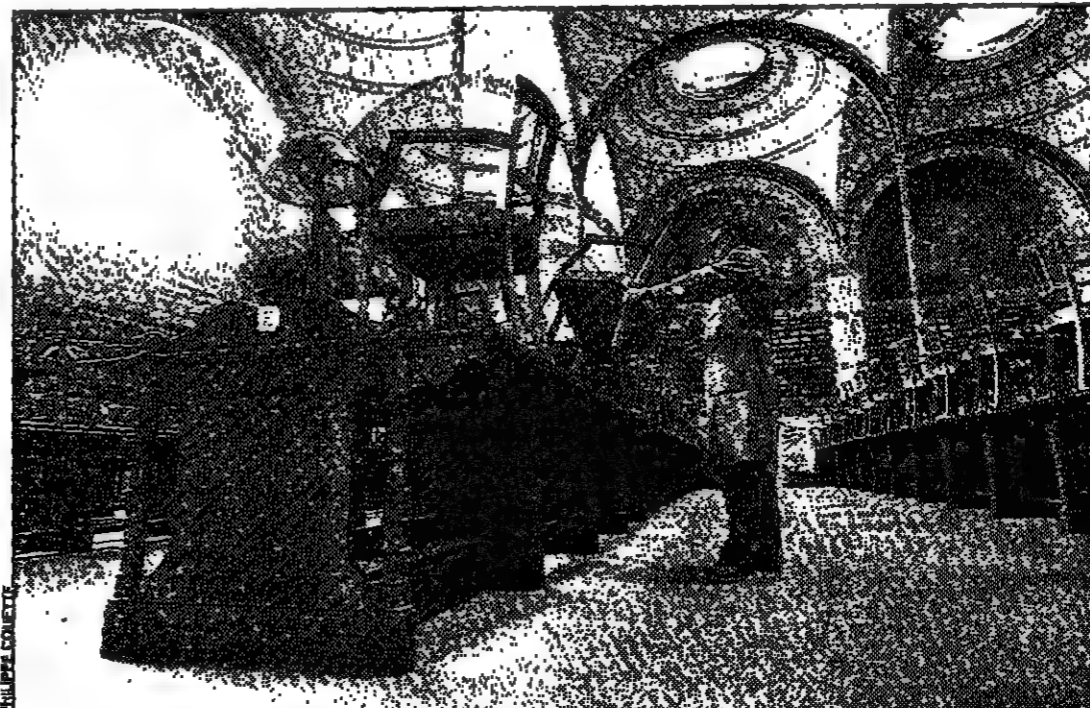
LES ÉDITIONS DE LA LIBRAIRIE

Bouchard Père & Fils

92 hectares (dont 71 de Prémiers crus et Grands crus

en Château
21200 Beaune
Tel. (33) 22.14.41
Telex Number 301 801 P

Doc. LM sur demande.



La grande salle de la « BN ».

TROISIÈME VOLUME DE LA COLLECTION « MANIÈRE DE VOIR »

AFFAIRISME INFORMATION ET CULTURE DE MASSE

Les grandes manœuvres dans l'audiovisuel et la rapide évolution des nouvelles technologies bouleversent complètement le champ de la communication. Quels groupes géants contrôlent un nombre de plus en plus important de médias. Que devient, dans ce nouveau contexte, le pluralisme de l'information, une des garanties de la démocratie ?

Le Monde diplomatique s'interroge sur le sens d'une « communication » qui sème tant de confusion et qui, fasciné par les techniques du marketing et de la publicité, réduit le discours de l'information et de la politique à ses dimensions les plus simplistes.

Pour ce nouvel affairisme, la culture est-elle autre chose qu'une simple marchandise ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

96 p. - 38 F

SON DE COMMANDE
LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS
Tant France : 42 F - Tant étranger : 45 F (franc d'évaluation inclus)

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ PAYS _____

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :
LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Les Chinois ont vu grand...

PÉKIN
de notre correspondant

Le peuple qui a inventé l'imprimerie détenait jusqu'à récemment un bien peu enviable record, acquis durant la révolution culturelle : celui de la nullité absolue en matière de bibliothèque nationale. L'ancienne bibliothèque de Pékin, au nord-ouest de la Cité interdite, fut longtemps un club tellement fermé que seuls pouvaient y pénétrer les polygraphes, dépêchés par la direction du Parti communiste, à la recherche de manuscrits historiques destinés à alimenter les polémiques politiques.

Inaugurée l'an dernier, la nouvelle bibliothèque nationale, sur la route de la capitale qui mène au quartier des universités, remédie à cette situation. On a prévu grand, pour les quatorze millions de volumes de son fonds : 140 000 mètres carrés de surface bâtie, avec la possibilité de construire encore trois bâtiments sur des terrains attenants.

Les avis sont partagés quant à l'architecture, conçue il y a plus de douze ans, sous le férule de Zhou Enlai. On a su en tout cas éviter le genre colossal gréco-stalinien dont le régime communiste a fait un usage intensif depuis 1949 à Pékin. Le résultat est un mariage de styles chinois et moderne qui, fait unique pour un édifice de conception entièrement locale dans la capitale chinoise, ne donne pas au visiteur l'impression de se trouver devant un décor de science-fiction ringard.

Autre rareté méritant d'être soulignée dans une institution d'Etat, l'accueil y est simple et compétent. La bibliothèque est ouverte gratuitement à tout le monde (étrangers compris) pour la consultation, et les salles de lecture (trois mille places) confortables et spacieuses. Cinq mille à six mille personnes s'y installent chaque jour.

Le classement du fichier - manuel encore pour l'essentiel, l'informatisation étant en cours - est jugé intelligent et rationnel par les utilisateurs, de même que la politique d'achat à l'étranger. La conservation fait appel à des techniques modernes de préservation. L'usage intensif du microfilm pour les titres anciens facilite encore l'accès aux trésors bibliographiques d'une civilisation où l'écrit revêt une valeur quasi religieuse. Pour les chercheurs (sauf autorisés à emprunter des ouvrages), on a même prévu des salles particulières où l'effort esthétique a été poussé jusqu'au choix du mobilier.

Dans la période de vaches maigres que traverse, après celle des coups de trique, le monde universitaire chinois, c'est une consolation qu'on aurait tort de sous-estimer. Cette austerité explique toutefois l'apparition d'un phénomène nouveau dans le monde des intellectuels chinois sous-payés : le larcin des livres, autrefois rares mais bon marché, aujourd'hui abondants mais chers. La bibliothèque nationale chinoise a ainsi perdu, depuis son ouverture, mille cinq cents volumes - sans compter les pages arrachées. Autres temps, autres mœurs.

FRANCIS DERON.

Enquête

sur les bords de la Seine

sur les rails

Mais, avant le premier coup de pioche, la TGB sera un chantier juridique. Faut-il, en effet, modifier le dépôt légal, première source d'approvisionnement de toute bibliothèque nationale ? Cette obligation, édictée par François I^{er} et réglementée dans les formes que nous lui connaissons par Napoléon I^{er}, permet à la BN de s'enrichir gratuitement de 40 000 volumes par an, sans parler des périodiques, disques, gravures, photos, cassettes magnétiques ou vidéos soumis, avec plus ou moins de bonheur, à la même obligation.

La croissance exponentielle de ces dépôts pose la question de leur conservation intégrale. D'abord parce que certains d'entre eux sont périssables (les journaux) ; ensuite parce que les doubles sont nombreux. Faut-il garder toutes les formes d'un même enregistrement musical depuis les 78 tours jusqu'au disque compact ou toutes les éditions de la *Charreusse de Parme* ? Aujourd'hui, certains remettent en question l'idée même de cette mémoire boulimique.

Est-il nécessaire de sauver le bulletin d'une association de pêcheurs à la ligne que personne ne consultera jamais quand les traces audiovisuelles d'un événement important sont à jamais perdues faute d'obligation légale de dépôt ? Ne faudrait-il pas faire un choix, trier, éliminer et transposer sur des supports moins encombrants, plus fiables, un certain nombre de documents ?

Les gardiens du temple de la mémoire absolue font remarquer que l'on ignore aujourd'hui les intérêts de demain. Il y a un siècle ou deux, la littérature de colportage était tenue pour négligeable. D'innombrables thèses lui sont aujourd'hui consacrées. Notre improbable discernement nous amène à tout garder.

Les techniques de pointe

Mais la fragilité de certaines pièces comme les nécessités d'une transmission rapide et à distance souhaitée par le président de la République exigent des transmissions massives de supports. Pour les imprimés, il existe aujourd'hui deux techniques. La plus ancienne, microfilms ou microformes, date de 1856. Son maniement simple est parfaitement maîtrisé, relativement bon marché, sa durée de vie excède les cent ans. Actuellement, 70 000 volumes sont microfilmés.

Plus récent le disque optique numérique facilite la transmission à distance. Chacun d'entre eux peut stocker jusqu'à 50 000 pages consultables sur un écran. Son volume est faible. De nombreuses revues sont déjà reproduites par ce procédé. Il est possible de « scanner » un livre, mais celui-ci est pratiquement détruit pour être copié à moindre frais (1,50 F la page sans compter le prix de la machine qui gère la batterie de disques). Il n'est donc pas question, dans ces conditions, de s'attaquer au fond ancien. On ignore la durée de vie d'un tel support, idéal pour la communication.

Il ne faut pas se faire d'illusions : au moment de l'inauguration de la TGB, ces techniques de pointe ne seront pas généralisées. A moins qu'elles ne fassent d'ici là des progrès considérables. Pourtant, les problèmes posés par le magasinage seront peut-être améliorés grâce à une robotisation dont la bibliothèque municipale de Bordeaux va faire l'expérience. Le robot intelligent sait où se trouvent les livres. Il va les chercher et les remet à leur place. Pas nécessairement au même endroit.

« Le plus grand nombre » de lecteurs

Les avantages sont énormes : moins de rayonnages (il n'y a plus de « trous »), plus grande célérité dans la communication aux lecteurs. Une inconnue : que faire si le robot tombe en panne ? Lui seul connaît la place exacte des titres dont il a la charge. Il suffit, disent les optimistes, de relever sa mémoire chaque soir. Un système semblable fonctionne avec succès à Maurepas, dans les dépôts d'Hachette. Mais, ici, le robot traite de grosses palettes. Il lui faudra des outils de préhension plus fins pour saisir les livres et

une mémoire plus vaste pour se retrouver dans la jungle des titres et les commandes des lecteurs.

Mais qui seront ces lecteurs ? Le président de la République souhaite que « le plus grand nombre » puisse avoir accès à cette forteresse du savoir. Ce qui est contradictoire avec le fait que la « Très Grande Bibliothèque » doit aussi être le temple de la mémoire, donc de la conservation. Même si les critères d'admission sont plus souples qu'à la Bibliothèque nationale, le grand public ne pourra pas avoir accès à l'ensemble des collections.

Faut-il adjoindre à la TGB une bibliothèque, type BPL, riche de quelques centaines de milliers de volumes directement accessibles ? Ou doit-on parler sur la reproduction informatisée du maximum de documents, consultables sur

écrans. Ce programme, s'il est entrepris, ne serait pas significatif avant la fin de notre millénaire.

La dernière question, la plus importante sans doute, est celle du rapport que la TGB entretiendra avec ses consœurs françaises et étrangères. Sera-t-elle une cathédrale de béton fièrement dressée sur les bords de la Seine ou au contraire une gare de triage, un central nodal largement relié à ses homologues. Le choix de la décentralisation et du dialogue, qui semble évident, repose sur l'établissement d'un catalogue général des bibliothèques totalement informatisé, utilisable de tous les points de l'Hexagone. La Bibliothèque nationale a entrepris d'informatiser le sien.

Fin 1989, un million de fiches pourront être consultées à partir d'un écran. Pour compléter ce tra-

vail, il suffira de traiter 6 à 7 millions de fiches supplémentaires qui représentent les 11 à 12 millions de volumes de la BN. Le coût de l'opération est estimé à 20 millions de francs. Il reste encore à relier à ce vaste ensemble le catalogue des autres grandes bibliothèques - universitaires en particulier. Le projet existe. Il a un nom : PAN-Catalogue. Il est chiffré : 15 millions de francs.

Mais la TGB, même richement dotée, ne pourra jamais rattraper son retard dans certains domaines. Ou alors au prix d'un effort démesuré.

A vouloir s'équiper lourdement dans le domaine des « Sciences dures » par exemple, elle risque de concurrencer inutilement l'Institut national de l'information scientifique et technique

(INIST) que le CNRS est en train d'implanter à Nancy, et qui ouvrira ses portes l'année prochaine. Une « bibliothèque scientifique vivante, c'est essentiellement des périodiques et ce qu'on appelle la littérature grise (thèses, rapports, communications). La durée utile de ces documents est brève. Les revues sont l'épine dorsale de ce centre de documentation. L'INIST est abonné à près de 20 000 d'entre elles. Grâce aux bases de données PASCAL et FRANCIS, 13 000 sont résumées et 4 000 analysées *in extenso*. Ces articles sont mis à la disposition des chercheurs par le biais du disque optique numérique consultable à distance ou par des envois de photocopies expédiées par la poste.

Mille commandes - plus de 10 000 pages - sont traitées tous les jours. Dès l'an prochain

FRANCIS et PASCAL seront consultables sur minitel. La TGB doit-elle faire cavalier seul ou profiter du réseau que l'INIST est en train de mettre en place ?

Dans son rapport sur l'état des bibliothèques universitaires (*voir encadré*), André Miquel souligne que la création de la TGB est une chance qui doit profiter à l'ensemble de ses homologues. C'est l'occasion de traiter l'ensemble des problèmes qui se posent dans ce secteur particulièrement délaissé. La TGB, dit-il, doit être l'instrument qui irriguera de multiples centres. Il ne s'agit pas de créer une gigantesque bibliothèque réelle, mais plutôt une impalpable bibliothèque virtuelle, en utilisant toutes les ressources de l'informatique.

EMMANUEL DE ROUX.

La grande misère des universités

Il y a en France une soixantaine de bibliothèques qui relèvent du ministère de l'éducation nationale. Leur état d'abandon est connu depuis longtemps. Les étudiants parisiens ont une chance relative : ils peuvent effectuer leurs recherches à la Bibliothèque nationale, ce qui n'a fait que multiplier les problèmes de la rue de Richelieu. Lionel Joepin a confié à André Miquel, ancien administrateur de la Bibliothèque nationale et professeur au Collège de France, le soin de rédiger un rapport sur l'état de ces établissements. Le document remis ces jours derniers est accablant. Surtout si l'on compare la situation de notre pays avec celle de nos voisins immédiats.

En République fédérale d'Allemagne, les bibliothèques universitaires emploient six mille quatre cents personnes, contre trois mille deux cents chez nous. Les collections allemandes comptent soixante millions de volumes. Nous n'en avons que dix-sept millions. En RFA, il faut, au minimum, deux cent mille livres pour qu'une bibliothèque universitaire puisse ouvrir ses portes. Aucune des nôtres, ouvertes depuis vingt ans, n'a encore atteint ce chiffre. André Miquel se souvient qu'au milieu des années 70, à Censler, où il enseignait l'arabe, la bibliothèque très spécialisée qui couvrait l'arabe, les langues indiennes, le persan et l'hébreu recevait 10 000 francs par an pour ses crédits d'acquisition. Le prix d'une douzaine de volumes ! La situation n'a guère changé.

Pour sortir de ce marasme, il faut des crédits et des postes. Faire passer le budget de fonctionnement de 150 millions à 600 millions de francs. Pré-

voir un crédit d'investissement de 240 millions de francs par an pendant dix ans et recruter mille cinq cents personnes. Il faut en outre réaliser le projet PAN-Catalogue, qui permettra à nos établissements de disposer d'un instrument de travail indispensable (*voir ci-dessus*). Un effort considérable. « S'il n'est pas fait, précise André Miquel, nous serons dans ce domaine, en 1993, les parents pauvres de l'Europe. Et pas seulement de l'Europe du Nord. »

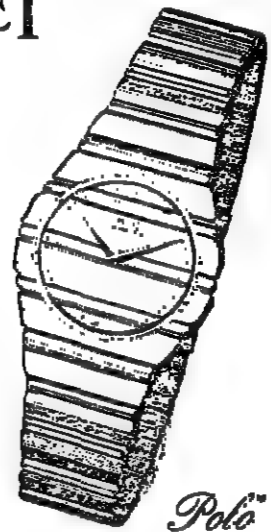
Mais ces efforts financiers seront vains, note André Miquel, s'il ne se crée pas une mentalité nouvelle à l'égard des bibliothèques : « Leur misère est le reflet de cette mentalité. La tradition française veut qu'elles soient l'instrument personnel du chercheur. Pour les Anglo-Saxons, c'est d'abord un lieu destiné au public. Ce n'est pas un hasard si elles sont, en France, presque toujours construites à la périphérie du domaine universitaire. Après les équipements sportifs.

En RFA, tout le campus est organisé autour du pôle central constitué par la bibliothèque. L'université française, par ailleurs, favorise la « culture ouverte » (le cours, le manuel) au détriment de la « culture crue » (la recherche personnelle, sauvage, en bibliothèque). Cette situation reproduit les maux dont souffre notre société française : manque d'originalité et de curiosité. « La bibliothèque doit devenir le centre nerveux de notre université, conclut André Miquel, pour accroître le goût du savoir et l'envie d'apprendre. »

E. de R.

Le temps Piaget ne se mesure qu'en Or

PIAGET



Polo

Or 18 carats. Quartz, étanche. Changement de fusible horaire instantané.

Aldebert

Paris : 16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
6, fg Saint-Hippolyte
70, fg Saint-Hippolyte
Palais des Congrès, Porte Maillot
Cannes : 19, La Croisette
Monte-Carlo : 3, av. des Beaux-Arts



هكذا من الأصل

Le Monde INTERNATIONAL

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

L'Office européen des brevets à Munich recrute un administrateur (grade A2/3) COORDINATEUR (TRICE) DE LA FORMATION

OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS Nous sommes : - une jeune organisation européenne dont le siège se trouve à Munich...

DIRECTEUR DU CONTRÔLE STRATÉGIQUE (MUNICH) dont les fonctions principales seront : - d'élaborer des stratégies à long terme...

DIRECTEUR DU CONTRÔLE DU RENDEMENT (MUNICH) dont les fonctions principales seront : - d'effectuer des études de rendement portant sur les procédures...

ATTACHÉ TERRITORIAL chargé de la coordination de la vie associative. Expérience de la gestion de l'animateur...

CHARGÉ DE MISSION CONTRACTUEL pour préparer le bilan annuel de l'association. Expérience de la gestion de l'animateur...

MARCEGAGLIA SpA importante Industrie Italienne déjà leader européen dans la production de : Tubes d'acier soudés, Tôles, Feuilles d'acier, Tubes serpentine de réfrigération, Profils à froid, Tissu de revêtement, Etriers.

maisons individuelles ALEXANDRE-DUMAS 1 maison, 170 m², avec jard. privé, pour 40 m², situé à l'est, dans un quartier calme. Prix : 2.870.000 F.

Le Monde CADRES

ANIMATEUR(TRICE) pour stress, gestion à court terme, gestion de la section. Diff. secteur. Connaissances à la base. Récompense pour poste à temps partiel de 10 h à 17 h 30, 48-54-73-93.

professeur de gestion de la production à l'école des hautes études commerciales. Spécialisé en fonction : 1^{er} avril ou 1^{er} septembre 1989.

AGENTS pour le recrutement de cadres supérieurs. Nous cherchons une jeune fille parlant allemand ou anglais pour gérer notre site d'un an.

pavillons CESSON 36 KM DE PARIS Vente pavillon, 3 pièces (48 m² habit.), cheminée, coin cuisine, salle de bain, jardin 140 m². Paris est. Prix : 380 000 F.

Le Monde L'AGENDA

VILLAGES VACANCES IMPORTANTES STATION DE HAUTE SAVOIE RECHERCHE DIRECTEUR pour village 300 lits. Des villages agréables en tourisme hôtelier, gestion. Poste à pourvoir immédiatement. Dossier en, le 30 nov. 1988.

Secrétaires CEDFI Communication audiovisuelle (50 personnes) recherche LA SECRÉTAIRE-ASSISTANTE DE SA P-DG

Vous devez avoir une solide formation et une expérience professionnelle de 8-10 ans. Pour réussir dans cette mission vous êtes dynamique, autonome, efficace, organisée, rigoureuse, relationnelle et vous avez le don d'ubiquité.

locations non meublées GROUPE JPM 19, CHÈRE, ORTIF Douch, 8, asc., 1.600 F CC. 19, ORTIF, STUDIO 25 m², balc., 3.300 F CC.

Le Monde VENTES

vacances Tourisme Loisirs LA FLAQUE (3.000 m) à louer de 22 au 23 janvier 1989 STUDIO trois personnes Tout confort, plus des piscines, plain sud, assés à prix, commerces à des pas.

locations non meublées demandées PARIS

VENTES MARSILLE, Clavier jeune. A vendre magasin de prêt-à-porter, 80 m², de vente. Possibilité de conversion. Ecrire sous le n° 1088 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

bureaux Locations CIDES DES ADRESSES DE PRES-TIGE POUR VOTRE SIÈGE OU VOTRE ANTE-NNE A PARIS

Le Monde BUREAUX

vacances Tourisme Loisirs LA FLAQUE (3.000 m) à louer de 22 au 23 janvier 1989 STUDIO trois personnes Tout confort, plus des piscines, plain sud, assés à prix, commerces à des pas.

locations non meublées demandées PARIS

VENTES MARSILLE, Clavier jeune. A vendre magasin de prêt-à-porter, 80 m², de vente. Possibilité de conversion. Ecrire sous le n° 1088 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montreuil 75007 Paris.

كندا من الأصل

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes appartements ventes appartements ventes

MARAI 3e arrdt MARAIS Claude-Bernard MONGE TRANS OPERA 5e arrdt CLAUDE-BERNARD CENSER STUDIO SORBONNE 3/4 P. PANTHÉON PRÈS NOTRE-DAME PANTHÉON SOUPLYOT NOTRE-DAME 8e arrdt JARDIN DES PLANTES

FLEURIUS MICHEL BIZOT 15e arrdt TRANS OPERA 16e arrdt V. HUGO/ÉTOILE AVENUE FOCH GROUPE JPM 17e arrdt TOLBIAC 18e arrdt PTE DE SAINT-CLOUD 19e arrdt BARBARA FREILING GROUPE JPM

BOULOGNE TRANS OPERA NEUILLY TRANS OPERA BOULOGNE TRANS OPERA NEUILLY TRANS OPERA SAINT-CLOUD TRANS OPERA NOISY-LE-ROI GROUPE J.P.M. PARIS-11 SAINT-NON-LA-BRETECHE RER SAINT-GERMAIN PTE DE SAINT-CLOUD TRANS OPERA BARBARA FREILING GROUPE JPM

BOULOGNE TRANS OPERA NEUILLY TRANS OPERA BOULOGNE TRANS OPERA NEUILLY TRANS OPERA SAINT-CLOUD TRANS OPERA NOISY-LE-ROI GROUPE J.P.M. PARIS-11 SAINT-NON-LA-BRETECHE RER SAINT-GERMAIN PTE DE SAINT-CLOUD TRANS OPERA BARBARA FREILING GROUPE JPM

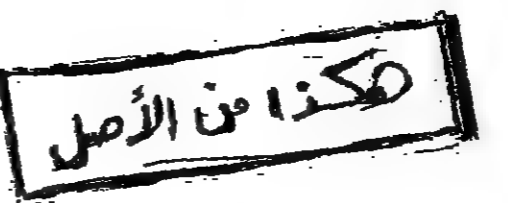
propriétés BUREAU 100 SOCIÉTÉ PAR COMPT. AGENCE FRANÇOIS FAINE 45-67-95-17 11, RUE ROUSSELET PARIS-7

ACHETER VENDRE LOUER Si vous souffrez d'immotress, faites une cure à Minitel 36.15 code FNAIM ou téléphonez au 42.27.44.44 FNAIM La meilleure vue sur l'immobilier.

14e arrdt MONCEAU GROUPE JPM 9e arrdt PRÈS TRUDAINE 10e arrdt CANAL ST-MARTIN LOFT 109 m2 82, rue d'Hauteville, DUPLEX SUR JARDIN 1.840.000 F. JEAN-CHRIS 48-04-38-06. LOUIS-BLANC 4 p., 100 m2, batic, part. imm. rnc. am. 1.750.000 F. TRANS OPERA. 11e arrdt BD RICHARD-LENOIR 4 p., 100 m2, rncant, bon mdp, box, 2.320.000 F. TRANS OPERA. 43-48-23-15. ST-AMBROISE 2/3 p., 70 m2, beaucoup de charme, 1.628.000 F. TRANS OPERA. 43-48-23-15. AV. LEDRU-ROLIN 100 m2, 2 ch., 2 b., 2 s., 2 ch. ch. 1.100.000 F. TRANS OPERA. 43-48-23-15. PTE DORÉE, imm. récent, 3/4 pièces, cuisine, bon ch. terrasse, parking, 1.750.000 F. MAS Neuilly, 43-48-23-15. AV. BAUMESNIL Dans bel imm. p. de L., pro. ch. m. 12 ch., escalier, 12 s., 4 am. prof. char. pos. 1.207.500 F. TRANS OPERA. 43-48-23-15.

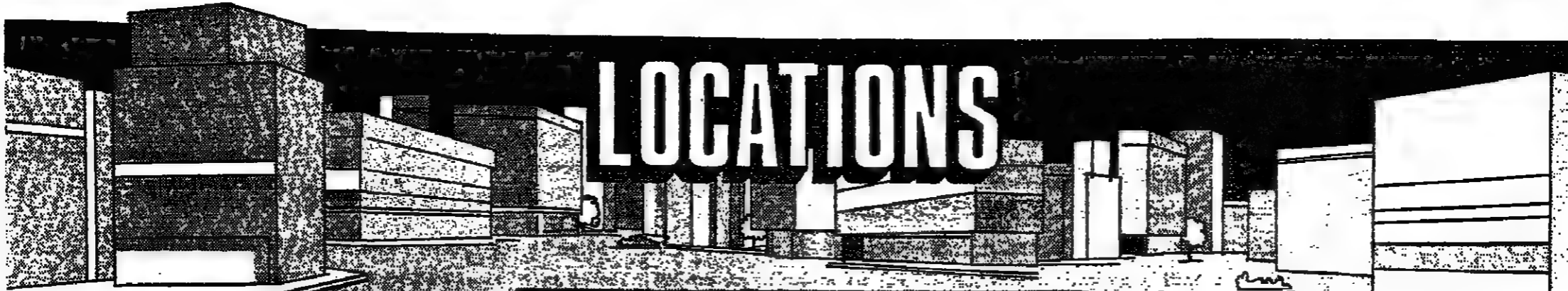
VAR Très belle propriété - vue exceptionnelle panoramique inégalable Surface totale 13 036 m2, surf. maison 310 m2, 7 p., adjour 41 m2 salle billard 32 m2 - Cuisine équipée - 2 s.-d.-bns - 2 w.c. Garage-cave 133 m2 - grand patio, nombreuses possibilités 5 km autoroute Paris-Nice, 15 minutes golf 18 trous. Prix : 1 700 000 F (facilité de paiement) Téléphone : 94-78-70-98 (le soir).

GROUPE ZAUBERMAN ACHÈTE TERRAINS IMMEUBLES LIBRES OU OCCUPÉS paiement comptant PROMOVIM 3, rue Étienne-Marcel 75001 PARIS. Tél. : 43-36-56-26 EXPERTISE VOS IMMEUBLES de toutes catégories PARIS & BANLIEUE RÉNOVATION - PROMOTION



SA PLUS PLUS MEDITERRANEE Sur la plage - Vous avez VOTRE MAISON ? 163.000 F* NCM: ADRESSE: 78.93.06.68

REPRODUCTION INTERDITE



LA SELECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnie d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
 Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles,
 appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT					78 - YVELINES				
3 Pièces 63 m ² , 2 ^e étage	8 370 1 376		18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Imm. XVP, rénové Vis./r.v. Duplex	3 Pièces 64 m ² , 0 ^e étage	3 840 1 084	OUI	20, rue Lefranc SGI/CNP 47-42-17-61	M ^e Porta-Bagnolet Libre de suite Vis./r.v.
PARIS - 7^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
5 Pièces 127 m ² , 0 ^e étage	16 500 1 622		12, place Joffre CGI 40-16-28-89	Terrasse 51 m ²	2 Pièces 57 m ² , r.-de-cl.	3 500 690	OUI	2, rue Tolain AGF 42-44-00-44	
PARIS - 11^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2 Pièces 54 m ² , 7 ^e étage	3 780 350		110, av. de la République SAGGEL 47-42-44-44	Charges en +	4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	2 970 1 134	OUI	Guyancourt 2, rue de la Liberté SGI/CNP 47-42-17-61	Libre de suite, duplex RER C, proche Ctra commerc. St-Quentin
5 Pièces 95 m ² , 1 ^{er} étage	5 970 750	OUI	8/8, rue des Blais AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	3 Pièces 70 m ² , 3 ^e étage	4 995 500	OUI	La Chesny 64, av. Durtartre GFF 39-55-45-40	Terrasse, prox. Ctra ciel, chauff. indiv., tél. de 15 h à 19 h
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 70 m ² , 0 ^e étage	4 550 854	OUI	107, rue de Reully PRÉBAI 43-48-74-00	Imm. récent Libre de suite Vis./r.v.	4/5 Pièces 99 m ² , 2 ^e étage	4 860 785	OUI	Le Mesnil-Saint-Denis 5, rue E.-Picard GFF 49-02-36-66	de 11 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Duplex App. stand. av. balc. pote Ctra commerc. Party II et tennis Vis./r.v.
3 Pièces 81 m ² , 1 ^{er} étage	6 950 930	OUI	9/10, rue J.-César AGF 42-44-00-44		2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	3 724 850	OUI	Rocquencourt 13, rue des Embles SGI/CNP 47-42-17-61	
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
2 Pièces 33 m ² , 1 ^{er} étage	2 600 580		18/20, r. de la Butte-sur-Cailles SAGGEL 47-42-44-44	Vis./r.v.	Studio 28 m ² , 3 ^e étage	2 630 280	OUI	St-Germain-en-Laye 40, rue des Ursulines AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.
3 Pièces 80 m ² , 5 ^e étage	5 300 1 100	OUI	21, rue Vergniaud SAGGEL 47-42-44-44	M ^e Corviert	5 Pièces 107 m ² , 2 ^e étage	10 700 1 567	OUI	St-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-88	Vue directe sur parc
PARIS - 14^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
3 Pièces 78 m ² , 3 ^e étage	6 000 750	OUI	66 bis, av. Jean-Moulin PRÉBAI 45-40-55-66	Imm. neuf, du mardi au samedi de 11 h à 19 h	4 Pièces 84 m ² , 2 ^e étage	5 400 617	OUI	St-Germain-en-Laye 19, rue de Boufflers PRÉBAI 45-27-08-37	Imm. récent bon standing
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
2 Pièces 45 m ² , 3 ^e étage	3 850 681	OUI	57, rue des Morillons SAGGEL 47-42-44-44	Récent standing Vis./r.v.	4 Pièces 97 m ² , r.-de-cl.	4 290 354	OUI	Vernail-sur-Seine 4, allée F.-Chopin SGI/CNP 47-42-17-61	Maison indiv. avec chaminée et jardin privatif
3 Pièces 72 m ² , 0 ^e étage	5 918 980	OUI	45, rue d'Alleray AGF 42-44-00-44	Double séjour, 1 chambre Vis./r.v.	2 Pièces 84 m ² , 1 ^{er} étage	3 650 598	OUI	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Résidence, p. de taille sur jardin chauffage en plus
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					92 - HAUTS-DE-SEINE				
2/3 Pièces 70 m ² , 1 ^{er} étage	7 650 914	OUI	12, av. Bourdon LOCARE 45-79-20-22	Imm. neuf, M ^e Jeemin ou Église d'Auteuil	3 Pièces 70 m ² , 2 ^e étage	4 200 708	OUI	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Résidence, p. de taille, sur jardin chauffage en plus
3 Pièces 88 m ² , 3 ^e étage	11 500 780		4, rue F.-David (angle rue Gros) SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand. Chauff. indiv., park. inclus	5 Pièces 116 m ² , 1 ^{er} étage	8 900 1 200	OUI	Versailles 96, av. de Paris SAGGEL 46-08-80-36	Résidence, p. de taille, sur jardin chauffage en plus
Studio 35 m ² , 3 ^e étage	4 900 300		4, rue F.-David (angle r. Gros) SOLVEG 45-01-06-99	Imm. neuf, haut stand.	91 - ESSONNE				
Chiff. ind., parf. inclus				Imm. neuf, haut stand. chauff. indiv., park. inclus	92 - HAUTS-DE-SEINE				
5 Pièces 129 m ² , 3 ^e étage	17 000 1 100	OUI	4, r. Félicien-David SOLVEG 45-01-06-99	Vis./r.v.	4 Pièces 78 m ² , 3 ^e étage	3 380 899	OUI	Gif-sur-Yvette, Résidence les Grands-Coudrais GCI 40-16-28-70	Dans parc
4 Pièces 182 m ² , 1 ^{er} étage	16 000 1 490		6, rue André-Collebois AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	92 - HAUTS-DE-SEINE				
4 Pièces 185 m ² , 2 ^e étage	18 000 1 500		8, rue André-Collebois AGF 42-44-00-44	Vis./r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 185 m ² , 2 ^e étage	11 500 1 500		11/13, rue Gros SAGGEL 47-42-44-44	Maison de la Radio	94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 121 m ² , 2 ^e étage	11 800 1 938				4 Pièces 90 m ² , 4 ^e étage	6 400 720	2	Vincennes 139, rue de la Jarry GFF 49-02-38-66	Chauff. élec., cave, neuf, gd ét., s./pl. les 30/11, 1 ^{er} et 3/12, de 11 h à 13 h et 14 h à 16 h.
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 92 m ² , r.-de-cl.	5 150 1 138		48, bd des Batignolles GCI 40-16-28-71	Vis./r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 77 m ² , 4 ^e étage	8 900 320		5, place des Terres AGF 42-44-00-44	Double séjour, 1 chambre Vis./r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
7 Pièces 276 m ² , 2 ^e étage	28 350 5 500		125, bd Maestherbes AGF 42-44-00-44	Prox. place Wagram	94 - VAL-DE-MARNE				
2/3 Pièces 85 m ² , 3 ^e étage	7 400 1 702		185/187, bd Maestherbes SAGGEL 47-42-44-44		94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 18^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
5 Pièces 105 m ² , 0 ^e étage	9 500 1 630	OUI	110, rue Mercadet AGF 42-44-00-44	Vis./r.v. Duplex	94 - VAL-DE-MARNE				
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 73 m ² , 1 ^{er} étage	3 000 1 000	OUI	9, rue de Nantes PRÉBAI 43-48-74-00	Double séjour 1 chambre	94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 82 m ² , r.-de-cl.	4 950 1 010	OUI	36, rue de Meaux AGF 42-44-00-44	Obie living, 2 chambres, chiff. collec. Vis./r.v.	94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 87 m ² , 4 ^e étage	4 178 1 392	OUI	27, rue Réboul SGI/CNP 47-42-17-61	Prox. métro Libre de suite	94 - VAL-DE-MARNE				
2 Pièces 55 m ² , 0 ^e étage	3 300 948	OUI	15, allée A.-de-Saintes SGI/CNP 47-42-17-61	M ^e Colonel-Fabien	94 - VAL-DE-MARNE				
20^e ARRONDISSEMENT					94 - VAL-DE-MARNE				
3 Pièces 67 m ² , r.-de-cl.	3 750 1 000	OUI	62, rue de Plâtrécourt PRÉBAI 43-48-74-00	Imm. récent	94 - VAL-DE-MARNE				
4 Pièces 88 m ² , 4 ^e étage	4 567 1 434	OUI	18, rue Lefranc SGI/CNP 47-42-17-61	M ^e Porta-Bagnolet Libre de suite	94 - VAL-DE-MARNE				

A proximité immédiate de la Défense

هكذا من الأصل

Marchés financiers

سكنا من الأصل

La bataille autour des « noyaux durs » M. Viénot affirme contrôler plus de 50 % du capital de la Société générale

Dans un entretien accordé au Figaro du 30 novembre, M. Marc Viénot, président de la Société générale, donne des indications sur la composition actuelle de l'actionnariat de la banque, désormais « très proche de celles des grandes banques commerciales internationales ».

Estimant qu'il avait « du mal à discerner dans le groupe d'actionnaires stables (initial, celui formé par M. Edouard Ballard) une coloration politique quelconque », le président de la banque juge que son « actionnariat vient de montrer qu'il est solide, fidèle et qu'il approuve les principes que nous défendons ».

Société générale de Belgique Effondrement des cours de deux filiales

Les titres de la Fabrique nationale Herstal (FN) et de Gechem, deux filiales de la Société générale de Belgique, se sont effondrés mardi 29 novembre à la Bourse de Bruxelles pour la troisième journée consécutive.

Pour consolider sa situation de place financière La RFA va se doter d'un marché à terme

châ ouest-allemand et en améliorant la surveillance des opérations de Bourse. « Ainsi, à l'avenir, les valeurs admises à la cote dans les autres Bourses de la Communauté européenne n'auront plus besoin d'une autorisation spéciale pour être introduites en Bourse en RFA. Elles pourront être libellées dans la monnaie de leur pays d'émission, en ECU ou en dollars de tirage spécifiques (DTS). »

NEW-YORK, 29 novembre La reprise s'accélère

Amorçé en début de semaine, le mouvement de reprise s'est poursuivi, mardi, à Wall Street en s'accroissant. Il a été particulièrement marqué dans l'après-midi. A la clôture, l'indice des industriels s'élevait à 2 101,53, soit avec un gain de 20,10 points. Cette fois, le bilan de la journée a été positif. Sur 1 956 valeurs traitées, 940 ont progressé, 540 ont baissé et 476 n'ont pas varié.

PARIS, 30 novembre Mieux orientés

Après deux journées consécutives de légère baisse, le marché était mieux orienté mercredi. L'indicateur instancé redonnant positif. Toutefois, la hausse restait très modérée, s'inscrivant à +0,23 % en milieu d'après-midi, contre +0,20 % à l'ouverture. Le volume des échanges demeura peu élevé à l'usage des séances précédentes, preuve pour certains intervenants que le marché, dans le calme, consolide ses positions. La résistance de la place parisienne est largement appréciée par les opérateurs, et la légère hausse de mercredi est sans doute due en partie aux bonnes performances de Wall Street et de Tokyo. Toutefois, les échanges ont été interrompus pendant plus de vingt minutes par une panne d'électricité qui a subitement rendu impossible toutes les transactions sur le système CAC (cotation automatisée en continu) et sur celui des options. Les écrans informatiques étant inutilisables. Une panne analogue s'était déjà produite la veille en fin de journée.

Autour du Big Board, les professionnels se félicitent du comportement apparemment satisfaisant de mardi. Toutefois, on se berce d'illusions. « Ce n'est pas un mouvement de fond », assure l'un d'eux. « La preuve en est. L'activité est trop faible. » De fait, 127,42 millions de titres seulement ont changé de mains, contre 123,48 millions la veille.

Les hausses étaient attendues par les Frongistes Bel avec vingt mille titres échangés. Une importante application (cession d'un bloc de titres) avait été effectuée en début de séance. Alstom s'apprêtait de plus de 4 % après l'annonce d'une commande de deux paquebots aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Les échanges étaient soutenus autour du Club Méditerranée. La Société générale figurait également parmi les plus fortes progressions, malgré les déclarations de son président, M. Viénot, indiquant qu'il défendait le contrôle de la banque. L'actionnariat ne s'est pas tenu au niveau de l'année. Les baisses s'effectuèrent avec de faibles variations (soit plus de 3 % de repli). Elles concernent notamment Hebelec, Pédrol, GTM Europe et Sogepar. Une société basée à Hongkong, IEP (Industrial Equity Pacific), indiquait obtenir 5,007 % des Nouvelles Galeries, GEFINA, qui lance une OPA sur Epicerie Bertrand Faure, à pour sa part annoncé posséder 10,06 % du capital de cet équipementier automobile. Enfin, le MATIF était lui aussi mieux orienté, tous les contrats étant à la hausse.

L'annonce pour le troisième trimestre d'un PNB révisé au rythme annuel de 2,6 % (le plus bas depuis deux ans) n'a pas eu d'effet majeur. De l'avis général, la communauté financière attend surtout la publication, vendredi, du chiffre du chômage pour novembre, qui devrait être instructif sur l'état de la croissance économique.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 28 nov., Cours du 29 nov. Lists various stocks like Alcatel, A.T.T., BSN, etc.

Les titres de la Fabrique nationale Herstal (FN) et de Gechem, deux filiales de la Société générale de Belgique, se sont effondrés mardi 29 novembre à la Bourse de Bruxelles pour la troisième journée consécutive. La Fabrique nationale Herstal, spécialisée en armements et fabrication mécanique, reculait de 37 % sur le cours de la veille et de 50 % par rapport à vendredi. Gechem se dépréciait de 13 % durant la séance, portant à 53 % sa chute depuis vendredi.

Selon les analystes financiers, les petits porteurs de ces actions seraient les principaux vendeurs. Ils auraient été choqués d'apprendre, lors de l'annonce du plan de restructuration des deux entreprises la

LONDRES, 29 novembre Timide hausse

Timide hausse, mardi, à la Bourse, durant laquelle l'indice Footsie a clôturé en hausse de 5,4 points, à 1 786,9. Le volume d'activité est demeuré peu élevé, sensiblement inférieur à celui de la veille, avec 408 millions de titres échangés. Les cours des valeurs se sont, pour certains, redressés durant l'après-midi et en fin de séance. Les titres du secteur aéronautique de l'Éclairier, M. Nigel Lawson, confirmant sa politique lors du débat sur l'économie à la Chambre des communes. Le plupart des valeurs bancaires étaient en hausse (Midland), ainsi que celles du secteur de la construction (Blue Circle) et des assurances (General Accident). Les pétroliers connaissent une évolution irrégulière et les opérateurs réagissent avec prudence aux nouvelles de l'accord au sein de l'OPEP. Le congrès de Lendro lance au sein de la banque les rumeurs selon lesquelles le groupe australien Bond Corporation lancerait une OPA sur Tezaco Chemicals. Les titres du secteur alimentaire (Cadbury) perdent du terrain, ainsi que certaines actions du secteur électronique (Plessey). Les brasseries Allied Lyons et la firme textile Dawson International ont publié leurs résultats semestriels sans enregistrement de fortes variations sur leurs cours.

TOKYO, 30 novembre Record battu

Deuxième séance de hausse, mercredi, à Tokyo. Et quelle hausse ! Le terrain perdu en début de semaine, et que le marché japonais ne finit pas de remettre à plat, a été regagné, et très au-delà. Le mouvement est allé crescendo. En fin de journée, le Nikkei avait progressé de 159,35 points. A la clôture de la journée, les valeurs étaient à 26 600 points (+0,89 %), le portant au niveau 29 578,90. Il n'est plus désormais qu'à 1,4 % de la barre des 30 000 points, que les investisseurs japonais ont toujours rêvé franchir avant la fin de l'année. C'est l'opinion de Tetsuya Fukuzi de chez Shearson Lehman Hutton Asia Inc. pour qui il n'y a « aucune crainte de s'écarter ».

Une fois encore, l'intérêt s'est concentré sur les valeurs à forte capitalisation. Mais les titres liés à la dette et les sélectifs ont également été redressés. L'activité s'est accrue, porte sur l'échange de 1,6 milliard de titres (contre 1,2 milliard la veille). C'est, paraît-il, bon signe.

Une fois encore, l'intérêt s'est concentré sur les valeurs à forte capitalisation. Mais les titres liés à la dette et les sélectifs ont également été redressés. L'activité s'est accrue, porte sur l'échange de 1,6 milliard de titres (contre 1,2 milliard la veille). C'est, paraît-il, bon signe.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 29 nov., Cours du 30 nov. Lists stocks like Aisin, Daihatsu, etc.

FAITS ET RÉSULTATS

Profits accrus pour Matsushita. - Le géant japonais Matsushita Electric Industrial, numéro mondial de l'électronique, annonce, pour le premier semestre de son exercice au 31 mars 1989, un bénéfice net consolidé de 104,3 milliards de yens (+33 %) pour un chiffre d'affaires de 2 686,70 milliards de yens (+9 %). La direction attribue cette hausse des résultats à l'adoption des produits aux souhaits du consommateur, au renforcement de la capacité de vente et à l'augmentation de la production à l'étranger. Ces facteurs ont largement compensé la hausse du yen, la rudesse de la concurrence et diverses difficultés extérieures.

PARIS: Second marché

Table with 6 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks like A.G.P.S.A., Amal et Associés, etc.

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TEPEZON

Marché des options négociables le 29 novembre 1988

Table with 6 columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat, Options de vente. Lists contracts for various stocks like Accor, CGE, etc.

MATIF

Table with 4 columns: Cours, Échéances (Déc 88, Mars 89, Juin 89), Dernier, Précédent. Lists various contracts like Notionnel 10 %, etc.

INDICES

Table with 2 columns: Changes (Dollar: 5,9360 F), Bourses (Paris Insee, New York, Londres, Tokyo). Lists various indices and exchange rates.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with 6 columns: Cours du jour, Un mois, Deux mois, Six mois. Lists exchange rates for various currencies like SE-U, S. can., Yen, etc.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with 6 columns: SE-U, DM, S. can., F.B. (N.M.), F.S., F. emp. Lists interest rates for various currencies and maturities.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

L'ambassade de la République algérienne démocratique et populaire au Niger lance, à partir de novembre 1988, un appel d'offres ouvert en vue de la construction de sa chancellerie et résidence à Niamey, République du Niger. Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le dossier soit : 1) auprès du ministère des affaires étrangères - Direction de l'administration des moyens (le Golf), Alger - contre paiement d'une somme de 750 DA. 2) auprès du cabinet B. Khelif architecte BP 10193 Niamey-Niger - Tél. : 73-39-40. Contre paiement d'une somme de 50 000 F CFA.

Marchés financiers

BOURSE DU 30 NOVEMBRE

Cours relevés à 14 h 50

Règlement mensuel																				
Compagnie	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours préc.	Premier cours	Dernier cours	%			
3042 C.N.E. 5%	3735	3735	3760		+ 0,67	1496 C.F.T.P.	1163	1163	1168	+ 0,42	1078 C.N.L. 10%	1383	1383	1395	+ 0,87	1098 C.N.L. 10%	1383	1383	1395	+ 0,87

Comptant (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	%
Emp. 100 % 77	125 00	125 00		C.F. France (S)	167	167	

SICAV (sélection) 29/11

VALEURS	Emis. (Fr. int.)	Relevé net	VALEURS	Emis. (Fr. int.)	Relevé net
A.A.A.	501 52	479 53	Financ. France	407 58	395 89

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/11	COURS DES BILLET	ACHET	VENTE
Emp. 100 % 77	125 00	125 00	8 670	5 170	5 170

Marché libre de l'or

MARCHÉ LIBRE DE L'OR	COURS préc.	COURS 30/11
Or fin (à la livre)	80500	80500

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

كندا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La fin de la visite du premier ministre turc. 4 La réforme constitutionnelle devant le Soviet suprême. — Iraïe : la crise des syndicats. 5 Le scandale Koskotas. 6 Le Tchad au risque de la paix.	7 Les conflits sociaux au centre du débat entre l'opposition, le PC et le pouvoir. 8 Les travaux à l'Assemblée nationale et au Sénat. COMMUNICATION 9 M. Rousslet change de stratégie pour le satellite TDF 1.	10 La Journée mondiale sur le SIDA : M. Hubert Curien prêt à renforcer les crédits pour la recherche. 11 L'affaire de la connexion libanaise en Suisse. — M ^r Paul Lombard va être entendu par le juge d'instruction.	21 Alliance Photo et Doineau dans le cadre du Mois de la photo. — L'American Indian Dance Theater au Casino de Paris. 23 Théâtre : un « Misanthrope » hongrois. 24 Expositions.	36 Le conflit à la RATP. 37 Les entreprises françaises embauchent à nouveau. 38-39 Marchés financiers. CAMPUS 13 à 18. Formation continue : universités-entreprises, même combat.	Abonnements 2 Annonces classées 33 à 35 Carnet 31 Météorologie 30 Mots croisés 30 Radio-Télévision 30 Spectacles 24 à 27	● L'information 24 h sur 24 ● L'AFP ● RATP : le point sur le trafic AVIS ● Tous les jeux du Monde ● JEUX ● 15 tappez LEMONDE ● Dialoguez avec New-York DIA 3615 tappez LM

Au conseil des ministres

Le financement de la Sécurité sociale

M. Claude Evin, porte-parole du gouvernement et ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, a confirmé, au terme du conseil des ministres du mercredi 30 novembre, que le gouvernement va proposer des mesures générales pour le financement de la Sécurité sociale (le Monde du 30 novembre). M. Evin a distingué quatre axes d'action :

● La maîtrise des dépenses de santé.
● L'organisation du système lui-même.

M. Evin a jugé que, dans l'attente d'une discussion avec les partenaires sociaux sur les responsabilités à prendre par les uns et les autres, les élections prévues pour la fin de 1989 doivent être « différées ».

Le gouvernement devrait déposer, à l'Assemblée nationale, un amendement destiné à lutter contre le tabagisme.

● Répondre aux difficultés de l'assurance-vieillesse.

M. Evin a souligné que l'effort indispensable doit être « équitablement réparti » entre les actifs et les personnes âgées. Il a précisé que « l'ajustement nécessaire des dépenses » doit faire l'objet d'un débat avec les partenaires sociaux.

Dans le Tarn-et-Garonne

Tentative d'attentat dans un lycée de Moissac

Une catastrophe a été évitée de justesse, mardi 29 novembre, au lycée de Moissac, où les robinets de gaz des salles de travaux pratiques avaient été ouverts, et qu'un système de mise à feu avait été branché à une prise électrique.

Un laborantin de l'établissement, M. Jean-Louis Dutilleul, sentant une forte odeur de gaz à son arrivée, à 7 heures, s'est aussitôt rendu dans les salles de chimie, où il a découvert que la plupart des robinets de gaz, au nombre de soixante-dix, étaient ouverts. Après les avoir refermés, il a trebuché sur le système de mise à feu, faisant sauter les fils reliés à la prise de courant. « C'est un attentat qui aurait pu tuer », estiment les gendarmes de Moissac, qui soulignent que les trois cent quarante élèves de l'établissement commencent à arriver le matin vers 7 h 15 et que le lycée est entouré de villas.

Rejetant l'hypothèse d'un attentat terroriste, les enquêteurs orientent leurs recherches dans le milieu lycéen et ont décidé de relever les empreintes digitales des élèves et du personnel de l'établissement pour les comparer à celles retrouvées sur le dispositif de mise à feu.

La grève des transports en région parisienne

Les véhicules militaires au secours des usagers du RER

Depuis 6 h 30, le 30 novembre, un dispositif de substitution s'est mis en place dans la région parisienne pour assurer le transport des banlieusards touchés par la paralysie du RER. Mille véhicules ont été engagés dans l'opération, dont trois cent soixante-cinq camions militaires qui sont venus de l'est de la France et des cantonnements en RFA. Ces véhicules devaient circuler au plus près du tracé habituel des lignes de RER A et B. Les camions militaires peuvent transporter vingt passagers. Le système fonctionne de 6 h 30 à 10 heures dans le sens banlieue-Paris, et de 16 heures à 20 heures au retour. Le préfet de la région Ile-de-France a demandé aux automobilistes de faire preuve de solidarité.

Le parcours du combattant

Trante camions militaires encerclent la gare de Boissy-Saint-Leger. Il est 6 h 15 : les appels ont leurs cirés, leurs lampes de poche et des petits plans pliés en quatre. Le contingent attend les usagers : « On essaie d'être opérationnels tout de suite, mais ce n'est pas évident », dit un lieutenant.

Les soldats sont arrivés dans la nuit. Vingt camions du 517^e régiment du train de Vernon (Eure), dix du 511^e régiment d'Auronne (Côte-d'Or) qui fait partie de la Force d'action rapide. Les chefs d'escouade sont partis à 2 heures du matin reconnaître le terrain et, à Créteil, certains étaient déjà perdus. « On n'a que des photocopies. C'est moins précis que les plans en couleur », les conducteurs n'ont leur permis poids lourd que depuis le mois d'août mais « la plupart ont déjà parcouru 5 000 kilomètres ».

Le parcours du combattant commence par l'épreuve du tabouret, qui amuse les télévisions et moins les dames qui sont venues en jupe malgré les conseils des autorités militaires. Une fois assis, dou à dou, les vingt passagers trouvent un avantage certain au camion militaire : « On est moins serrés que dans le RER. » Tout de suite après le départ, ils en mesurent un inconfort non négligeable.

URSS

« L'Archipel du goulag » toujours interdit

MOSCOU de notre correspondant

L'un des trois principaux membres de la direction soviétique, M. Vadim Medvedev, s'est publiquement prononcé, mardi 29 novembre, contre la publication en URSS de l'« Archipel du goulag ». Il s'agit là d'une opinion « personnelle », a précisé le président de la commission idéologique du comité central, mais cette opinion pèse évidemment lourd s'agissant d'un homme récemment promu à un poste d'où il contrôle tout ce qui s'imprime dans le pays.

Très sûr de lui, M. Medvedev a d'ailleurs expliqué qu'il avait déjà exposé sa position en Lettonie et devant un groupe d'écrivains et qu'elle tenait à ce que l'« Archipel » contredit radicalement la vision du monde et la relation à l'histoire, à la révolution et à Lénine de la société soviétique.

Contrairement à d'autres livres autrefois interdits et qui ne le sont plus aujourd'hui, a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse consacrée aux réformes politiques en cours, de « nombreuses œuvres de Soljénitsyne » ne visent en effet pas à « lutter contre les déformations du système mais contre le système lui-même ».

En un mot comme en cent : avant d'être l'écrivain que l'on sait, Soljénitsyne est un adversaire politique et le publier « saperait les fondements idéologiques de la société soviétique ». L'explication a le mérite de la clarté. Il n'est en revanche pas sûr qu'elle ait celui de l'intelligence, car il est vain d'espérer que la pression en faveur de la publication de l'« Archipel » va pour autant cesser.

Tout sauf admirateur de Lénine, Soljénitsyne est en effet un adversaire idéologique du communisme, mais ce n'est pas en empêchant de lire son œuvre maîtresse, pas en désignant l'exilé comme l'opposant inacceptable et irréductible que le Kremlin peut espérer limiter son influence.

M. Mitterrand : effort économique et justice sociale

M. François Mitterrand a évoqué à plusieurs reprises, mardi 29 novembre, les conflits sociaux en cours pour soutenir le gouvernement dans le choix de la fermeté et mettre en garde les Français contre tout ce qui pourrait mettre en cause le redressement de l'économie.

A Concarneau, municipalité socialiste, où il est venu inaugurer le nouvel hôtel de ville, le chef de l'Etat a déclaré que, « en l'espace de trois ans, si nous avons à poursuivre cet effort, sur la base d'une croissance constante égale à celle de cette année, nous avons la perspective d'avoir les moyens de répondre par priorité à la juste plainte des plus pauvres, des plus malheureux ».

M. Mitterrand a évoqué la « médiocrité de certains salaires ou rémunérations face aux charges de la vie, à la hausse des loyers et à la charge des enfants ». Il a appelé les Français à la patience, puisqu'il faut, dit-il, le « temps nécessaire » pour accomplir « tout ce qui reste à faire et qui blesse notre société ». Il convient, a-t-il ajouté, que ne soient pas « dissipés » les acquis et les efforts engagés « depuis six ans, après les réformes sociales indispensables ».

(Lire également page 31.)

● Commande d'un paquebot pour Saint-Nazaire. — Le groupe américano-norvégien Royal Caribbean, basé à Miami, qui exploite le Sovereign of the seas, a passé commande aux Chantiers de l'Atlantique du groupe Alstom pour un paquebot jumeau (deux mille six cents passagers) avec une option pour un autre. Le navire, livrable en 1991, représente quatre millions d'heures de travail pour le chantier de Saint-Nazaire.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
DES LIVRES

Sur le vif

La faute aux fautes

Fot-il réformé l'orthographe ? On était bien tranquille. Ça faisait au moins dix-huit mois qu'on avait pas remis ça. Et voilà que c'est reparti. La faute à qui ? Aux profs. Ils en ont marre de l'enseigner, l'orthographe. C'est trop dur, trop compliqué. En plus, c'est pas juste, ça établit une sélection entre ceux qui savent le mettre et ceux qui savent pas. Si on simplifiait, plus personne saurait, et on aurait pas pu arrêter ces petits malfrats laïcis qui laissent des messages, « allez vous faire anculer », accablants sur leur passage.

Moi, l'orthographe, c'est un truc qui m'échappe au point que je suis pas capable de consulter le dico. Je sais pas à quelle lettre chercher. Pour « fauteuil », « accouler », tout ça, faut regarder d'abord à « u », ensuite à « e », ça prend des heures, alors, bon, la barbe. D'autant que ça les rend fous, mes chefs. Bien fait pour leur gueule. A force de se pencher sur mes fautes, ils en perdent leur latin, ils savent plus s'il faut deux « m » ou deux « l », ils griffonnent sur des bouts de papier, ils s'énervent sur le Robert. Moi, je me marre : en voilà des histoires ! S'ils ont l'impression que j'ai mis trop d'« e » à « assesseur », mettons, ils ont qu'à en enlever un, au pif. Je leur dirai rien. Je suis pas emmerdante pour ça.

Mais alors, attention, pas question de toucher à une virgule de mes textes, des biaux, des beaux chefs-d'œuvre de grâce, d'élégance et de concision... L'illustration de la langue française ! Et sur ce point justement, il y a un chef, le chef des chefs, c'est un vrai maniaque. Il a écrit un bouquin sur la ponctuation et il arrête pas de m'emmerder avec : « Ah oui ? Ah ! Oui ! », c'est pas « Ah oui ! ».


— Pourquoi ?
— Parce que. Et ces points de suspension à la fin du papier, j'en veux pas. Ça se justifierait si ça maintenait le lecteur en haleine, amusants, mais alors là, ma pauvre chérie, ta chute...
— T'en mets bien, toi, des points de suspension !
— Tu préfères que je les supprime, que j'aile jusqu'au bout de ma pensée, que je te dise ce que j'en pense de ta chute ?
— Non, non, pas la peine. Ça alourdirait, ce billet. T'es aucun sens du style.

CLAUDE SARRAUTE.

● Polémique entre le ministre de l'intérieur et le PCF à propos d'un rassemblement pour Nelson Mandela. — Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, vient de refuser l'organisation, vendredi 9 décembre, place de la Concorde à Paris, d'un rassemblement en hommage à Nelson Mandela. Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que préside M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a vivement protesté contre cette décision. Le rassemblement devait se tenir sous un chapiteau, dont la construction et le démontage prennent plusieurs jours, le préfecture de police a estimé qu'il en résulterait de trop longs désagréments pour la circulation automobile.

L'ANGLAIS POUR TOUS
Pour moins de 250 F
vous pouvez apprendre l'anglais de vous perfectionner avec
LES COURS DE LA BBC
Deux cassettes et un livre avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS BBC OMNIVOX (M)
8, rue de Berni, 75008 Paris
Tél. (1143) 59-80-05

Où trouver Macintosh sans vous compliquer la vie ?



Concessionnaire Agréé Grands Comptes

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4^e 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91 37 25 03

SCIENCE & VIE

SÉCURITÉ

COMBIEN DE DORMEURS ÉVEILLÉS AUX COMMANDES ?

Avions, trains, centrales atomiques... On mesure d'innombrables paramètres pour notre sécurité, sauf un : la vigilance de l'homme.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Génétique : les étapes du peuplement de la terre.
- Espace : les scaphandres, mini vaisseaux spatiaux.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE